

SciencesPo

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES



**LABORATOIRE
INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION
DES POLITIQUES
PUBLIQUES
(LIEPP)**

**LABORATORY FOR
INTERDISCIPLINARY
EVALUATION
OF PUBLIC
POLICIES
(LIEPP)**



LIEPP_ScPo

www.sciencespo.fr/liepp



Dépasser les frontières disciplinaires pour évaluer les politiques publiques

Directrice

Anne Revillard
(Sciences Po, OSC)

Axes de recherche & Co-directeurs

Discriminations et politiques catégorielles

Morgane Laouénan (*Université
Paris I Panthéon-Sorbonne*)
Anne Revillard (*OSC, Sciences Po*)

Évaluation de la démocratie

Julia Cagé (*Département
d'économie, Sciences Po*)
Emiliano Grossman (*CEE, Sciences
Po*)

Évaluation des politiques socio-fiscales

Clément Carbonnier (*Université
Paris 8, Vincennes-Saint Denis*)
Nathalie Morel (*CEE, Sciences Po*)
Michaël Zemmour (*Université Paris
1 Panthéon-Sorbonne*)

Politiques éducatives

Carlo Barone (*OSC, Sciences Po*)

Politiques environnementales

Charlotte Halpern (*CEE, Sciences
Po*)

Politiques de santé

Henri Bergeron (*CSO, Sciences Po*)
Thomas Rapp (*LIRAES, Université
de Paris*)

Centres fondateurs du LIEPP

- Centre d'études européennes et de politique comparée
- Centre de sociologie des organisations
- Département d'économie
- Observatoire sociologique du changement

Une plateforme de recherche

Le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) est une plateforme de recherche de Sciences Po financée dans le cadre du programme "Investissements d'avenir" de l'Agence Nationale de la Recherche*. Créé en 2011, il se redéploie à partir de 2020 en partenariat avec Université de Paris.

Une recherche évaluative innovante

Le LIEPP repose sur une approche de recherche évaluative innovante par : l'articulation entre méthodes quantitatives, qualitatives et comparatives ; le croisement des regards disciplinaires sur les politiques évaluées ; l'hybridation entre les acquis méthodologiques et théoriques de différentes disciplines, et ceux du champ international de l'évaluation.

Six axes de recherche

Discriminations et politiques catégorielles



Évaluation de la démocratie



Évaluation des politiques socio-fiscales



Politiques éducatives



Politiques environnementales



Politiques de santé



Un enjeu démocratique

Les projets menés au LIEPP combinent un haut niveau d'exigence scientifique avec le souci de diffusion et de traduction des résultats de la recherche auprès des acteurs publics et de la société civile.

* Le LIEPP bénéficie du soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir dans le cadre du LabEx LIEPP (ANR-11-LABX-0091, ANR-11-IDEX-0005-02) et de l'IdEx Université de Paris (ANR-18-IDEX-0001).

SOMMAIRE

Axe Discriminations et politiques catégorielles et ses projets en cours

- Axe Discriminations et politiques catégorielles
- Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes
- Des politiques sociales égalitaires ? Des principes à la réalité de l'exercice professionnel. Colloque international les 10 et 11 juin 2021
- Handicap, genre et précarité professionnelle. Parcours biographiques et réception de l'action publique
- Why women choose at-home abortion via teleconsultation in France
- Using motivation letters to understand students' higher educational choices

Axe Évaluation de la démocratie et ses projets en cours

- Axe Évaluation de la démocratie
- Inégalités et demande de représentation : 100 ans de sélection politique au Royaume Uni
- Public opinion, democratic accountability and evaluation of defence

Axe Politiques éducatives et ses projets en cours

- Axe Politiques éducatives
- Family background, parental instructional strategies and children's self-regulated learning. A longitudinal, experimental study
- Cours d'écoles « Oasis »
- Suivi qualitatif du dispositif Premier Campus
- Évaluation quantitative du dispositif Premier Campus
- Les politiques d'orientation régionales, un vecteur de socialisation des jeunes aux règles du marché ?

Axe Politiques environnementales et ses projets en cours

- Axe Politiques environnementales
- Mobilisations collectives, politiques publiques et inégalités socio-environnementales (Civic Act 2)

Axe Politiques de santé et ses projets en cours

- Axe politiques de santé
- Décision médicale pour autrui : évaluation du dispositif de la personne de confiance
- REF-Santé : Une étude de la réforme du premier cycle des études de santé

Axe Politiques socio-fiscales et ses projets en cours

- Axe politiques socio-fiscales
- Family policies, female participation and inequalities
- Which policies for the development of knowledge-intensive jobs?
- Dynamiques des bénéficiaires du RSA à Paris
- Trajectoires de pauvreté : profils, déterminants et conséquences. Perspectives française et européennes

Projets hors axes financés par le LIEPP

- Better alone ? Evidence on the costs of intermunicipal cooperation
- A Cross-verified Database of Notable People, 3500 BC –2018 AD
- Étudier les interactions entre le marché du travail et les infrastructures de transport

Travaux des doctorants et post-doctorants

- Des "systèmes" insaisissables ? Tensions épistémiques au sein d'un plan de réduction de la consommation de pesticides
- Organisation du système de santé français et gestion de crise sanitaire
- Essays on the economics of democracy
- La construction d'un État entrepreneur social à travers les social impact bond. Une analyse comparée des politiques d'insertion professionnelle en France, Angleterre et Belgique
- The work-care nexus in mature Welfare States: continuity and change (1990-2020)
- Comment définir et mesurer la grande pauvreté ?
- Parcours professionnels des femmes handicapées en France au prisme de la réception de l'action publique
- The role of caseworkers in the labour market integration of young unemployed: Evidence from France



AXE DISCRIMINATIONS ET POLITIQUES CATÉGORIELLES



AXE DISCRIMINATIONS ET POLITIQUES CATEGORIELLES

Co-directrices :

Morgane LAOUËNAN



Chargée de recherche CNRS à l'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne et spécialiste en économie du travail et microéconomie appliquée.

Ses travaux de recherche se focalisent sur la discrimination à l'encontre des immigrés africains en France et des Afro-Américains aux Etats-Unis.

Anne REVILLARD



Professeure associée en sociologie, rattachée au LIEPP et à l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC).

Ses recherches portent sur l'articulation entre droit, action publique et transformations contemporaines des systèmes d'inégalités liées au genre et au handicap.

Membres associés :

- Bénédicte APOUEY
- Ghazala AZMAT
- Clémence BERSON
- Anne BORING
- Célia BOUCHET
- Mathéa BOUDINET
- Jean-Charles BRICOGNE
- Catherine CAVALIN
- Guillaume CHAPELLE
- Pierre DESCHAMPS
- José DE SOUSA
- Mathilde EMERIAU
- Jean-Benoît EYMEOUD
- Roberto GALBIATI
- Kristina GEMZELL DANIELSSON
- Dylan GLOVER
- Virginie GUIRAUDON
- Annabelle LEVER
- Héléne MAGHIN
- Amy G. MAZUR
- Laura MORALES
- Héléne PERIVIER
- Zoé ROLLIN
- Alexandra ROULET
- Daniel SABBAGH
- Mirna SAFI
- Camille SCHMOLL
- Mark STABILE
- Héléne THIOLLET
- Pierre VILLEDIEU
- Etienne WASMER

La recherche sur les discriminations a connu un essor particulier en France depuis le début des années 2000. Les travaux empiriques attestent l'ampleur et les mécanismes de production d'inégalités liées au sexe, à l'origine, à la religion, à la couleur de peau, à l'orientation sexuelle, au handicap, etc., dans différents contextes d'interaction sociale: marché du travail, marché du logement, école, administration, police, justice, entre autres. Consacré à ces questions, l'axe « Discriminations et politiques catégorielles » contribue au débat public à partir d'une démarche de recherche interdisciplinaire, en évaluant l'ampleur et l'évolution des discriminations en France et en analysant les défis qu'elles posent à l'action politique de lutte contre les inégalités sociales.

Approche scientifique et démarche évaluative

Les politiques analysées dans le cadre de l'axe se centrent essentiellement sur:

- Le genre
- Les migrations et les politiques conçues pour les personnes migrantes
- Le handicap et les inégalités de santé
- Les inégalités ethnoraciales

Ces politiques ont pour spécificité d'être explicitement construites autour du ciblage de certaines populations – femmes, minorités ethnoraciales, personnes migrantes, personnes handicapées – qu'elles cherchent ou non à réduire les inégalités ou les discriminations donc ces populations sont victimes.

Les travaux menés au sein de l'axe contribuent à documenter dans quelle mesure ces politiques ont (ou sont susceptibles d'avoir) des effets égalitaires ou inégalitaires. La démarche évaluative de l'axe s'inscrit dans une conception large de l'action publique impliquant une diversité d'acteurs publics et privés (ex. entreprises, établissements, interventions associatives).

L'axe combine trois démarches d'évaluation intégrant chacune une pluralité de méthodes.



Transversalité de l'axe

Les discriminations peuvent être observées dans une grande diversité de contextes d'interaction sociale? Les projets de l'axe se construisent à partir des contributions interdisciplinaires réunissant des économistes, des sociologues, des politistes, des historiens et des psychologues sociaux.

Projets de recherche en cours

- **Différences de genre dans les aspirations professionnelles des étudiantes et étudiants**

Ghazala Azmat, Anne Boring & Roberto Galbiati

- **The role of workplaces in hiring discrimination in France : evidence from a large-scale correspondence study**

Mirna Safi, Morgane Laouénan & Roland Rathelot

- **Evaluation de l'impact sur la diversité des recrutements des formations "Recruter sans discriminer"**

Morgane Laouénan, Mirna Safi, Olé Hexel, Thomas Breda, Nicolas Jacquemet, Roland Rathelot & Joyce Sultan

- **Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes - volet recherche**

Anne Boring

- **Groupe international d'experts sur les migrations (GIEM)**

Virginie Guiraudon, Camille Schmoll, Héléne Thiollet

- **Discrimination sur les plateformes collaboratives**

Guillaume Chapelle, Pierre Deschamps, Dylan Glover, Morgane Laouénan, Xavier Lambin

- **Les effets de l'introduction d'un quota pour les femmes dans les compétitions d'échecs**

José de Sousa & Muriel Niederle

- **Handicap, genre et précarité professionnelle : parcours biographiques et réception de l'action publique**

Anne Revillard & Mathéa Boudinet

- **Access to Abortion and Telemedicine Abortion in France: A mixed-method study on why individuals resort to telemedical abortion over local abortion services in France**

Kristina Gemzell Danielsson & Héléne Périer

- **Les politiques de lutte contre les discriminations dans l'enseignement supérieur : une revue de littérature interdisciplinaire**

Daniel Sabbagh

- **Des politiques sociales égalitaires ? Des principes à la réalité de l'exercice professionnel - Colloque international**

Zoé Rollin

Manifestations scientifiques

- 10/06/2021 et 11/06/2021 : Colloque international « Genre et travail social » saison 3
- Du 29/03/2021 au 01/04/2021 Journées d'étude « Les violences sexistes après #MeToo »
- 05/02/2021 Séminaire LIEPP-PRESAGE « Crise sanitaire, confinement et inégalités de genre au travail »
- 13/01/2021 Séminaire avec Anne Boring « Using Motivation Letters to Understand Students' Higher Educational Choices »
- 01/12/2020 Séminaire avec José de Sousa « Effet d'entraînement des quotas de genre : une étude de cas en France »
- 23/04/2020 Réunion « portes ouvertes » rassemblant les affilié.e.s et chercheuses d'Université de Paris intéressées par les activités de l'axe.
- 05/02/2020 Journée d'étude « La santé des personnes migrantes entre politiques migratoires et politiques de santé »

Publications en lien

Internes :

- Isabelle ENGELI, Amy G. MAZUR, **Research on French Gender Equality Policies in Practice: One Step Closer to A Recipe for Success**, LIEPP Policy Brief n°52, May 2021.
- Clémence BERSON, Morgane LAOUENAN, Emmanuel VALAT, **Centraliser le recrutement, un moyen efficace de prévention des discriminations ?** LIEPP Policy Brief n°49, Février 2021.
- Carrie SHANDRA, **Disability and Patterns of Leisure Participation across the Life Course**, LIEPP Working Paper n°109, April 2020.
- Pierre DESCHAMPS, Anne REVILLARD, Marie SAUTIER, Mathieu ARBOGAST, **Le quotas de genre dans le monde académique**, *Débats du LIEPP* n°5, février 2020.
- Clémence BERSON, Morgane LAOUENAN, Emmanuel VALAT, **Outsourcing recruitment as a solution to prevent discrimination**, LIEPP Working Paper n°104, February 2020.
- Tianjian LAI, Haley McAvay, Mirna SAFI, **Diverging Pathways: How Pre-Migration Selectivity and Initial Legal Status Shape Immigrant Outcomes in France**, LIEPP Working Paper N°103, January 2020.

Externes :

- Schmoll, C., (2021) **Les damnés de la mer. Femmes et frontières en Méditerranée**, La Découverte.
- Laouenan, M., Rathelot, R., (2021) **Can Information Reduce Ethnic Discrimination? Evidence from Airbnb**, *American Economic Journal: Applied Economics* (A paraître)
- Boring, A., Philippe, A., (2021) **Reducing discrimination in the field: Evidence from an awareness raising intervention targeting gender biases in student evaluations of teaching**, *Journal of Public Economics*, vol. 193.
- Azmat, G., Boring, A., (2020) **Gender diversity in firms**, *Oxford Review of Economic Policy* 36, no 4, 760-82.
- Revillard, A., Bereni L., Chauvin, S., Jaunait, A., (2020) **Introduction aux études sur le genre (3ème édition)**, Deboeck supérieur, col. Ouvertures politiques.
- Revillard A., (2020) **Des droits vulnérables. Handicap, action publique et changement social**, Presses de Sciences Po.
- Mazur, A. G., et al. (2020) « **Party Penalties for Parity: Less than Meets the Eye** ». *French Politics*, 28-49.
- Berson, C., Laouénan, M., Valat, E. (2020). **Outsourcing Recruitment as a Solution to Prevent Discrimination : A Correspondence Study**, *Labour Economics*.
- Jacquemart, A., Revillard, A., Bereni, L. (2020). **Gender quotas in the French bureaucratic elite: the soft power of restricted coercion**, *French Politics*, 1-21.

CHAIRE POUR L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES

Axe Discriminations et politiques catégorielles

Équipe de recherche :

Anne BORING



Assistant Professor en économie à Erasmus University Rotterdam. Directrice de la Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes à Sciences Po.

Ses recherches portent principalement sur les choix d'orientation dans les études supérieures, sur les inégalités de genre sur le marché du travail, ainsi que sur les biais dans l'évaluation des compétences.

Alejandra ARBELÁEZ AYALA



Assistante de recherche pour la Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes.

Titulaire d'un Master en Politiques Publiques et Développement, ses principaux intérêts de recherche portent sur l'éducation, le marché du travail et les questions de genre.

Helena MASSARDIER



Assistante de recherche pour la Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes.

Titulaire d'un Master en Politiques Publiques, ses principaux intérêts de recherche portent sur les questions de genre.

Sciences Po a inauguré en 2018 la **Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes**. Son objectif est de **créer et d'évaluer scientifiquement des interventions visant à réduire les barrières auxquelles les femmes se trouvent confrontées dans leurs carrières, qu'il s'agisse d'accéder à des postes de responsabilité ou de se lancer dans l'entrepreneuriat**. Elle s'adresse à la fois aux étudiantes pouvant être découragées par l'entrepreneuriat, aux dirigeants et dirigeantes d'entreprises souhaitant être guidés dans le choix des interventions possibles ou aux pouvoirs publics désirant sensibiliser le plus grand nombre aux bonnes pratiques.

Axes d'intervention de la Chaire

La Chaire développe des activités autour de trois axes, portées par le Centre pour l'entrepreneuriat, le LIEPP et PRESAGE :

- **Recherche**: développer des travaux de recherche portant sur le développement d'interventions visant à réduire les freins qui découragent les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat ou, plus largement, à atteindre des postes à responsabilité.
- **Pédagogie**: mettre en œuvre concrètement les résultats de la recherche, afin de créer des enseignements permettant de développer les connaissances et compétences nécessaires à des carrières professionnelles inscrites dans un marché du travail en évolution.
- **Diffusion des savoirs**: informer la société plus largement sur les interventions efficaces pour promouvoir l'égalité professionnelle et l'accès des femmes à des postes de responsabilité économique.

La Chaire produit des travaux de recherche dont les résultats visent à mieux informer les universités, entreprises et pouvoirs publics.

Les projets en cours

1. La diversité de genre en entreprise

Une partie du travail de la Chaire consiste à analyser les types de mesures que les entreprises peuvent mettre en œuvre pour accroître la diversité de genre aux postes de direction. Le projet consiste à utiliser cette revue des mesures, afin de créer une boîte à outils pour les entreprises souhaitant promouvoir la diversité de genre dans les postes de direction. S'appuyant sur des travaux académiques, la boîte à outils présente les politiques qui fonctionnent dans la promotion de la diversité au sein de l'entreprise. L'article "Gender diversity in firms" d'Anne Boring et Ghazala Azmat, publié dans la revue *Oxford Review of Economic Policy*, analyse plusieurs mesures mises en place par les entreprises afin d'augmenter le nombre de femmes à des postes de direction.

L'article s'intéresse à 4 types de mesures et discute de leur efficacité et limites :

- 1) **Mentorat/réseaux professionnels**. Un nombre croissant d'entreprises met en place des politiques favorisant le mentorat et le networking pour aider les femmes à évoluer dans leurs carrières. L'article suggère que ces deux politiques d'entreprise ne devraient pas être uniquement développées entre personnes de même genre (car la littérature indique que le genre du mentor ne joue pas de rôle important et que cela risquerait de surcharger les femmes seniors mentors).
- 2) **Formations à la diversité**. Les entreprises dépensent chaque année des sommes importantes pour proposer des formations à la diversité à leurs employés. La littérature suggère cependant que ces formations ont des effets très limités. Des mesures alternatives ont été proposées, comme la divulgation du salaire des salariés masculins et féminins au sein des entreprises (mais les effets d'une telle mesure sont mitigés).
- 3) **Politiques de conciliation vie privée et vie professionnelle**. Les entreprises ayant des politiques favorables à la conciliation travail-famille et pénalisant moins les absences temporaires (liées à la parentalité par exemple) ont un taux de rétention plus élevé des femmes après l'accouchement. Toutefois, ces entreprises ont tendance à être plus concentrées dans les secteurs moins rémunérateurs et moins qualifiés. Par conséquent, un engagement plus poussé en faveur de la flexibilité et de la conciliation travail-famille de la part d'autres secteurs permettrait de se diriger vers une plus grande réduction des écarts de salaire.
- 4) **Quotas**. Les politiques de quotas permettent aux femmes d'accéder à des postes à responsabilité lorsque ces politiques sont contraignantes pour les entreprises. Ces politiques ne s'appliquent pour l'instant qu'aux membres des conseils d'administration. Leur efficacité pourra être mieux mesurée si elles sont développées au niveau des comités exécutifs.

Sponsors du projet :



Enfin, la Chaire va poursuivre ses travaux sur la diversité de genre en entreprise en lançant une étude visant à étudier la manière dont les femmes accèdent aux postes de direction dans les entreprises françaises de plus de 200 salariés.

2. Les choix d'études supérieures

Les inégalités de genre démarrent dès le choix des études supérieures. Les choix des filles et des garçons sont très différents. Ces déséquilibres ont des conséquences sur l'entrée dans le marché du travail en termes de salaire, place dans l'entreprise, et qualité de l'emploi. Ces différences de choix s'expliquent notamment par le fait que :

- 1) Les filles ont tendance à choisir des écoles ou des universités moins prestigieuses que celles auxquelles leur niveau académique leur permettrait de prétendre.
- 2) Les filles sont sur-représentées dans les domaines d'études (comme l'histoire et les langues) qui mènent vers de moins bonnes perspectives d'emploi.
- 3) À l'inverse, elles sont sous-représentées dans des disciplines qui mènent vers des métiers mieux rémunérés (comme l'ingénierie, les mathématiques, l'informatique).

Ces différences de choix ont plusieurs conséquences sur l'entrée des femmes sur le marché du travail. En moyenne :

- 1) Le salaire d'une diplômée de Master est plus faible que celui d'un diplômé de même niveau.
 - 2) Les femmes sont moins souvent cadres que les diplômés hommes.
 - 3) Les emplois des femmes diplômées sont davantage précaires en moyenne que ceux des hommes.
- Ces inégalités de genre dans le choix des études supérieures ont fait l'objet d'une vidéo Datagora.

La Chaire va poursuivre ces travaux sur les choix d'études supérieures en menant un projet de recherche sur les choix de spécialité de Master des filles et garçons. Ce travail de recherche permettra d'analyser les différences de choix d'études universitaires au niveau le plus fin : celui de la *spécialité* des Masters universitaires.

3. L'impact du confinement sur la répartition des tâches domestiques dans les ménages

Des travaux de recherche montrent que l'épidémie de COVID-19 peut avoir des implications importantes pour l'égalité femmes-hommes au sein des ménages, tant pendant le confinement que lors de la reprise. D'une part, la fermeture d'écoles et de garderie a un impact considérable, particulièrement sur les mères qui travaillent. D'autre part, les modalités de travail flexible adoptées pendant le confinement peuvent avoir un impact sur les normes sociales.

La Chaire a mené une enquête pour étudier l'impact du confinement sur la répartition des tâches domestiques au sein des ménages. Le travail de recherche vise à comprendre si le confinement permet une plus grande égalité femmes-hommes ou au contraire un retour vers une plus grande spécialisation dans la répartition des tâches domestiques.

Pour effectuer ce travail de recherche, des données ont été collectées au début du mois de mai 2020 grâce à l'Institut IPSOS. Les premiers résultats de l'enquête sont accessibles dans un rapport d'IPSOS de mai 2020.

Cet rapport montre que, pendant le confinement, les femmes ont déclaré consacrer plus de temps aux tâches ménagères et à la prise en charge des enfants que les hommes. En effet, les femmes ont déclaré consacrer 35h et 10 minutes à ces tâches, contre 32h pour les hommes.

- Cet écart s'explique notamment parce que, pendant le confinement :
- Les femmes ont été davantage concernées par la réduction du temps de travail que les hommes (54% de femmes au chômage ou à temps partiel pendant le confinement contre 42% d'hommes).
 - Les femmes sont davantage concernées par le télétravail que les hommes (35% pour les femmes, contre 27% pour les hommes), en raison de la nature de leur travail.

Ce travail de recherche révèle que la période de confinement est associée avec une augmentation des croyances envers des normes de genre inégalitaires.

L'ensemble de ces travaux de recherche ont fait l'objet de vidéos-montages réalisées par Datagora, une plateforme de valorisation d'études auprès du grand public.

Axe discriminations
et politiques
catégorielles
et
Axe politiques
socio-fiscales

Zoé ROLLIN



Sociologue, maîtresse de conférences à l'université Paris Descartes (département des sciences de l'éducation) et chercheuse au CERLIS, affiliée au LIEPP.

Les travaux de Zoé Rollin interrogent globalement les tensions entre les événements de santé et les trajectoires biographiques dans une perspective de genre et de care, et via une entrée disciplinaire principalement sociologique.

Comité d'organisation :

- **Véronique BAYER** : IRFASE, IRIS EHESS Paris
- **Isabelle COURCY** : Sociologie, UQAM Montréal
- **Clémence HELFTER** : CNAF, Direction des statistiques, des études et de la recherche
- **Hélène MARTIN** : Haute école de travail social Lausanne (HETSL, HES-SO)
- **Marianne MODAK** : Haute école de travail social Lausanne (HETSL, HES-SO)
- **Maria Nengeh MENSAH** : École de travail social, UQAM, Montréal
- **Zoé ROLLIN** : Université Paris Descartes, CERLIS, LIEPP
- **Arthur VUATTOUX** : IRIS, Université Sorbonne Paris Nord

DES POLITIQUES SOCIALES ÉGALITAIRES ? DES PRINCIPES A LA RÉALITÉ DE L'EXERCICE PROFESSIONNEL

Colloque international les 10 et 11 juin 2021

Des politiques sociales considérées par leurs promoteurs et promotrices comme susceptibles de contrecarrer les inégalités de genre ont été développées et expérimentées dans les dernières années en Europe. Pour cette troisième édition du Colloque international féministe Genre et Travail social, il apparaissait important d'aller au-delà de ces constats généraux en interrogeant les processus concrets qui, dans l'exercice professionnel du travail social, conduisent à des traitements différenciés (re)producteurs de discriminations de genre. La visée du colloque est d'offrir un espace de dialogue pour croiser les points de vue situés de chercheur-es, d'intervenant-es sociaux, de formatrices et formateurs du travail social. En effet, la thématique que nous proposons – l'approche intégrée du genre dans les politiques sociales à travers l'intervention en train de se faire – nécessite un décalage par rapport aux formes classiques des colloques scientifiques. À cet égard, a été encouragée la collaboration entre chercheur-es et travailleurs et travailleuses sociales pour la présentation d'analyses et d'expériences de terrain, en ouvrant à divers formats de communication (filmés, graphiques, etc.) des résultats de la recherche et de l'action ou encore de recherches-actions.

Comité scientifique

Claire Ansermet (Fondation les Oliviers), **Véronique Bayer** (IRFASE, IRIS EHESS), **Béatrice Bertho** (HETSL), **Cathy Bousquet** (LISE-CNRS/CNAM), **Marc Bessin** (IRIS EHESS), **Melissa Blais** (IREF UQAM), **Isabelle Courcy** (UQAM), **Charlène Charles** (UPEC), **Claire Cossée** (UPEC), **Fatou Diop Sall** (Université Gaston Berger, Saint Louis du Sénégal), **Blandine Destremau** (IRIS EHESS), **Clémence Helfter** (CNAF), **Véréna Keller** (HETSL), **Ana Luana Deram** (IRFASE), **Maria Nengeh Mensah** (UQAM), **Hélène Martin** (HETSL), **Marianne Modak** (HETSL), **Pascal Molinier** (Sorbonne Paris Nord), **Clothilde Palazzo** (HEVS), **Sophie Rodari** (HESGE), **Zoé Rollin** (Descartes CERLIS), **Arthur Vuattoux** (IRIS, Sorbonne Paris Nord)

Programme synthétique



10 Juin. Sciences Po

- Panel 1 : Dispositifs de promotion de l'égalité dans les collectifs
- Panel 2 : Reproduction de la division sexuée du travail auprès des personnes accompagnées
- Panel 3 : Modalités de la division sexuée du travail chez les professionnel.le.s du travail social

11 Juin. IRFASE

- Panel 1 : L'intervention féministe au cœur des formations du travail social
- Panel 2 : Parentalités maternelles et paternelles : (in)égalités de genre ?
- Panel 3 : La parole aux étudiantes et étudiants du travail social

4 tables-rondes au choix, organisées par des professionnelles du secteur social et étudiant.e.s du master « Ingénierie des dispositifs d'aide spécialisée à la personne » :

❖ Table-ronde 1 :

« Genre et pratiques professionnelles dans les centres parentaux et les centres maternels » organisée et animée par Marianne Bignon, Julia Guezal, Pauline Herbert, Solène Lequelléc et Coralie Morin.

❖ Table-ronde 2 :

« TRANS'former le travail social : l'accompagnement des mineur-e-s transgenres dans le travail social » organisée et animée par Karima Ait Aissa, Myriam Brahimi, Amélie Carré et Camille Helleu.

❖ Table-ronde 3 :

« Femmes et migrations » organisée par Katia Bourdain, Vassindou Cissé, Nawel Friha et Dalila Nounouhi.

❖ Table-ronde 4 :

« Clients pénalisés », « prostituées » mieux protégées ? Les conséquences de la loi du 13 avril 2016 sur l'accompagnement social des prostituées/travailleuses du sexe organisée par Pamela Abou-Khalil, Alexia Bait, Jeanne Benhaim, Alizée Carval, Camille Kohn, Clémence Martin.

- Panel 4 : Égalité et mixité, des stratégies différenciées : pour quelle émancipation ?
- Panel 5 : Les approches intersectionnelles des politiques sociales : bilan et perspectives.

Institutions organisatrices



Le Réseau Genre et travail social (GeTS) de la Haute école de travail social et de la santé - Lausanne (HETSL), Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)

HANDICAP, GENRE ET PRÉCARITÉ PROFESSIONNELLE: PARCOURS BIOGRAPHIQUES ET RÉCEPTION DE L'ACTION PUBLIQUE

Axe Discriminations et politiques catégorielles

Équipe de recherche :

Anne REVILLARD



Professeure associée en sociologie, OSC-LIEPP, coordinatrice du projet.

Mathéa BOUDINET



Doctorante en sociologie, OSC-LIEPP, assistante de recherche.

Ambre Dulieu et Héloïse Gramage, étudiantes du master sociologie de Sciences Po, vacataires sur le projet.

Aline Tertre, étudiante de 3^{ème} année du Collège universitaire de Sciences Po, en Stage d'initiation à la recherche (SIR) sur le projet.

Partenaires associatifs:

- Agefiph
- APF-France handicap
- Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA)
- Fibromyalgie France
- Groupement des intellectuels aveugles ou amblyopes (GIAA)
- LADAPT.

L'éloignement vis-à-vis du marché du travail est une source essentielle de précarité socio-économique des personnes handicapées. Les ressorts de cette mise à distance sont complexes: formation, effet du handicap sur la capacité de travail, freins environnementaux à la mobilité, discriminations, manque d'accompagnement vers et dans l'emploi. Pour les femmes handicapées, cette marginalisation est redoublée par les effets du système de genre. Cette recherche participative vise une meilleure connaissance des facteurs de précarisation professionnelle des femmes handicapées, et l'identification de pistes d'amélioration de l'action publique à partir de l'expertise expérimentale des personnes. Menée en partenariat avec six associations du secteur, elle repose principalement sur la réalisation d'entretiens biographiques, complétés par une exploitation de l'enquête Emploi de l'INSEE.

Une recherche participative en partenariat avec 6 associations

Co-financée par la **Fondation Internationale de la Recherche Appliquée sur le Handicap (FIRAH)** et l'**Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelles des personnes handicapées (Agefiph)**, la recherche est menée, au LIEPP et à l'OSC, en partenariat avec six associations du secteur du handicap :

- Agefiph
- APF-France handicap
- Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA)
- Fibromyalgie France
- Accompagner, promouvoir et intégrer les déficients visuels (apiDV)
- LADAPT

SciencesPo
OBSERVATOIRE SOCIOLOGIQUE
DU CHANGEMENT



Valorisation de la recherche

• Revue de littérature

Une revue de littérature portant sur emploi, genre et précarité professionnelle a été préparée par Mathéa Boudinet et Anne Revillard, avec la collaboration, pour la réalisation des fiches de lectures, d'Ambre Dulieu et d'Héloïse Gramage.

La revue de littérature revient sur la définition de la précarité professionnelle, l'emploi des femmes handicapées, et le rapport aux politiques publiques. Le travail de recherche bibliographique met par ailleurs en lumière la rareté de travaux scientifiques croisant genre et handicap dans le domaine de l'emploi.

• Supports d'application prévus

Portraits de femmes handicapées : Ce support qualitatif vise à promouvoir la représentation, dans l'espace public, des femmes handicapées en tant que travailleuses, en rendant compte des obstacles spécifiques auxquels elles se heurtent.

Baromètre de l'emploi des personnes handicapées : Ce support, qui sera développé en lien avec l'Agefiph, vise à définir des indicateurs non seulement différenciés selon le sexe, mais aussi attentifs aux facteurs de précarité particulièrement saillants en lien avec les effets du genre (par exemple, effets différenciés de la parentalité sur l'emploi).

Méthodes

Les **entretiens biographiques** sont effectués avec une majorité de femmes et une minorité d'hommes présentant des handicaps moteurs, visuels ou des maladies chroniques. Les entretiens reviennent sur l'ensemble du parcours de vie, sans préjuger de la présence ou de l'importance de dispositifs d'action publique. Cette méthode développée par Anne Revillard permet d'identifier, à partir de l'expérience vécue des personnes, les instruments ayant eu une influence sur leurs trajectoires professionnelles.

Des **observations** sont réalisées dans une structure d'accompagnement vers l'emploi, pour pouvoir contextualiser les expériences racontées lors des entretiens.

Les entretiens sont complétés par une **exploitation de l'enquête Emploi de l'INSEE**, pour établir des statistiques descriptives sur la situation des femmes handicapées sur le marché de l'emploi et en emploi. Différentes variables sont analysées, notamment en termes d'inactivité, de sous-emploi, de types de statuts en emplois (contrat précaire ou non, PCS, position dans l'organisation).

Premiers résultats

- Les femmes handicapées font face à de **nombreux obstacles en termes d'insertion professionnelle**, tant dans leur accompagnement par les structures du service public de l'emploi, dans les candidatures, que dans les entretiens d'embauche et les expériences professionnelles concrètes. Ces difficultés doivent notamment être analysées en termes d'inaccessibilité et de discriminations.
- **Les allocations en lien avec le handicap et l'emploi sont perçues différemment en fonction de la classe sociale et du moment de survenue du handicap.** Les revenus tirés des allocations sont par contre, de manière générale, considérés comme moins légitimes que ceux liés à l'emploi.
- Les situations professionnelles des femmes handicapées doivent être analysées au prisme de la **division sexuée du travail**. Comme pour les femmes en population générale, le cadre du couple hétérosexuel entraîne une répartition inégalitaire des tâches domestiques et des soins aux enfants. En résulte une fréquente **dépendance économique au conjoint** et aux allocations versées par l'État, sans cotisations sociales. Le fait de travailler gratuitement pour l'entreprise du conjoint, en plus des tâches domestiques, conduit ces femmes à ne pas pouvoir envisager et se consacrer à la recherche d'emploi.
- Si les expériences de sexisme ou de racisme sont mentionnées dans les entretiens, **les femmes interrogées ne considèrent dans l'ensemble que ce n'est pas le genre ou la race qui a joué dans leurs difficultés sur le marché du travail, mais bien le handicap.**

Discrimination and category-based policies research group

Project Team:

Hélène PERIVIER

Researcher in economics at the French Economic Observatory (OFCE) and director of Research and Educational Programme on Gender Studies (PRESAGE) at Sciences Po Paris. Her research focuses mainly on social and family policies and gender inequalities. She also works on discrimination processes and on the evaluation of public policies.

Kristina GEMZELL-DANIELSSON

Professor of Obstetrics and Gynaecology, Head of the Department of Women's and Children's Health, Karolinska Institutet and senior consultant in Obstetrics and Gynaecology at the Karolinska University Hospital in Stockholm, Sweden. Her research mainly focuses on reproductive health and medicine.

Hazal ATAY

PhD candidate in Political Science at the Center of political researches of Sciences Po (CEVIPOF). She works on gender, politics and institutions, with a particular focus on public policy formation.

WHY WOMEN CHOOSE AT-HOME ABORTION VIA TELECONSULTATION IN FRANCE

In face of the COVID-19 health emergency, France has allowed medical abortions to be performed by teleconsultation until 9 weeks of gestation. In an attempt to understand the demand and main drivers of telemedicine abortion, this project analyzed the requests that Women on Web (WoW), an online telemedicine abortion service operating worldwide, received from France between January 1st and December 31st, 2020. Within this framework, we conducted a parallel convergent mixed-method study among 809 consultations. We found that the demand for at-home medical abortion via teleconsultation increased in France during the lockdowns. However, drivers of telemedicine abortion are multi-dimensional and go beyond the conditions unique to the pandemic. Our findings suggest that telemedicine can help meet women's preferences and needs for secrecy, privacy and comfort, while facilitating improved access to and enabling a more person-centred abortion care.

Context

The COVID-19 outbreak has stirred up a health emergency worldwide. Related lockdown measures and travel restrictions have particularly affected access to abortion care, whose provision already largely occurs under conditions of structural violence due both macro-level constraints and the everyday micro challenges. In the context of the pandemic, France introduced a temporary measure, allowing at-home medical abortion via teleconsultation until 9 weeks of pregnancy. The measure was justified as per the recommendations of the World Health Organization (WHO) and the French High Authority of Health (HAS), as well as per advances in telemedicine. Similar measures were also adopted in England, Wales, Scotland, and Ireland.

Methods

We conducted a parallel convergent mixed-method study among the 809 consultations received from France at Women on Web (WoW), an online telemedicine abortion service operating worldwide, between 1 January and 31 December 2020. Within the framework of this research, we analysed two main data components. The first component is the data obtained from WoW consultation questionnaire and the second is the data obtained from women's anonymised email correspondence with the WoW helpdesk. Both components were collected simultaneously and analysed independently. They were then merged to validate data and results and to interpret the findings better.

We performed a cross-sectional study of the survey data obtained from WoW consultation survey that participants completed while requesting help online. In order to better understand women's motivations for choosing telemedicine, and also to map the perceived barriers of access to abortion in France, we conducted a manifest content analysis of women's email correspondence.

Findings

The COVID-19 pandemic and associated lockdown measures restricted mobility, thereby adversely affecting availability of services. The Figure 1 below demonstrates how requests for at-home medical abortion via teleconsultation from France at WoW has increased during lockdown periods.

Figure 1: The Number of Telemedical Abortion Consultations from France received by Women on Web between 1 January and 31 December 2020 (n = 809).

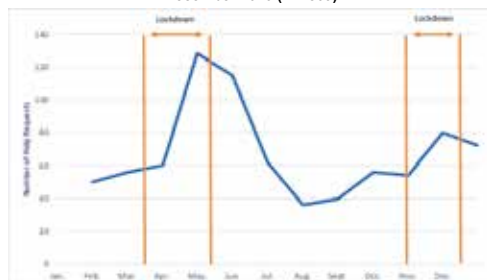


Table 2: Reasons Why Women Chose Telemedicine through WoW between 1 January and 31 December 2020 per Age Groups and COVID-19 Relevancy

	Frequencies in % (n)					
	Age groups			COVID-19		Total
Reasons why women choose telemedicine abortion through Women on Web	18-25 (n = 261, reasons missing n=16)	26-35 (n = 344, reasons missing n=14)	36 and above (n = 164, reasons missing n=10)	COVID-19 Related Consultations (n=236)	COVID-19 Unrelated Consultations (n=573)	(n=769, reasons missing n=40)
Need to keep abortion a secret from partner or family	58.2 (152)	38.5 (138)	37.9 (66)	31.3 (74)	49.2 (282)	46.2 (356)
I would rather keep my abortion private	44.8 (117)	32.1 (115)	36.2 (63)	32.2 (76)	38.2 (219)	38.3 (295)
I would be more comfortable at home	39.8 (104)	28.7 (103)	35.6 (62)	34.7 (82)	32.6 (187)	34.9 (269)
Coronavirus	35.6 (93)	26.8 (96)	37 (47)	100 (236)	0 (0)	30.6 (236)
I would rather take care of my own abortion	34.4 (90)	26.2 (94)	20.6 (36)	0 (0)	38.3 (220)	28.6 (220)
It's hard to access abortion due to work commitments	29.5 (77)	20 (69)	21.3 (35)	16.52 (39)	24.7 (142)	23.5 (181)
It is hard to access abortion because of the cost	31.4 (82)	14.5 (52)	12.6 (22)	25.0 (39)	20.4 (117)	20.2 (156)
It is hard to access abortion because of childcare	11.4 (30)	21.8 (75)	25.6 (42)	16.10 (38)	19.0 (109)	19.1 (147)
I would rather have my partner or friend with me during the process	25.2 (66)	9.2 (33)	8.6 (15)	13.1 (31)	14.4 (83)	14.8 (114)
It is hard to access abortion because of legal restrictions	11.1 (29)	11.7 (42)	8 (14)	11.8 (28)	9.9 (57)	11 (85)
Stigma	16 (42)	8.3 (30)	7.4 (13)	11.0 (26)	10.2 (59)	11 (85)
It is hard to access abortion because of distance	12.6 (33)	5.2 (18)	10.9 (18)	11.0 (26)	7.5 (45)	8.9 (69)
Other reason	6.1 (16)	3.7 (13)	7.3 (12)	5.9 (14)	4.7 (27)	5.3 (41)
Abusive partner	5.3 (14)	4 (14)	4.2 (7)	3.8 (9)	4.5 (26)	4.5 (35)
I find it empowering	4.9 (13)	3.6 (13)	2.2 (4)	3.8 (9)	3.6 (21)	3.9 (30)
Undocumented immigrant	3.4 (9)	3.1 (11)	3.8 (6)	1.6 (4)	3.8 (22)	3.3 (26)

*The exact question reads "What are the main reasons why you are requesting an abortion through Women on Web?"
 *The question is optional, which explains the missing data.
 * Multiple responses are allowed; total response therefore exceeds 100%.

The preferences and needs over secrecy (46.2%), privacy (38.3 %), and comfort (34.9%), followed by coronavirus (30.6%), were among the most frequent reasons for women to choose telemedicine abortion. We found that younger women who are 18-25 years old, compared to those who are over 36 years old, are two times more likely to find at-home abortion via telemedicine empowering and three times more likely to prefer having someone with them during the abortion procedure. They are, however, also two times more likely to perceive abortion stigma and to encounter financial difficulties while accessing abortion care.

We found that similar frequencies, with slight fluctuations, are observed among COVID-19 related and unrelated consultations, with the exception of willingness for self-management which appears to be exclusive to COVID-19 unrelated consultations. We noted that the drivers of telemedicine are in fact multi-dimensional and go beyond conditions unique to the pandemic. We observed that most of the time, women experience multiple constraints at the same time, which later informs their preferences for choosing telemedicine for abortion.

Discriminations and category-based policies research group

Project team :

Ghazala AZMAT

Professor of Economics at the department of Economics in Sciences Po. Her main research interests are in applied and empirical microeconomics, focusing on labor, education, managerial, and gender economics.

Anne BORING

Assistant Professor in economics at Erasmus University Rotterdam, and Head of the Women in Business Chair at Sciences Po (LIEPP). Her research focuses mainly on students' higher educational choices, the impact of gender stereotypes in higher education and the labor market, and on biases in performance evaluations.

Sophie CETRE

PhD student in Economics at Sciences Po. Her doctoral dissertation focuses on the determinants of wage inequality and individuals' preferences regarding the way income should be distributed.

Roberto GALBIATI

CNRS Professor (DR) at the department of economics in Sciences Po. His research interest are in law and economics and political economy mainly focusing on the effects of legal and political institutions on economic outcomes.

USING MOTIVATION LETTERS TO UNDERSTAND STUDENTS' HIGHER EDUCATIONAL CHOICES

Many students finish high school without a clear idea of the field of study that they want to specialize in college. Yet, this choice is one of the most important choices that a student has to make, as the field of higher educational specialization is closely related to labor market outcomes. When students enter college, they hold initial beliefs regarding their academic ability and tastes for different fields of study. They then receive new information that makes them update these beliefs. New grades inform them on their academic ability. Exposure to new courses and peers can make them learn more about their tastes. In this project, we explore the learning process that students go through during the first two years of higher education. Using data from a cohort of Sciences Po students, we study the learning process that make students stick to their initial aspirations or that make them change.

Data

To study how students' tastes for different fields of study change over time, and what factors make them change, we use data from the cohort of students that was admitted to Sciences Po as undergraduates in 2014.

We elicit their tastes for their preferred field of study in social sciences at different points in time:

- 1) before they enter Sciences Po,
- 2) during their second year of undergraduate studies,
- 3) when they choose their Master's degree.

To elicit students' aspirations before they enter, we use the information they provided in the motivation letters they submitted with their application package. We then elicit their tastes halfway through college, through the information they provide in their motivation letters for their study abroad program.

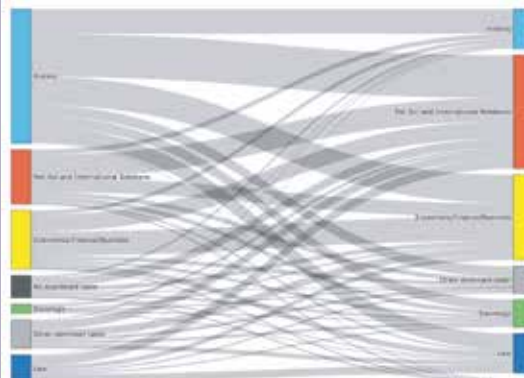
We also observe a set of treatments that students receive between these points in time, mainly their performance in the mandatory courses, their peers' performance, and their peers' tastes. With the information we elicit from the letters, we can determine the extent to which these treatments generate a change in students' aspirations during college.

Academic tastes

Students' academic tastes in Sciences Po's main fields of study (economics, history, law, political science and sociology) are measured along two dimensions. We first identify the field for which a student has a dominant taste, and then we use keyword counts to have an objective measure of the intensity of tastes.

A large share of students change tastes by the time they are halfway through college. Many switch-out of history and into other fields such as political science and international relations or economics (Figure 1). Nonetheless, we find that high school tastes are a significant predictor of students' choices for Masters' degrees in economics, law, and political science and international relations.

Figure 1: Evolution of dominant tastes between high school (left) and second year (right)



Tastes updating

What learning process leads to an update in dominant tastes? The analysis focuses on the ability signals that students receive during their first year of study. We describe the tradeoff that students sometimes face between their high school taste and the signals relative to their ability fit with this taste.

The main specification is:

$$\text{Change taste}_i = \alpha + \beta_1 \text{Grade}_i + \beta_2 \text{Best grade}_i + \beta_3 \text{Relative ability}_i + \beta_4 \text{Strength HS taste}_i + X_i \delta + \pi_i + \gamma_i + \tau_i + u_i$$

The explanatory variables account for the dimensions of the tradeoff that taste updating involves:

- 1) *Grade_i*: the grade that student *i* receives in first year in the field of her high school dominant taste. It is an indicator of the student's ability fit with her high school taste.
- 2) *Best grade_i*: a binary variable equal to 1 if the highest performance of the student is not in the field of her high school dominant taste. This variable is a signal of the student's ability in other fields.
- 3) *Relative ability_i*: performance measures of the student relative to her peers.
- 4) *Strength HS taste_i*: the strength of student *i*'s high school taste, measured using the intensity of keywords used in the motivation letter.

We also control for a set of fixed effects.

Results

Table 4: Determinants of change in taste: individual level characteristics

	Dep. var. = Δ P in dominant taste				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Change grade (in 100 pts), taste	-0.0021** (0.0008)				
Best grade (out of 100 pts), taste		0.129** (0.0425)			
Strength HS taste, taste			0.107** (0.0111)	0.108** (0.0112)	0.102** (0.0112)
Constant	0.011 (0.702)	0.010 (0.748)	1.287** (0.544)	0.054* (0.346)	1.128** (0.523)
Ind. Controls	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
RA FE	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Control FE	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
HS taste FE	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Observations	920	921	923	923	923
R ²	0.00	0.12	0.12	0.129	0.13

Notes: OLS regressions where the dependent variable is binary and equal to 1 if the student changes dominant taste between high school and first year. Students who don't have a well-defined dominant taste in high school (no dominant taste or "other") are omitted from the sample. The explanatory variables are the standardized (in the field level) change grade in the student's high school dominant taste, a binary variable equal to 1 if the student has her best relative grade in a field that is not her high school dominant taste, and the high school taste strength (measured with keyword counts). Individual controls include binary variables for gender, high socioeconomic background, 3 socioeconomic dummies, 2 academic track dummies, 8 regions of origin dummies and the log of the number of words written in high school motivation letters. See Appendix table A1 for a more detailed description of these variables. RA FE refers to 2 dummy variables controlling for the differences in local laboring parameters across our 4 research institutes. Control FE are 6 dummy variables controlling for the different campuses within Sciences Po in 101 main FE and 4 dummy variables for the high school dominant taste of students. Huber standard errors in parentheses. Robust standard errors in parentheses. * p < 0.10, ** p < 0.05, *** p < 0.01.

Table 4 presents the main results. We find that ability signals are both drivers of stickiness when they are signals of good fit, and drivers of change when they are a signal that the student is better elsewhere (columns 1 to 3). However, a strong high school dominant taste is also a significant driver of taste persistence (columns 3 to 6).

Further analyses suggest that peers do not play a significant role in updating students' tastes. We also do not find differences in the process of tastes updating by gender, nor by socioeconomic background of students.



AXE ÉVALUATION DE LA DÉMOCRATIE



LIEPP_ScPo

www.sciencespo.fr/liepp

AXE ÉVALUATION DE LA DÉMOCRATIE

Co-directeurs :

Emiliano GROSSMAN



Professeur associé à Sciences Po rattaché au Centre d'études européennes et de politique comparée et au LIEPP. Ses recherches se

concentrent sur les institutions politiques comparées et les processus de mise sur agenda, les médias et la régulation économique au sein des pays de l'Union européenne.

Julia CAGÉ



Assistant Professor au Département d'économie à Sciences Po, affiliée au Center for Economic and Policy Research (CEPR) et au LIEPP. Ses domaines

de recherche sont l'économie politique, l'économie des organisations et l'histoire politique. Ses travaux portent un intérêt particulier à l'économie des médias.

Membres associés :

- Laurie BOUSSAGUET
- Sylvain BROUARD
- Mirjam DAGEFÖRDE
- Hortense DE PADIRAC
- Edgard DEWITTE
- Quoc-Anh DO
- Florence FAUCHER
- Roberto GALBIATI
- Olivier GERGAUD
- Elisa MOUGIN
- Jan ROVNY
- Lou SAFRA
- Nicolas SAUGER
- Cyrille THIEBAUT
- Clémence TRICAUD
- Camille URVOY

Projets en cours :

- Public opinion, democratic accountability and evaluation of defence: towards a new comparative research agenda (OPIDEF)
- Étude des caractéristiques des candidats aux élections générales au Royaume-Uni depuis 1918

Les démocraties avancées font face à d'importantes crises politiques et à un recul de la légitimité démocratique. Les pratiques d'évaluation sont largement utilisées pour rendre compte des systèmes démocratiques qui conditionnent la mise en œuvre des politiques publiques. L'axe "Evaluation de la démocratie" (EvalDem) se propose de fournir une évaluation interdisciplinaire, comparative et novatrice, du caractère démocratique du processus de production des politiques publiques. Ses travaux actuels s'organisent autour de trois thématiques : **1) Le scientoscepticisme et la crise de la démocratie.** La mise en œuvre des politiques publiques peut être rendue plus difficile par la défiance croissante des administrés. Le scientoscepticisme est le symptôme d'un malaise politique plus large. Pour en comprendre les racines, il s'agit d'étudier l'environnement institutionnel et intellectuel des individus (discours populistes, rôle des médias, perdants de la mondialisation). **2) La participation politique et le financement de la démocratie.** La crise de la représentation politique au sein des démocraties représentatives met en exergue l'importance d'étudier les modalités de participation politique. Améliorer la connaissance des caractéristiques des candidat.e.s et de l'évolution de leur représentation au cours du temps contribue à examiner le fonctionnement d'une démocratie et les perceptions des citoyens. **3) Les nouvelles formes de financement des médias.** Le financement de la démocratie c'est également le financement des médias. L'axe vise à étudier dans quelle mesure les différentes structures de capital et de gouvernance affectent l'information produite par les médias, la participation électorale et à évaluer l'efficacité des régulations des médias pour garantir leur indépendance.

Scientoscepticisme

Dans le prolongement de travaux antérieurs sur le rejet du politique, ce nouveau projet cherche à mieux cerner et à expliquer le rejet croissant de la science et de l'expertise. Le point de départ est le constat que ce rejet croissant pourrait avoir des conséquences graves, notamment dans des domaines critiques des politiques publiques comme la santé ou l'environnement.

Ce projet est à ses débuts, mais une série d'opérations sont en cours. Ainsi une revue de littérature est en cours de finalisation et sera publiée au cours de l'année. Par ailleurs, nous avons commencé un travail de repérage des données d'enquête disponibles en France et dans le monde.

L'objectif est de mieux comprendre les processus favorisant le rejet de la science et de permettre à de réfléchir à des moyens pour prévenir ou lutter contre ce rejet.

Nous voulons nous concentrer sur au moins quatre pistes complémentaires. La première concerne les facteurs individuels favorisant l'adhésion à des thèses scientosceptiques, voire au rejet de la science. Une seconde concerne la diffusion des thèses scientosceptiques dans l'espace public et donc le rôle des médias traditionnels et réseaux sociaux. Une troisième direction concerne la mobilisation ou le cautionnement de ces thèses dans la sphère de la compétition politique, comprendre quels mouvements politiques sont les plus susceptibles de s'en faire les chantres. Enfin, il faut aussi essayer de comprendre la place de la science, de la communication et de l'apprentissage scientifique dans la société.

Les nouvelles formes de financement des médias

Paru en 2021 chez Seuil, l'ouvrage « *L'information est un bien public: Refonder la propriété des médias* » de Julia Cagé et Benoît Huet part du constat que la crise des médias et la défiance des citoyens envers l'information grandissent chaque jour. Pour les auteurs, la confiance peut être regagnée en traitant le problème à la racine : la propriété des médias

Cet ouvrage vise ainsi à armer les citoyens, les journalistes et les régulateurs en faisant toute la lumière sur les différentes formes de propriété des médias et les limites des régulations existantes. Julia Cagé et Benoît Huet proposent une loi de démocratisation de l'information permettant aux journalistes et aux citoyens de reprendre le contrôle des médias.

Cette réflexion s'inscrit dans la continuité de divers projets de recherche menés au sein de l'axe autour de la thématique des formes de financement des médias.

Le projet « Qui possède les médias ? Capital, gouvernance et indépendance », mené dans le cadre d'un partenariat entre le LIEPP et Reporters Sans Frontières (RSF), étudie la manière dont les différentes structures de capital et de gouvernance affectent, d'une part l'information produite par les

médias et, d'autre part, la participation électorale. Il s'agit ainsi d'évaluer l'efficacité des différentes régulations du secteur des médias.

Perception publique et préférences politiques

Un autre objectif principal de l'axe EvalDem se focalise sur l'étude de la relation entre opinion publique et politique publique. Un intérêt spécial est porté à la perception des citoyens, aux effets des politiques publiques ainsi qu'à la réactivité de la politique publique au changement d'opinion et à l'impact des politiques publiques sur la formation de l'opinion. Cela permet d'expliquer à la fois le contenu en substance des politiques et la satisfaction de la population à l'égard des décisions gouvernementales.

Le **Baromètre des priorités politiques** est le principal projet dans ce domaine. Cofinancé par le CEVIPOF, le Service d'Information du Gouvernement et le LIEPP, le Baromètre est un ensemble d'indicateurs trimestriels sur l'évolution des préférences politiques de la société française.

Le but premier du projet est d'améliorer le suivi longitudinal de la dynamique électorale française. Depuis sa mise en place en juin 2014, il a produit quatre séries d'indicateurs et la collecte d'autres données permettra d'approfondir l'analyse d'impact.

Le Baromètre est, en premier lieu, une tentative de suivre et de comprendre l'évolution des préférences politiques et en termes d'action publique des citoyens. Il examine d'abord la perception de l'état de la France à partir d'une série d'indicateurs et ensuite la perception des problèmes les plus significatifs en France ainsi que les changements dans six domaines. Les six domaines incluent les taxes, le chômage, les prix des biens et des services, l'inégalité sociale, la criminalité et l'immigration.

En deuxième lieu, le Baromètre cherche à suivre les priorités politiques des citoyens sur trois questions spécifiques: les orientations politiques, les dépenses publiques et la fiscalité. L'examen se fait en termes de l'importance accordée et de la hiérarchisation des priorités. Ainsi, pour chaque question on mesure le développement souhaité et son importance.

Manifestations scientifiques 2020-2021

07/06/2021: Journée d'études LIEPP/Médialab : Une approche pluridisciplinaire des médias

04/03/2021: La démocratie ouverte : principes et exemples

14/01/2021 : Covid-19 and policy evaluation

14/12/2020 et 15/12/2020: Workshop Economics and Politics

13/01/2020: Rencontre avec Julia Cagé à l'occasion de la parution de la nouvelle édition de son ouvrage *Le prix de la démocratie*

Publications de l'axe

- TUFFY, Yasmine, Revue de littérature sur le scientoscepticisme (à venir)
- DELATTE Anne-Laure, Benjamin LEMOINE, Expertise économique et politique publique : examen critique des propositions sur la dette liée à la pandémie. Note de recherche LIEPP Working Paper n°118, Mars 2021
- WICKBERG Sofia, Giulia MUGELLINI The evolving nature of evidence as used within the international anti-corruption community LIEPP Working Paper n°117, December 2020
- VISKANIC, Max, Paul VERTIER, Matteo GAMALERIO, Dismantling the "Jungle" : Relocation and Extreme Voting in France LIEPP Working paper n°110, September 2020
- DAGEFORDE, Mirjam, Emiliano GROSSMAN, Why citizens are satisfied with public policies (or not)?, LIEPP Policy Book n°3, May 2020
- LENORMAND, Paul, Jan ROVNY, Cooperating with the Czechs, driving the State. German activist policies through biographical trajectories and administrative records (1918-1938), LIEPP Working Paper n°108, April 2020.



INÉGALITÉS ET DEMANDE DE REPRÉSENTATION: 100 ANS DE SÉLECTION POLITIQUE AU ROYAUME-UNI

Axe Évaluation de la démocratie

Équipe de recherche :

Florence Binard



Professeure, Université Paris Diderot, Etudes Interculturelles en Langues Appliquées

Anne Boring



Assistant Professor, Erasmus School of Economics, directrice de la Chaire pour l'entrepreneuriat des femmes à Sciences Po Paris, chercheuse affiliée au LIEPP

Julia Cagé



Assistant Professor, Sciences Po Paris, Département d'Economie, co-directrice de l'axe Evaluation de la démocratie du LIEPP

Edgard Dewitte



Doctorant, Sciences Po Paris, Département d'Economie, chercheur affilié au LIEPP

Il est de plus en plus admis que, indépendamment du contexte politique et idéologique, le profil de nos représentants – c'est-à-dire leurs origines sociales, leurs réseaux, leur genre – a une influence importante sur leurs comportements d'élu. On sait cependant peu de choses sur les raisons pour lesquelles certaines « identités » - par exemple les femmes ou les classes populaires – sont très inégalement représentées dans nos démocraties contemporaines. En particulier, il n'est pas clair si ces déséquilibres prennent leurs origines lors des élections, ou bien en amont, lors de la sélection des candidats. La raison tient en partie au fait que, si l'information sur les parlementaires foisonne, il est difficile d'en obtenir sur ceux qui n'entrent pas dans les livres d'histoire : les candidat.e.s malheureux.e.s et plus encore tou.te.s les citoyen.ne.s qui ne se sont jamais présenté.e.s aux élections. C'est pourquoi ce projet a pour objectif de collecter et d'étudier quantitativement les profils de l'ensemble des candidat.e.s aux élections législatives britanniques depuis 1918 (soit 30 590 candidat.e.s, participant en moyenne à deux élections), avec l'espoir de mieux comprendre les raisons qui poussent hommes et femmes à choisir – ou être choisi.e.s pour – la vie politique.

Un travail d'archive

Afin d'assembler cet immense corpus, un long travail de recherche et de numérisation d'archives a été nécessaire. Pour les candidats, la source principale est sans conteste le *Times Guide to the House of Commons*, publication journalistique qui, depuis 1929, recense des données biographiques sur la majorité des candidats aux élections législatives (voir exemple ci-contre). A celle-ci s'ajoute un éventail large de recueils biographiques (« *Who's is Who* »), encyclopédiques (à commencer par *Wikipedia*), et aristocratiques (*Debrett's*, *The Peerage*, etc.). Pour les élections les plus récentes, les sites internet des candidats et de la presse locale ont été consultés. A terme, il a été possible d'établir, pour la vaste majorité des candidat.e.s, leur âge, genre, éducation, précédente(s) profession(s) et activité(s) politique(s). Et afin de les comparer aux populations dont ils sont issus, ces mêmes informations ont été collectées dans les recensements décennaux que nous avons reconstruits à l'échelle des circonscriptions électorales. La collecte s'achèvera à l'été 2021 (reste 1918), après deux ans d'efforts.

ARUNDEL			
Electoral % Turnout	79.241	77.1%	1992
*Marshall, Sir Michael (C)	15,405	58.0%	-3.4%
Walt, Dr J M M (LEP)	15,543	25.5%	-2.2%
Nash, R A (Lab)	8,321	13.6%	+2.0%
Ransom, Mrs D (Lib)	1,103	1.8%	
Carlton, R (Cons)	993	1.1%	
C to LD swing (C to)	61,094	32.5%	
		19,863	

Sir Michael Marshall was Under Sec of State for Industry, 1976-8; Min. Select. Com. on Defence, 1982-7; Chief Whip, 1987-9; and Viscount (1982-7); Party Information Unit, Cons. Counc. (1987-90); p. member (1982-7) and min. for const. affairs, British Cyp. (IPU), It vice-chair, Intersparity (C) agent, Anti-Securities, 1991 - Elected in Feb 1974; member: Harpenden, 1970; Chem. Direct. Business Institute, Systems Ltd., 1964-69; managing partner: Marshall Consultants; non-exec director, Intersparity Information Tech Ltd, 1994-9; Chem. alloy space const. Party whip in British Aerospace plc, 1969 - B.A.C. Space and Communications Div., 1962-6; Cable and Wireless, 1962 - 31 1968; of Rams, Lancaster art

Fig 1. Exemple du Times Guide to the House of Commons de 1997.

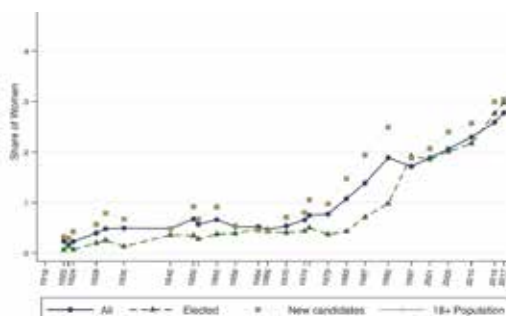


Fig 2. Proportion de femmes au sein des différents groupes de candidats, pour chacune des élections générales depuis 1950.

La nouvelle demande représentationnelle

La persistance des inégalités représentationnelles nous mène, dans un second temps, à étudier dans quelle mesure celles-ci peuvent avoir un impact sur le bon fonctionnement démocratique, à commencer par la participation politique. Ce projet construit pour ce faire des « indices d'écart représentationnel », mesurant la distance, pour chacune des circonscriptions, entre la distribution d'un élément biographique au sein du groupe de candidats et celle au sein de la population. Ceci permet d'estimer, dans chacune des circonscriptions et pour chaque élection, l'effet moyen d'un écart représentationnel sur les niveaux de participation, contrôlant pour les déterminants classiques de cette participation et les effets propres au lieu et à l'époque. Une tendance intéressante apparaît: alors qu'un écart représentationnel d'éducation semble avoir eu un effet neutre, voire positif, sur la proportion d'électeurs se rendant aux urnes entre les années 1960 et 2000, cet effet s'est totalement inversé depuis l'élection de 2010 (Figure 3 ci-contre). En d'autres termes, le manque de représentation semble avoir un effet néfaste sur l'engagement politique. Ceci est vérifié avec une analyse au niveau de l'électeur individuel, en utilisant des données d'enquêtes.

Ce phénomène pourrait permettre d'expliquer les nouvelles tendances de la vie politique contemporaine, et les destins croisés de ses partis. C'est à ça, ainsi qu'à en comprendre les causes profondes, que nous nous attelons en ce moment, portés par les multiples expertises de notre équipe et du LIEPP. Nous nous astreindrons par la suite à comprendre les raisons politiques, sociologiques et économiques pour lesquelles, malgré cet apparent mécontentement contemporain – et des décennies de luttes –, les écarts représentationnels persistent.

Des inégalités lentement réduites

Une fois rassemblées, ces données nous permettent avant tout d'observer les grandes tendances dans la composition des listes de candidat.e.s, et force est de constater qu'aujourd'hui encore, des inégalités représentationnelles persistent. Si la proportion de candidats femmes a, par exemple, significativement augmentée, elle reste loin des 50% (Figure 2 ci-contre). De la même manière, bien que le niveau d'éducation universitaire de la population ait fortement cru au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle, la fraction de candidat.e.s avec un tel diplôme reste quatre fois supérieure – quinze fois, si l'on considère les diplômés d'Oxford et de Cambridge. Ces tendances cachent aussi des hétérogénéités marquées entre les partis : le parti d'extrême droite UKIP, par exemple, affiche systématiquement des candidats qui sont en moyenne plus vieux, moins diplômés, et moins souvent des femmes que les autres partis.

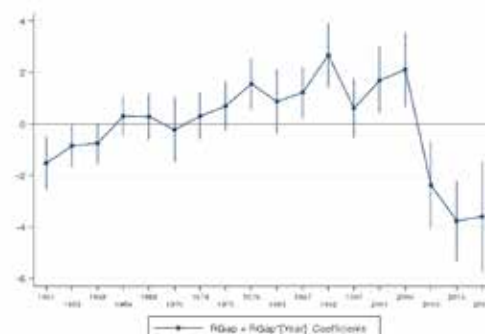


Fig 3. L'impact de l'écart représentationnel entre candidats et électeurs sur la participation politique, pour chacune des élections (une unité représente le coefficient associé à la variation d'un écart-type d'index).

PUBLIC OPINION, DEMOCRATIC ACCOUNTABILITY AND EVALUATION OF DEFENCE

Evaluation of democracy research group

Lou SAFRA



Lou Safra is Assistant professor in political psy-chology at the CEVIPOF-Sciences Po and an associate researcher at the Institut d'Études Cognitives of

École Normale Supérieure of Paris. She is interested in the cognitive mechanisms underlying social and political behaviour. In particular, she adopts an ecological and evolutionary approach to better understand inter-individual differences in these domains, across both space and time

Cyrille THIEBAUT



Cyrille Thiébaud is a postdoc researcher at Agora (CY Cergy Paris University) and an associated researcher

at Sciences Po (Cevipof & LIEPP). Her research interests focus on the influence of information and communication on people's political opinions, especially on European and defence issues.

Friederike RICHTER



Friederike Richter is a research associate at the Universität der Bundeswehr München and a Ph.D. candidate

at Sciences Po (CEVIPOF). She works on agenda-setting, with a particular focus on strategic issues.

Defence is a key public policy of our modern states. Yet, we do not know much about the perceptions, preferences and expectations of the public about it. The consequences of such data scarcity are twofold. First, it prevents scholars from understanding how attitudes towards defence are structured. Second, it prevents them from assessing the alignment between defence policies and citizens' preferences. This is problematic for a domain already characterised by a lack of democratic scrutiny. Combining insights from public policy, public opinion studies and cognitive sciences, we conduct a series of small-scale survey experiments to fill this gap.

Research objectives

RO1. The first objective of OPIDEF is methodological. Overall, we seek to improve the quality of how we measure opinions on defence-related issues as well as our understanding of how citizens form their attitudes on issues that are often said to be remote from their daily preoccupations.

RO2. We argue that defence is a multidimensional policy that cannot be restricted to its most sensational component, that is the use of force. We investigate the variations of attitudes towards different aspects of defence, and analyse the relationship between those attitudes and broader political values.

RO3. We conduct our experiments in France, Germany and the United Kingdom. These countries vary in their military power, professionalisation of their armed forces, participation to multilateral operations, etc. The third objective is hence to examine the influence of what one might call a national "strategic culture" on attitudes towards defence policies.

Study 1: Mapping defence issues in France, Germany and the UK

Main research objectives: The goal of this study is to document the variability of defence issues on different attribute dimensions: obtrusiveness, emotional intensity, concreteness, and relevance (i.e. the perceived importance for the society). A fifth dimension refers to the respondents' feeling of being informed (awareness).

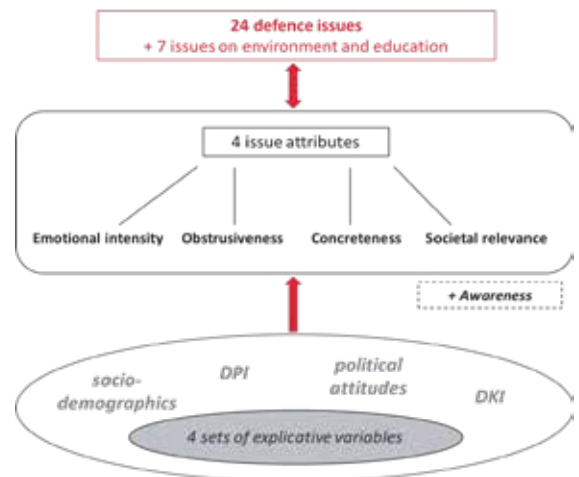
Furthermore, we aim at testing the existence of national differences between France, Germany and the UK as issue attributes may vary depending on each country's strategic culture.

Finally, we assess the influence of individual characteristics on perceptions of those defence issues. Besides the traditional socio-demographic variables and political attitudes, we introduce an original Defence Proximity Index (DPI) that measures respondents' links to the defence sector. We also assume that the level of knowledge affects those perceptions, and test this hypothesis using a Defence Knowledge Index (DKI).

Methodology: We conduct a survey using a representative sample in each country (N = 700 per country). A total of 24 defence issues, as well as 4 issues on education and 3 on environment, are presented to the respondents. Participants rank each issue on those four issue attributes plus awareness using a 6-point scale.

The DPI is composed of two subscales: one assessing the degree of proximity based on the respondents' personal and professional links to the defence sector; the second one based on their social connections to the defence sector (through friends, family or acquaintances).

The DKI is composed of 15 true-false questions, 11 of which are related to defence and 4 to general politics.



[Link to Study 1:](#)



Next steps: Terminology effects, information effects & budget preferences

Study 2. Does terminology matter?

Three experiments to assess the effect of terminology on individuals' perceptions and opinions on defence.

We hypothesise that the way defence issues are framed – in terms of "the military", "defence" or "national security" – could impact opinions on these issues independently of their objective content.

A first experiment focuses specifically on preferences on public spending presented as "military", "defence" and "national security" expenditures.

By analysing respondents' choices and reaction times, a second experiment aims to measure the emotional valence associated with the framing and terminology of defence questions.

A third experiment uses a word association task to measure the effect of terminology on the representations of political domains.

Study 3. Does information increase opinion quality?

Four experiments to assess the effect of information on individuals' opinions depending on the defence issue at hand.

The minimalist paradigm states that people's opinions on defence cannot be trusted due to a lack of information. However, to what extent providing information affects individuals' opinions remains to be determined.

Each experiment tests the effect of providing information in the target question on respondents' answers, for a given topic, that has been selected depending on its attributes (cf. Study 1).

We hypothesise that providing information has an effect depending on:

- (1) respondents' level of knowledge;
- (2) the main attribute of the issue;
- (3) respondents' national culture.

Study 4. Can choice shape budget preferences?

Five experiments to assess how constrained choices affect individuals' preferences on public spending.

Budgeting translates government priorities. Studying citizens' spending preferences is hence a good way to check if the latter translate in public policies.

However, opinions on budget are often asked as (absolute) preferences rather than (relative) choices. It could create a discrepancy between actual public preferences and governmental decisions. Constrained choices – between different public policies (e.g. education vs. defence) and between different defence priorities (e.g. a new aircraft carrier vs. soldiers' salaries) (cf. Study 1) – may contribute to making governments more accountable and more responsive.



AXE POLITIQUES ÉDUCATIVES



LIEPP_ScPo

www.sciencespo.fr/liepp

AXE POLITIQUES ÉDUCATIVES

Directeur :

Carlo BARONE



Chercheur à l'Observatoire sociologique du changement (OSC) et professeur de sociologie à Sciences Po. Ses recherches portent sur les inégalités sociales en matière d'éducation: le rôle du contexte familial, le genre et la mobilité sociale.

Membres associés :

- Yann ALGAN
- Grégoire BORST
- Coralie CHEVALLIER
- Marta DOS SANTOS SILVA
- Marta FACCHINI
- Denis FOUGERE
- Pauline GIVORD
- Nina GUYON
- Elise HUILLERY
- Olivier MONSO
- Anne-Claudine OLLER
- Clément PIN
- Maxime TO
- Agnès VAN ZANTEN

L'axe s'intéresse aux mécanismes de **formation et de reproduction des inégalités** dans le système scolaire, ainsi qu'à l'efficacité des politiques et des **dispositifs d'action publique** visant à réduire ces inégalités. Ces recherches adoptent une perspective **interdisciplinaire** (sociologie, économie et psychologie) et croisent des méthodes quantitatives, expérimentales et qualitatives autour d'un même objet de recherche.

L'axe est structuré autour de trois grands thèmes de recherche: 1) **Apprentissage et compétences socio-comportementales**. Il s'agit d'analyser les inégalités sociales dans les processus d'apprentissage sous le prisme des compétences socio-comportementales (par ex. compétences socio-émotionnelles telles que l'estime de soi et la motivation des élèves, compétences métacognitives). L'objectif étant d'étudier l'impact des politiques et des dispositifs éducatifs visant à développer ces compétences afin de favoriser les apprentissages et de réduire les inégalités sociales. 2) **Orientation et mobilité sociale dans les parcours**. Les parcours d'orientation dans l'enseignement secondaire et supérieur sont examinés à partir du rapport entre aspirations, perceptions des opportunités et investissement dans la scolarité des parents et des enfants; du lien entre justice sociale et processus d'affectation des enseignants et des élèves dans les établissements et des dispositifs d'ouverture sociale dans le supérieur. 3) **Mixité sociale et effet des pairs**. En approfondissant l'étude de la ségrégation spatiale, résidentielle et scolaire, l'axe cherche non seulement à rendre compte des éventuels effets des pairs et d'établissement, mais aussi à évaluer l'impact des politiques de déségrégation et de rénovation urbaine.

Un cycle de séminaires interdisciplinaires

Sur le thème « politiques éducatives », un grand nombre de sujets sont traités à la fois en économie et en sociologie.

Les thèmes abordés sont par exemple :

- Le développement des compétences sociales: le rôle de l'école
- Les politiques de mixité scolaire: une réponse à la ségrégation scolaire?
- La violence et le harcèlement à l'école
- La ségrégation et les inégalités scolaires : nouvelles approches
- Les sciences cognitives ouvertes et participatives au service de l'amélioration des compétences métacognitives des élèves

Séminaires de recherche en 2020-2021

16/03/2021 : Quelle démocratisation des grandes écoles depuis le milieu des années 2000 ? Avec Cécile Bonneau (PSE, ENS-PSL) et Georgia Thebault (PSE, EHESS)

03/11/2020 : Stéréotypes de genre et interactions professeurs / élèves : impacts sur les performances scolaires et les choix d'orientation post-bac

03/03/2020 : Le développement cognitif et socio-comportemental des enfants des écoles maternelles et des jardins d'enfants avec Lucile Piedfer-Quéney (Cnesco-Cnam)

21/01/2020 : Analyse comparée des filières sélectives de l'enseignement supérieur avec Marco Oberti (Sciences Po, OSC et LIEPP), Elise Tenret (Université Paris Dauphine), Mathieu Rossignol-Brunel (CERTOP), Yannick Savina (Sciences Po, OSC) et Pauline Barraud de Lagerie (IRISSO, Université Paris Dauphine)

07/01/2020 : Le système scolaire français au prisme des comparaisons internationales avec Pauline Givord (OCDE, LIEPP)

Dernières publications

- Pin, C., (2021). Évaluation d'un plan national de simplification administrative. Le cas de l'enseignement supérieur et de la recherche, *LIEPP Policy Brief* n°50.
- Barone, C., Fougère D., Pin, C. (2021). Social Origins, Shared Book Reading, and Language Skills in Early Childhood: Evidence from an Information Experiment, *European sociological review*, vol. 37, n°1, p.18-31.
- Carbuccia, L., Barone, C., Borst, G., Greulich, A., Panico, L., Tò, M., "Revue de littérature sur les politiques d'accompagnement au développement des capacités des jeunes enfants.", *LIEPP Report*, October 2020.
- Carbuccia, L., (2020). Interventions to foster academic aspirations adjustment among disadvantaged and female students - A PRISMA systematic review of literature, *LIEPP Working Paper* n°114.
- Maximino Pinheiro, M., (2020). Compétences socio-comportementales, réussite académique et inégalités socio-économiques, *LIEPP Working Paper* n°113.
- Givord, P., Suarez, M., (2020) Excellence for all ? Heterogeneity in high schools' value-added, *LIEPP Working Paper* n°111.
- Boutchenik, B., Givord, P., Monso, O. (2020). How do restrictive zoning and parental choices impact social diversity in schools?, *LIEPP Working Paper* n°105.

Projets de recherche de l'axe

- **Les politiques régionales d'orientation, un vecteur de socialisation des jeunes aux règles du marché ?**

Clément Pin, Agnès van Zanten

- **Family background, parental instructional strategies and children's self-regulated learning: a longitudinal, experimental study (123 CP)**

Carlo Barone, Grégoire Borst

- **Revue de littérature sur les politiques d'accompagnement au développement des capacités des jeunes enfants**

Carlo Barone, Grégoire Borst, Angela Greulich, Bruno Palier, Lidia Panico, Maxime Tò



- **Cours d'écoles « Oasis »**

Carlo Barone, Olivier Leproux, Oscar Smalnenbroek



- **Suivi qualitatif et quantitatif du dispositif Premier Campus de Sciences Po**

Agnès van Zanten, Denis Fougère, Marta Dos Santos

- **La mixité sociale dans les collèges**

Yann Algan, Ghazala Azmat, Elise Huillery

- **Favoriser les compétences langagières des enfants des milieux défavorisés: une évaluation expérimentale d'un dispositif d'accompagnement à la lecture parentale**

Carlo Barone, Denis Fougère, Clément Pin, Agnès van Zanten

- **ACCESSUP - Politiques d'accès à l'enseignement supérieur**

Agnès van Zanten, Denis Fougère, Alice Olivier, Anne-Claudine Oller, Jessica Pothet, Béatrice Boutchenik, Mélina Hillion

- **Parcours et expériences des étudiants admis par le dispositif CEP de Sciences Po**

Agnès van Zanten, Marta Dos Santos, Filippo Pirone, German Fernandez Vavrik

Educational policies research group

Co-directors:

Carlo BARONE



Director of the Educational Policies Research Group, researcher at the *Observatoire Sociologique du Changement (OSC)* and professor of sociology at Sciences Po. His work

focuses on social inequalities in education, the role of family background, gender and ethnicity.

Grégoire BORST



Full professor Professor of Developmental Psychology and Cognitive Neuroscience of Education at *Université de Paris* and director of

LaPsyDé (CNRS). His work focuses on the role of cognitive and emotional control on the cognitive and socio-emotional development of children and adolescents.

Researchers:

- Elise HULLERY
- Nina GUYON
- Clément PIN
- Martin ARANGUEREN

Research assistants

- Anne-Cécile CASEAU
- Maela GUILLAUME LE GALL

FAMILY BACKGROUND, PARENTAL INSTRUCTIONAL STRATEGIES AND CHILDREN'S SELF-REGULATED LEARNING

A LONGITUDINAL, EXPERIMENTAL STUDY

This project examines if parental meta-cognitive strategies with their children in formal and informal learning contexts mediate social inequalities in learning processes and if a targeted parenting intervention can improve these strategies and reduce educational inequalities. Meta-cognitive strategies comprise a combination of scaffolding & challenging behavior in learning tasks with child's encouragement, autonomy-fostering practices, contingent feedbacks and parental responsiveness. We argue that these parenting practices are unequally distributed among social groups and affect children's capability to develop self-regulated learning strategies, enjoyment of learning and, ultimately, school proficiency.

In the first part of the project, we will carry out a qualitative study of parenting behavior, of related meta-cognitive strategies and of their variations among social groups. This will help us to design a light-touch parenting intervention that we will test by means of a randomized controlled trial targeting parents of children attending 1st grade in primary schools in disadvantaged neighborhoods. The main outcome is school proficiency; instrumental

Intervention design

Our **theoretical framework** identifies a broad set of potentially relevant treatment contents, such as the use of meta-cognitive strategies in task-oriented interactions with children, scaffolding techniques, behavioural insights on how to praise children facing learning challenges, guidance on autonomy-fostering practices, information on the detrimental effects of excessive monitoring and punitive sanctions.

In order to select and adapt relevant treatment contents, we will carry out a **qualitative study** with 20 teachers and 20 parents of children attending grade 1.

We will use **text messages and short video-messages** to effectively communicate with parents.

Methods and assumptions

The intervention will be implemented in 40 primary schools.

Within each school, one class will be randomly assigned to the treatment and one to the control status. The blocking at the school level increases statistical power for any given sample size, while the between-class randomisation reduces the risks of spillover effects (interactions between parents are much less frequent between different classes than within the same class).

We target schools in low-SES neighbourhoods. We will not do any targeting by family SES within the selected classes, as we anticipate a strong opposition by teachers on ethical grounds to involve only some students in their classes.



The project targets children aged 6 attending 1st grade of primary school in REP schools.

This is a particularly delicate stage in the educational career, where children are socialized to a new and more formal learning context. This year lays the foundations of essential academic skills, such writing and reading. It is fundamental also for student's self-concept and self-efficacy beliefs, as their learning outcomes start being regularly graded by teachers. This is an important transition also for the parents, as their children start following a more structured school program and having regular homework duties that parents are expected to supervise. We target disadvantaged neighbourhoods displaying a sufficient social mix to explore treatment heterogeneity by family background (parental education and migration background). For instance, within the city of Paris, we plan to target public schools in the 18th, 19th and 20th districts.



Interdisciplinary dimension

The project adopts a strong interdisciplinary perspective bringing together the analysis of structural social inequalities in education and of micro-level cognitive processes of skill development.

This project stems from a well-established collaboration between researchers coming from three disciplines (sociology, economics and psychology).

Moreover, the project adopts a mixed-method approach combining qualitative interviews and direct observations, survey methods and a field experiment.

Contribution to public policy evaluation

This project has the ambition to make a research contribution providing educational practitioners with ready-to-use tools to foster parental involvement and instructional strategies.

The **research contribution** stems from the systematic analysis of the interplay between family resources, parental instructional strategies and children's SRL. While the psychological and educational literature on SRL has failed to systematically explore how instructional strategies vary across social groups, the sociological and economic literature still misses a systematic analysis of the dynamics of interaction between parents and children in formal and informal learning processes.

The RCT methodology provides a strong **impact evaluation** of the effect of this intervention on children's SRL and academic proficiency. If this **light-touch, cost-effective intervention** is found to have positive impacts, it will provide schools with a **ready-to-use intervention** that can be easily implemented on a larger scale.

COURS D'ÉCOLES « OASIS »

Axe Politiques éducatives

Équipe de recherche :

Carlo BARONE



Carlo Barone est professeur des universités, affilié à l'Observatoire sociologique du changement (OSC). Il dirige l'axe politiques éducatives du LIEPP. Ses recherches portent sur les rapports entre participation éducative, inégalités scolaires et politiques éducatives

Olivier LEPROUX



Olivier Leproux est docteur en sociologie, chercheur rattaché à l'IDHES. Ses recherches portent sur le recours au travail en dehors de l'emploi dans l'action publique et sur les réformes de la politique éducative.

Oscar SMALLENBROEK



Chercheur postdoctoral au LIEPP. Ses intérêts de recherche comprennent la stratification, le genre et les valeurs personnelles. Il a obtenu un master en sociologie à l'Université de Tiburg et un doctorat à l'Institut universitaire européen de Florence.



Partant du constat que les vagues de chaleur vont augmenter en fréquence et en intensité, et représentent un risque majeur pour les personnes vulnérables, la ville de Paris a initié le projet OASIS. L'adaptation des cours d'écoles a été identifiée comme un levier majeur pour le bien-être des élèves et la sensibilisation des plus jeunes aux enjeux du développement durable. Le projet vise à transformer progressivement les cours des écoles et des collèges de Paris en îlots de fraîcheur urbains et à y associer un programme d'éducation environnementale.

Objectifs et contribution

Le programme « Oasis » a été sélectionné dans le cadre de l'appel à projets « Action urbaine innovante » et co-financé par le Fonds européen du développement régional (FEDER).

Le projet Oasis a un triple objectif:

- Il vise à transformer les cours des écoles et des collèges en **îlots de fraîcheur urbains**. Il s'agit de proposer des cours d'écoles plus végétales, avec des matériaux plus naturels et moins d'asphalte. Les sols sont davantage perméables avec des zones ombragées et de fontaines ou jeux d'eau.
- C'est un programme d'**éducation environnementale**. Il cherche à changer les attitudes et les connaissances des enfants sur les enjeux du changement climatique, ainsi que la manière dont ils s'approprient des cours d'écoles et y interagissent.
- Pour ce faire, OASIS mobilise des outils de participation, pédagogiques, culturels et artistiques visant aussi à promouvoir l'**implication des acteurs du quartier** dans cette dynamique de renouvellement des cours d'écoles et collèges.

Partenaires

Ce projet réunit plusieurs partenaires :



Les résultats seront communiqués largement au sein de l'Union européenne et des réseaux partenaires, à l'instar du **réseau 100 Resilient Cities**, dans une logique de partage de bonnes pratiques avec d'autres collectivités territoriales.

L'évaluation

Le volet « Evaluation de l'impact social » du projet OASIS est articulé autour de trois grands axes :

- 1) Usages des cours,
- 2) Co-construction du projet,
- 3) Connaissances et attitudes des élèves concernant le changement climatique.

Au total, 10 établissements scolaires parisiens participent au projet.

1/ Les usages des cours

Action:

Le projet OASIS est porteur de deux ensembles de changements concernant les usages des cours d'écoles : d'une part, les usages par les élèves et les interactions entre eux et d'autre part, l'ouverture à des usages par les acteurs du quartier.

Evaluation:

Les observations directes des usages des cours avant et après leur réaménagement sont privilégiées, à partir d'une grille standardisée.

La grille d'observation s'articule en deux parties : la première concerne les données de contexte (combien d'enfants sont présents dans la cour, combien d'adultes, horaires de la cours, règles, etc.); une deuxième partie porte sur les interactions entre enfants (relations coopératives ou conflictuelles, usage généré de l'école, interactions entre classes d'âge, interaction avec des éléments naturels).

Trois journées d'observation ont été effectuées dans six établissements scolaires (soit 18 jours d'observation) en Juin 2019 dans deux écoles maternelles, deux écoles élémentaires et deux collèges. Le même protocole d'observation sera mobilisé en Juin 2021 après le réaménagement des cours pour effectuer une comparaison pre/post.

Les usages de la cours par les adultes sont étudiés à partir d'entretiens avec les acteurs concernés (directeurs d'école, gardiens...).

2/ La co-construction de l'action publique

Action:

Les architectes du CAUE et la Ligue de l'enseignement portent des actions visant à favoriser la co-construction de l'action publique par les usagers enfants et adultes.

- Le CAUE a proposé six ateliers avec les enfants et trois avec les adultes dans chaque établissement.
- La Ligue de l'enseignement a proposé une série de trois « assemblées citoyennes » par école avec les acteurs du quartier.

Evaluation:

L'évaluation du LIEPP portera sur la nature participative de ces dispositifs de co-conception des cours.

Nous utilisons une méthodologie qualitative d'observation non participante.

3/ Les connaissances

Action:

Météo France, le CAUE et la Ligue de l'enseignement mettent en place des ateliers visant à transmettre des connaissances sur le changement climatique.

Evaluation:

Il s'agit d'évaluer la transmission des connaissances mais aussi les changements d'attitude des enfants suite à leur sensibilisation aux enjeux du changement climatique.

Une enquête par questionnaire a été administrée comportant plusieurs items tels que les notions de température, de changement climatique, ainsi que les perceptions des enfants sur ses causes. Des entretiens avec les enseignants responsables des ateliers Météo France sont prévus au mois de Juin 2021.

SUIVI QUALITATIF DU DISPOSITIF PREMIER CAMPUS

Axe Politiques éducatives

Équipe de recherche :

Agnès van ZANTEN



Directrice de
recherche CNRS,
OSC- LIEPP

Marta DOS SANTOS
SILVA



Post-doctorante LIEPP,
Sciences Po

Avec la participation de Charlotte Glinel (doctorante au CSO, Sciences Po) et Emilie Radé (assistante de recherche, DARES).

Dos Santos M., van Zanten A. « Mixing Bourdieu's concepts and business common sense views in the rhetoric of widening participation into selective higher education institutions in France », *Scuola Democratica, First International Conference*, Cagliari, University of Cagliari, June 6-8, 2021.

Publications

van Zanten A., « Premier Campus: La co-production d'un dispositif curriculaire intégré », *LIEPP Working paper* (en cours de rédaction)

Dos Santos M., van Zanten A., avec la participation de Radé E., « Premier Campus: les perspectives et les expériences des élèves », *LIEPP Working Paper* (en cours de rédaction)

Cette recherche s'intéresse à l'évaluation du dispositif « Premier Campus », programme du pôle « Egalité des chances » de Sciences Po. Il s'agit d'un dispositif destiné à des lycéens boursiers de l'enseignement secondaire, inauguré en juillet 2017. L'objectif du programme est d'aider les élèves à intégrer l'enseignement supérieur, notamment l'enseignement supérieur sélectif, et à y réussir. L'étude qualitative réalisée par le LIEPP a suivi le déroulement du dispositif sur la période 2017 – 2019 afin d'évaluer le contenu de l'accompagnement proposé dans le programme et les pratiques pédagogiques des enseignants et des autres acteurs impliqués dans sa mise en œuvre ainsi que ses effets sur les dispositions et les compétences des lycéens.

L'étude qualitative du dispositif

Cette étude poursuit deux objectifs principaux:

1. Analyser les différentes composantes du programme de formation proposé par « Premier Campus » dans le but de:
 - Mettre en lumière les visées sous-jacentes à ce modèle original de préparation de lycéens scolarisés dans des établissements populaires à l'accès et à la réussite dans l'enseignement supérieur.
 - Examiner la cohérence entre les différentes dimensions de l'offre éducative proposée à ces élèves.
 - Etudier les possibles décalages entre la conception et la mise en œuvre du dispositif ainsi que les convergences et divergences de perspectives entre les différents acteurs impliqués dans sa réalisation.
 - Explorer le degré d'interaction entre le programme « Premier Campus » et le cursus de formation des élèves dans les lycées.
2. Apprécier les effets du programme chez les élèves (en tenant compte des variations selon le sexe, l'origine sociale, l'appartenance ethnoraciale et le niveau scolaire) du point de vue:
 - De leur degré et type de participation dans les activités.
 - Des jugements qu'ils portent sur l'intérêt et l'apport de ces activités.
 - De l'évolution de leurs résultats scolaires.
 - De leurs choix d'orientation dans le supérieur.

Méthodologie

Plusieurs méthodes de travail ont été mises en œuvre pour suivre et évaluer le dispositif :

- L'observation de tous les stages en direction de la première cohorte d'élèves de Premier Campus et d'une partie des séances de préparation de ces stages afin d'analyser finement les conceptions pédagogiques des concepteurs du programme, les contenus proposés aux élèves, le travail des intervenants entre eux et devant les élèves et les interactions avec ces derniers;
- Des entretiens avec les membres de l'équipe de Sciences Po en charge du projet, avec les financeurs du projet, avec les professeurs de Sciences Po participant aux stages et avec d'autres intervenants afin de saisir l'évolution de leurs objectifs, de leur investissement et de leur perception du programme;
- Des entretiens répétés avec les enseignants de secondaire et les proviseurs des lycées partenaires afin de saisir des évolutions de leurs visions des difficultés des élèves, les effets de « Premier Campus » au sein des lycées ;
- Des entretiens répétés avec un groupe d'élèves bénéficiaires et non bénéficiaires du dispositif pour suivre l'évolution de leurs perceptions de l'enseignement supérieur, de leurs projets d'orientation, de leurs résultats scolaires et de leur acquisition de compétences utiles pour leurs études ;
- Le recueil et l'analyse de données concernant les résultats scolaires et les choix d'orientation dans le supérieur des élèves des lycées partenaires du dispositif dans le but d'examiner les éventuelles différences entre élèves bénéficiaires et non bénéficiaires du dispositif.

Cadre théorique



Cette étude mobilise des concepts et des hypothèses inspirés de recherches en sociologie du curriculum. Elle analyse le programme Premier Campus comme une modalité de « curriculum intégré » assez différente du « curriculum sériel » (Bernstein, 1977) à l'œuvre dans les lycées français, supposant des modes d'interaction spécifiques entre les intervenants pédagogiques et entre ceux-ci et les élèves.

Elle mobilise aussi des cadres d'analyse de la mobilité sociale ascendante via l'école (Turner, 1960; van Zanten, 2016) ainsi que des expériences scolaires et sociales des jeunes issus des classes populaires scolarisés dans des établissements de banlieue (van Zanten, 2012) ou ayant intégré des programmes ou des filières d'élite (Pasquali, 2010; Reay, 2009).

Premiers résultats

1. Le curriculum de Premier Campus

Le curriculum proposé vise à doter les élèves de savoirs et de compétences de haut niveau à l'aide d'un travail d'acculturation universitaire. Les contenus et les modes de raisonnement proposés par les enseignants du supérieur s'avèrent néanmoins souvent trop complexes, en l'absence de dispositifs de médiation, pour ce type de public. Cette difficulté est moins présente dans les ateliers animés par des enseignants du secondaire, mais les objectifs assignés à ces derniers sont multiples et requièrent une coordination accrue entre eux qui n'est pas toujours au rendez-vous.

La relation pédagogique bienveillante et la participation active des élèves est très valorisée mais elle n'empêche pas l'émergence de distinctions fortes entre les lycéens qui comprennent les exigences et ceux qui se retrouvent hors jeu. L'évaluation, qui cherche à se démarquer des épreuves scolaires, est à la fois continue, par le biais d'un carnet de bord permettant aux élèves et aux enseignants d'examiner les difficultés rencontrées, et sommative, la performance des lycéens étant évaluée principalement par le biais d'épreuves orales comportant une dimension ludique. Si ce mode d'évaluation est cohérent avec le curriculum du programme, il ne permet cependant pas de bien cerner des difficultés des élèves à l'écrit qui risquent de les pénaliser au cours de leurs études dans le supérieur.

2. L'expérience des élèves

Le travail d'acculturation intellectuelle dans les cours magistraux et les ateliers agit en tant que révélateur des inégalités de capital scolaire des élèves dont les parcours lycéens s'avèrent plus hétérogènes que prévu. En effet, par delà l'apparente homogénéité du profil moyen des élèves ciblés par ce type de dispositif, émergent des dynamiques d'apprentissage et attitude contrastées. Aussi, une certaine singularité peut s'exprimer, soulignant la diversité scolaire, mais aussi sociale et ethnoraciale, des bénéficiaires de Premier Campus.

La réussite du programme repose aussi sur l'acceptation par les élèves d'attentes explicites et implicites dont tous n'ont pas les clés de décryptage et qui suscitent chez eux des niveaux et types d'attentes différents en fonction de l'intérêt qu'ils leur attribuent. L'arbitrage entre les répercussions immédiates et celles à long terme apparaît notamment comme un facteur clivant des représentations associées à l'engagement et donc à l'utilité espérée du dispositif.

Axe politiques éducatives

Denis FOUGÈRE



Directeur de recherches au CNRS, affilié à l'Observatoire Politique du Changement (OSC) et ancien co-directeur de l'axe politiques éducatives

du LIEPP. Spécialisé en microéconomie et microéconométrie, Denis Fougère s'intéresse tout particulièrement à l'économie du travail et de l'éducation, mais aussi aux méthodes d'évaluation

Assistant de recherche :

- Antoine CASTET

ÉVALUATION QUANTITATIVE DU DISPOSITIF PREMIER CAMPUS

Le programme « Premier Campus » est un programme d'égalité des chances initié durant l'année scolaire 2016-2017 par Sciences Po Paris. Ce dispositif est destiné à un échantillon de lycéens boursiers de l'enseignement secondaire et vise à les préparer à de nouvelles méthodes de travail (analyse, synthèse, recherche, écriture universitaire, etc.) et à structurer leur pensée, en leur proposant un contenu pédagogique transdisciplinaire. L'étude statistique vise à décrire les conséquences du dispositif Premier Campus de Sciences Po sur le parcours scolaire et l'orientation des élèves qui en bénéficient. Cette étude descriptive se concentrera sur :

- la description des caractéristiques des cohortes ;
- les effets sur l'ambition, les aspirations scolaires et la motivation des élèves ;
- les effets pouvant être observés en ce qui concerne les résultats scolaires, la réussite au bac et les vœux formulés dans Parcoursup.

Description du programme

Les élèves ayant participé au programme « Premier Campus » ont pris part à quatre stages d'une semaine au sein du campus délocalisé de Sciences Po Paris à Reims. Les stages ont été répartis de la classe de seconde à celle de terminale avec une échéance semestrielle. Il y a donc eu deux stages « été » en juillet 2017 et juillet 2018 ainsi que deux stages « hiver » en décembre 2017 et décembre 2018.

Trois caractéristiques principales se dégagent de ces stages :

- la densité de ces semaines : lors des six jours de stage, le rythme des cours a été particulièrement intense, les enseignements débutant à 9h et se terminant à 22h.
- la variété des activités proposées et des intervenants sollicités, avec des matinées consacrées à la transmission de connaissances et de compétences par des professeurs de l'enseignement supérieur et du secondaire, des après-midi davantage orientés vers la mise en activité et l'expression des élèves dans le cadre d'activités encadrées par des professeurs du secondaire, et des soirées récréatives mais organisées par des animateurs socioculturels.
- la diversité des cadres spatiaux mobilisés et l'alternance entre eux au cours de la journée : cours magistraux et ateliers dans un amphithéâtre et des salles de classe, recherche documentaire dans la bibliothèque, exposés

La collecte de données

Les objectifs du programme « Premier Campus » sont multiples. Sciences Po Paris a défini trois indicateurs permettant de mesurer la réussite du projet. Ces indicateurs sont l'obtention du baccalauréat et la mention obtenue, le type de cursus choisi et la progression académique durant les trois premières années de licence.

Dans notre rapport intermédiaire, seules des informations sur les résultats scolaires obtenus dans les différentes matières enseignées de la seconde à la terminale, les notes au baccalauréat ainsi que le choix d'orientation dans le supérieur ont été collectés. Cette étude a également nécessité d'obtenir les caractéristiques propres à chaque élève, telles que son âge, la langue parlée à la maison, la nationalité des parents, etc.

Validation du protocole

La validité du protocole expérimental randomisé repose sur la comparabilité des élèves bénéficiaires et des élèves non-bénéficiaires du programme. Cette section présente donc les statistiques descriptives des élèves, antérieures à la participation au programme.

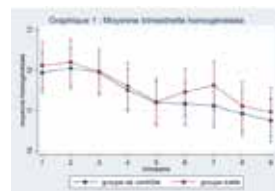
Les indicateurs utilisés pour tester la comparabilité des élèves sont les indicateurs sociodémographiques (âge, sexe, famille monoparentale, nationalité des parents), les variables de vie scolaire, le nombre de demi-journées d'absence, et les notes trimestrielles obtenues en seconde (plus précisément, la moyenne dans les matières littéraires, la moyenne dans les matières scientifiques et la moyenne générale), le choix de la filière en première et la taille de la classe de l'élève.

L'échantillonnage par randomisation semble avoir été correctement réalisé : les élèves bénéficiaires et non-bénéficiaires ont, au départ, des caractéristiques socio-économiques et scolaires comparables. Le protocole expérimental est donc ainsi validé.

Résultats de l'analyse

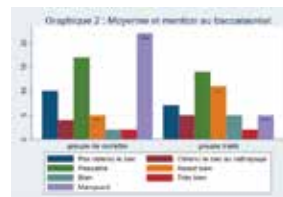
• L'impact du programme sur les résultats au lycée

Aucune des estimations effectuées indique qu'il y ait eu un effet significatif du programme "Premier Campus" sur les résultats scolaires au lycée. Le graphique 1 présente une comparaison des moyennes trimestrielles homogénéisées entre le groupe de contrôle et le groupe traité.



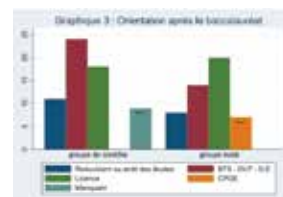
• L'impact du programme sur les résultats au baccalauréat

Le graphique 2 propose une comparaison des mentions obtenues au baccalauréat par les deux groupes. Il semble confirmer une absence de différence significative.



• L'impact du programme sur le choix d'orientation dans le supérieur

Le graphique 3 présente les cursus choisis par les deux groupes. Il semble y avoir un effet significatif sur la décision d'entrer dans les classes préparatoires aux grandes écoles.



Conclusions temporaires

1) La participation au programme s'accompagne d'une augmentation d'environ 0,2 points de la moyenne trimestrielle en première et terminale, mais ce coefficient n'est pas statistiquement significatif ;

2) le programme n'a pas d'effet significatif sur le taux d'obtention du baccalauréat et sur la mention obtenue ;

3) toutefois, la note moyenne au baccalauréat est supérieure de 1,3 points par rapport aux moyennes trimestrielles de seconde (i.e., avant participation au programme), et ce après prise en compte des effets fixes d'élève, de lycée et de trimestre ;

4) enfin, bien que l'on n'observe pas de différence significative globale entre les choix d'orientations dans le supérieur, les participants au programme s'orientent plus souvent vers les CPGE : ce résultat est statistiquement significatif.

Axe Politiques éducatives

Équipe de recherche:

Clément Pin

Chercheur postdoctoral,
LIEPP, Sciences Po

Agnès van Zanten

Directrice de recherche, CNRS,
OSC-LIEPP, Sciences Po

Paul Lehner

Maître de conférences contractuel,
EMA, Cergy Paris Université

Anne-Claudine Oller

Maîtresse de conférences, LIRTES,
Université Paris Est Créteil

LES POLITIQUES D'ORIENTATION RÉGIONALES, UN VECTEUR DE SOCIALISATION DES JEUNES AUX RÈGLES DU MARCHÉ ?

Le projet en bref : la loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » conduit les régions à concevoir leurs propres politiques d'orientation et à se doter de leurs propres instruments.

L'objectif du projet est d'étudier comment les régions se saisissent de leur nouvelle compétence en matière d'orientation et comment se traduit leur action du point de vue des acteurs et publics concernés, en particulier les personnels éducatifs et les lycéens.

Démarche du projet

Le projet vise à **identifier les objectifs** des politiques régionales, à **reconstituer le schéma causal** qu'elles adoptent, et **apprécier leurs effets** en tenant compte de leur variation selon les contextes de mise en œuvre et les publics concernés.

Cadre théorique et hypothèses

Les politiques régionales d'orientation sont appréhendées au prisme d'une problématique portant sur le sens, la mise en œuvre et les effets des objectifs d'« **éducation à l'orientation** » et d'« **orientation active** ».

Ces objectifs combinent **deux visées en tension** :

- 1) soutenir la découverte et l'expression par les élèves de leurs **aspirations** et compétences personnelles ;
- 2) faire en sorte que ces derniers définissent leurs choix d'orientation scolaire et professionnelle selon la **probabilité** qu'ils se réalisent, au regard de leur « capacité » et de l'offre existante (sur le marché des formations et le marché de l'emploi).

L'hypothèse générale est que ces deux visées renvoient à **deux conceptions de la socialisation**, l'une l'envisageant avant tout comme un processus de **subjectivation**, de construction d'une « personnalité » susceptible d'entrer en phase avec les attentes du monde éducatif et du monde du travail, l'autre l'appréhendant davantage comme un processus d'**adaptation** « rationnelle » et instrumentale à l'ordre social par l'intériorisation de contraintes structurelles.

Méthodologie qualitative

Une méthodologie à dominante qualitative est adoptée, dans une perspective interdisciplinaire, au croisement de la sociologie, des sciences de l'éducation et de la science politique.

La recherche s'appuie sur **l'étude d'un cas**, celui de la **région Ile-de-France**, retenue en raison de ses initiatives récentes en matière d'orientation (« stratégie régionale de l'information et de l'orientation tout au long de la vie » adoptée en mai 2019 ; développement du portail numérique ORIANE ; appui aux « cordées de la réussite »).

Structure du projet

L'analyse de la **documentation officielle** régionale (et complémentairement nationale et européenne) est enrichie par une **enquête de terrain** comprenant :

- Des entretiens avec des acteurs politico-administratifs
- Une analyse de deux outils de la politique régionale (portail numérique Oriane ; appui aux « cordées de la réussite »)
- Trois monographies de lycées franciliens

Données sur les politiques régionales et leurs outils

L'enquête doit permettre de réaliser des entretiens avec une diversité d'**acteurs politiques et administratifs régionaux** en charge des questions d'orientation (membres de l'exécutif, élus, responsables administratifs des services de la région ainsi que des structures et services État-Région impliqués dans le SPRO).

L'étude du **portail numérique Oriane** vise à analyser ses fonctionnalités et son contenu ainsi que l'usage qu'en font les acteurs éducatifs et les lycéens.

L'étude des « **cordées de la réussite** » croise également un volet institutionnel (à l'échelle de la région) et un volet pratique (à l'échelle des lycées).



Données sur les lycées

Les **monographies des lycées** portent sur des lycées au statut différent (général/technologique/professionnel), au profil social contrasté, dont deux au moins font partie d'une « cordée de la réussite ».

Elles s'appuient sur des **entretiens** avec les équipes pédagogiques et avec des lycéens de classe de Terminale, ainsi que sur des observations (exercice d'utilisation du portail Oriane ; séances de tutorat dans le cadre des « cordées de la réussite »).

Résultats attendus

La mise en lumière et l'interprétation :

- 1) du jeu d'acteurs par lequel un **compromis politique régional** s'élabore entre les deux approches, expressive et instrumentale, de l'orientation ;
- 2) des variations concernant les objectifs et les effets assignés au **dispositif Oriane**, à dominante **impersonnelle**, et à celui des « **cordées de la réussite** », à dominante **personnelle** ;
- 3) des **différences de perception et d'usage de ces dispositifs** par les équipes pédagogiques et par les lycéens en fonction de leurs profils et des contextes dans lesquels ils évoluent.

Durée et calendrier du projet

18 mois, de janvier 2021 à juillet 2022



AXE POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES



LIEPP_ScPo

www.sciencespo.fr/liepp

AXE POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES

Directrice :

Charlotte HALPERN



Chercheuse en science politique au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po (CEE) et membre

du bureau de direction du Centre des Politiques de la Terre. Ses travaux portent sur les transformations de l'action publique analysées dans une perspective comparée.

Membres associés :

- Nathalie BLANC
- Jean CHICHE
- Nathalia CAPELLINI

Équipe revue systématique :

- Nathalia CAPELLINI
- Charlotte HALPERN

Équipe Civic Act 2 :

- Diego ANTOLINOS-BASSO (Sciences Po, Cevipof & Medialab)
- Nathalie BLANC (CNRS, UP, LADYSS)
- Jean CHICHE (IRHC, CNRS, Sciences Po, Cevipof)
- Martial FOUCAULT (Sciences po, Cevipof)
- Caroline GALLEZ (Univ. Paris Est, Institut Gustave Eiffel, LVMT)
- Eléonore GENEST (LIEPP Sciences Po et UP)
- Hugo ROCHARD (LADYSS, LabEx DynamiTe)

L'axe « Politiques environnementales » s'intéresse à l'évaluation des politiques relevant du domaine de la protection de l'environnement au sens large - étendu au développement durable, au changement climatique, à la croissance verte et depuis peu, aux transitions énergétique et écologique -, à leurs effets, et à éclairer les choix des décideurs et des acteurs de ce domaine.

Cet axe comprend un ensemble de recherches qui visent à évaluer ces politiques publiques en centrant l'analyse sur la production de données, d'expertise et de savoirs, sur les frontières et les limites de la régulation publique, et sur le fonctionnement du vaste ensemble d'organisations (publiques, privées, société civile) qui contribuent aux régulations environnementales. Dans la perspective interdisciplinaire qui caractérise le LIEPP, ces recherches croisent des approches théoriques et des méthodes d'enquête issues des sciences sociales (science politique, économie, sociologie), naturelles, et du vivant. Cet ancrage interdisciplinaire permet de répondre aux défis soulevés par l'évaluation des politiques environnementales, comme l'analyse : des actions conduites à des niveaux multiples (international, européen, national, local) ; des « boîte à outils » diversifiées (droit, fiscalité, incitations, ...); des temporalités disjointes et des incertitudes; et une perméabilité forte aux effets de contexte.

Partis pris guidant les recherches

- une approche processuelle pour identifier les acteurs et les mécanismes à l'œuvre de la formulation à l'implantation;
- une démarche comparative entre différents enjeux pour tenir compte des dynamiques propres aux politiques environnementales (biodiversité ...) et du verdissement des politiques sectorielles (agriculture, transports, énergie...); et entre contextes politiques et institutionnels pour évaluer les capacités d'action mises en place à différents niveaux de gouvernance;
- des politiques publiques analysées autant à partir de leur substance que de leur instrumentation pour évaluer le rôle spécifique des dispositifs de suivi et d'évaluation.

Projets de recherche en cours

Revue systématique : évaluer la transition écologique, quel rôle pour les politiques publiques et la gouvernance ?

Cette revue de littérature systématique a pour objectif d'interroger la part dévolue, dans l'évaluation des transitions écologiques, aux régulations politiques et en particulier aux politiques publiques et de la gouvernance. Quelles dimensions des politiques publiques et de la gouvernance sont mobilisées par les travaux sur les transitions pour rendre compte des transformations en cours ? Quels concepts, cadres d'analyse, outils et méthodes des *policy* et des *governance studies* sont retenus dans le champ des études de la transition ? Ce travail à caractère exploratoire repose sur la constitution d'un large corpus d'articles, qui reflète la pluralité des perspectives disciplinaires qui interrogent les trajectoires de transition, pour développer une analyse par métadonnées et par entrées thématiques et territoriales. Cette revue intègre aussi des enjeux transverses, comme par exemple, la temporalité, le rythme et le rôle de facteurs exogènes. A plus long terme, cette revue de littérature vise aussi à établir un dialogue avec les praticiens qui interviennent dans l'évaluation des transitions écologiques.

Mobilisations collectives, politiques publiques et inégalités socio-environnementales (Civic Act 2)

Ce projet interroge les relations entre inégalités socio-environnementales et mobilisations sur les territoires métropolitains du Grand Paris dans l'optique d'une transition juste, qui associe justice sociale et justice environnementale. Il prolonge CIVIC ACT 1 et se concentre sur les représentations et pratiques des acteurs du territoire, acteurs publics, acteurs de la société civile, dans l'optique d'une transition socio-écologique intégrant les enjeux de justice. Études qualitatives et quantitatives seront associées à l'échelle d'un territoire communal pour comprendre les relations entre inégalités socio-environnementales, mobilisations environnementales et enjeux de justice et leurs liens avec les politiques publiques environnementales. Ce travail sera développé à l'échelle infra-communale en se concentrant sur quatre communes du Grand Paris. Études qualitatives et quantitatives seront associées de manière interdisciplinaire (sciences politiques, géographie, mathématiques, statistiques, socio-économie).

Manifestations scientifiques

- (à venir, 09/2021) **Rencontre sur le scientoscepticisme** (en partenariat avec les axes politiques de santé et Évaluation de la démocratie)
- (à venir, 07/2021) **Rencontre sur les politiques territoriales de sobriété**
- 06/05/2021 **Séminaire METHEVAL**, Évaluer les initiatives de transition avec l'analyse de contribution.
- 14/12/2020 **Rencontre sur les îlots de chaleur** dans une perspective pluridisciplinaire
- 09/12/2020 **Débat-Webinaire** The impact of climate change on urban health: the Lancet countdown's 2020 report launch event in France

Projets jeune recherche

- Charlotte Glinel (CSO, Sciences Po), **Mobiliser les forêts françaises contre le réchauffement climatique**
- Blandine Mesnel (CEE, Sciences Po), **Des formulaires administratifs pour gouverner l'agriculture ?**
- Hugo Rochard (LADYSS, LabEx DynamiTe), **Politiques environnementales urbaines et mobilisations citoyennes**

Coopérations

- Centre des politiques de la terre



Centre des Politiques de la Terre

- Atelier interdisciplinaire de recherches sur l'environnement – AIRE (Sciences Po)



- Centre Virchow-Villermé de Santé Publique Paris-Berlin



Publications en lien

- Jean-Noël JOUZEL, L'évaluation des risques des pesticides : entre science et fiction d'action publique, *LIEPP Policy Brief* 48, Octobre 2020
- Sophie DUBUISSON-QUELLIER, Benoît GRANIER, Comment inciter les entreprises à afficher les impacts environnementaux sur les produits de grande consommation ?, *LIEPP Policy Brief*, 40, avril 2019



Centre des Politiques de la Terre

CIVIC ACT2

MOBILISATIONS COLLECTIVES, POLITIQUES PUBLIQUES ET INÉGALITÉS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES

Le projet de recherche CIVIC ACT 2 interroge les relations entre inégalités socio-environnementales et mobilisations sur les territoires métropolitains du Grand Paris dans l'optique d'une transition juste, qui associe justice sociale et justice environnementale.

Axe politiques environnementales

Nathalie BLANC



Directrice de recherche au CNRS et directrice du Centre des Politiques de la Terre, Nathalie Blanc travaille sur la nature en ville, l'esthétique et les mobilisations environnementales

Jean CHICHE



Docteur en statistiques mathématiques, Jean Chiche est ingénieur de recherches CNRS au CEVIPOF. Ses recherches portent sur le comportement électoral et les élections, la méthodologie et les statistiques (analyse géométrique des données)

Membres associés

Eleonore GENEST
Diego ANTOLINOS-BASSO
Martial FOUCAULT
Caroline GALLEZ
Hugo ROCHARD

Questions de recherche

En mettant en dialogue l'étude des inégalités socio-environnementales spatialement objectivées et les mobilisations collectives formelles et informelles dans le champ de l'environnement au prisme de la justice environnementale et des processus participatifs, l'objectif est d'offrir de nouvelles perspectives pour appréhender les liens entre les formes de participation, la reconnaissance des interactions entre sociétés et environnements, et les politiques environnementales.

Nous pensons que les citoyens engagés dans des actions collectives et les mobilisations environnementales contribuent à reformuler les questions environnementales dans les politiques locales en lien avec les enjeux de justice. Nous pourrions éventuellement parler de transition socio-écologique juste. En ce sens, nous souhaitons examiner les évolutions de l'action collective sur quatre communes et sa prise en compte par l'action publique.



Méthodologie

Ce travail se concentre sur quatre communes du Grand Paris, qui font l'objet de nombreuses évolutions urbaines et sociétales : Ivry-sur-Seine, le XVIII^e arrondissement, Clamart et une quatrième commune, selon quatre axes :

- les qualités des territoires concernés en termes d'inégalités socio-environnementales : il s'agit de l'enrichissement, à l'échelle supra et infra communale, d'une base de données permettant de caractériser finement l'occupation des sols, sur le plan social et environnemental
- les politiques menées : agenda 21, plans climats, plans locaux d'urbanisme, Plan Biodiversité et place de la vie associative : il s'agit d'entretiens avec des élus et agents administratifs et de l'étude des différents plans (Plan Climat, Agenda 21, etc.)
- les associations et collectifs engagés dans la transition socio-écologique et leurs liens avec l'action publique : grâce à de nombreux entretiens, il s'agit de l'analyse des possibilités de développement du milieu associatif et de ses relations avec les autorités locales dans l'optique d'une transition socio-écologique.

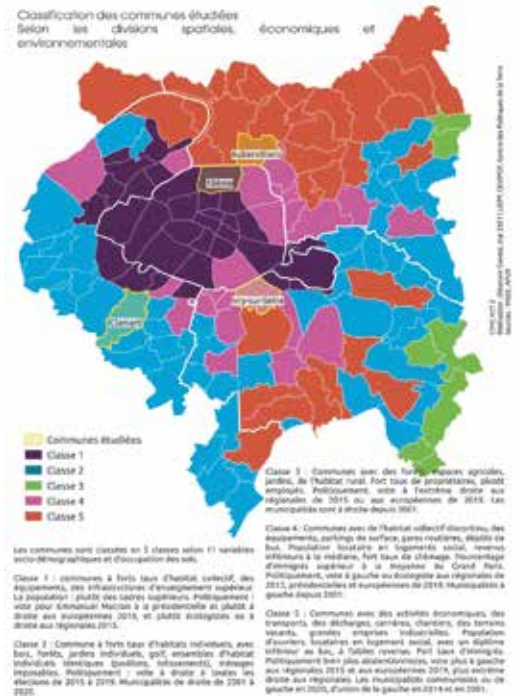
Des groupes de discussion associant collectifs et acteurs des villes seront réalisés permettant d'évaluer l'intégration des inégalités et des enjeux de justice dans les politiques environnementales locales et leurs liens avec les dynamiques collectives dans l'optique d'une transition socio-écologique juste.

Dimension interdisciplinaire

Ce projet associe politistes, géographes, mathématiciens, statisticiens et socio-économistes.

La mise en relation des données qualitatives et quantitatives produites par les différentes disciplines impliquées abonde la perspective critique. Il s'agit, d'un côté, de données qualitatives, issues d'enquêtes de terrain réalisées par les géographes, portant sur les rôles et vécus des collectifs à l'échelle locale, ou d'analyses portant sur les milieux politiques locaux réalisées par les politistes, économistes et géographes.

Il s'agit, de l'autre, de données quantitatives, produites par les statisticiens à partir de bases de données sur les différentes formes d'inégalité sociale, économique, environnementale.



Évaluation des politiques publiques

Notre travail tentera d'identifier le lien causal entre mobilisations et inégalités en ayant recours, par exemple, aux méthodes instrumentales ou structurelles pour démêler le caractère endogène des mobilisations collectives et de ses relations sur la production de politiques publiques locales. A cet égard, l'équipe de recherche propose d'organiser en accord avec les experts de l'évaluation de politiques publiques au sein du LIEPP un séminaire de recherche pour confronter les pistes/protocoles d'évaluation potentiels à l'issue des différentes étapes de collecte de données qualitatives et quantitatives.



AXE POLITIQUES DE SANTÉ



LIEPP_ScPo

www.sciencespo.fr/liepp

AXE POLITIQUES DE SANTÉ

Co-directeurs:

Henri BERGERON



Directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de Sociologie des Organisations (CSO). Ses travaux portent sur les

politiques de santé et sur les transformations des pratiques et de la profession médicale

Thomas RAPP



Maître de conférences (HDR) à Université de Paris. Ses travaux portent sur l'économie de la santé et du vieillissement et

révèlent l'importance des parcours de soins et l'émergence de la silver economy ou économie des seniors.

Membres associés :

- Guillaume CHAPELLE
- Elisa CHELLE
- Kristina GEMZELL DANIELSSON
- Carine KHALIL
- Anne MOYAL
- Jérôme PELISSE
- Hélène PERIVIER
- Maïva ROPAU

Collaborations :

- Institut de Santé Publique (Université de Paris)
- Chaire Santé de Sciences Po

L'axe politiques de santé, en cours de développement, a pour vocation d'héberger des recherches étudiant différents aspects de la mise en œuvre des politiques de santé et de santé publique. Un intérêt particulier est porté aux questions organisationnelles dans les politiques publiques. Est également accordée une attention à la révolution numérique et la gestion des nouvelles données de santé.

Cet axe entend rendre compte du foisonnement des évaluations des politiques et des instruments en matière de santé, tant au plan national, qu'international. Il s'agit ainsi d'encourager un dialogue raisonné sur les pratiques et les méthodes développées en France et à l'étranger, notamment sur celles élaborées au sein de l'Université de Paris et au LIEPP.

Les chercheurs de l'axe représentent différentes disciplines, notamment la sociologie et la science politique, mais les travaux d'épidémiologie et d'économie sont également mobilisés. Les travaux de recherche de l'axe contribuent ainsi à la réflexion collective autour de l'évaluation des politiques publiques, aux côtés d'institutions publiques et privées, d'acteurs associatifs et de cercles académiques spécialisés dans l'analyse des politiques de santé.

Projets de recherche en cours

REF-Santé – Evaluation de la réforme des systèmes de santé

La réforme des études de santé, inscrite dans la loi du 24 juillet 2019 et en vigueur depuis la rentrée 2020, met fin à la Première Année Commune aux Études de Santé (PACES) et au numerus clausus. Le projet REF-SANTE vise une analyse scientifique de la réforme depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre. L'évaluation porte à la fois sur le contexte de la décision politique et sur son impact sur les universités et ses usagers, notamment les inégalités de réussite et d'expérience étudiante.

Le projet est structure autour de trois volets :

- Comprendre la genèse de la réforme
- La réception de la réforme et ses effets sur les inégalités
- L'impact de la réforme sur les parcours des femmes en études de santé.

Décision médicale pour autrui : Evaluation du dispositif de la personne de confiance

Le dispositif de la personne de confiance a été mis en place par les Lois Kouchner (2002), Leonetti (2005) et Claeys-Leonetti (2016). Cette politique de santé établit que lorsqu'une personne est hors d'état d'exprimer sa volonté, le médecin a l'obligation de s'enquérir de la volonté du patient auprès des tiers. En l'absence de directives anticipées, il recueille le témoignage de la personne de confiance ou, à défaut, tout autre témoignage de la famille ou des proches. Cette situation de prise de décision médicale pour autrui est amenée à être de plus en plus présente dans un contexte de vieillissement de la population et de l'accroissement de la présence de troubles cognitifs. L'Ehpad est un terrain majeur de la décision médicale pour autrui par une personne de confiance. En effet, en 2015, 150 000 personnes résidant en Ehpad sont mortes, ce qui représente un quart des décès enregistrés sur l'ensemble du territoire français. Ce projet de recherche a pour objectif l'évaluation des effets du dispositif de la personne de confiance sur la qualité de la prise en charge des patients âgés et dépendants résidant en Ehpad et le bien-être de leurs familles.

Access to Abortion and Telemedicine Abortion in France : A mixed-method study on why individuals resort to telemedical abortion over local abortion services in France

Malgré le cadre légal, les femmes continuent de rencontrer des obstacles pour accéder à l'IVG en France. Les restrictions sur les conditions de pratique et les sites de prestations des services d'IVG, la bureaucratie accrue, la stigmatisation persistante de l'avortement et, plus récemment, la pandémie de COVID19, rendent l'accès à l'avortement difficile pour plusieurs personnes. Dans le contexte de la pandémie, en mars 2020, la France a temporairement légalisé l'IVG par téléconsultation, tout en prolongeant le délai de pratique de sept à neuf semaines. Cette mesure temporaire a été rapidement supprimée en juillet 2020, après le déconfinement. Ce projet se concentre sur l'accès à l'IVG et l'IVG par téléconsultation en France pour comprendre les barrières d'accès perçues par des individus et les motivations à recourir à l'IVG par téléconsultation. Dans le cadre de ce projet, nous examinons environ 1000 demandes d'aide anonymisées de France reçues chez Women on Web (WoW), un service qui offre l'IVG par téléconsultation en ligne, entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020.

Événements associés à l'axe

- 18/06/2021 Epidemiological challenges of COVID-19 in France and in Germany
- 25/05/2021 La crise de Covid-19 replacée dans le temps long
- 30/04/2021 Quelles leçons tirer de la gestion politique d'un an de pandémie? Une comparaison franco-allemande
- 23/03/2021 Pandemics, Politics and Society. Critical perspectives on the Covid-19 Crisis
- 14/01/2021 Covid-19 and policy evaluation
- 27/04/2020 The Social Consequences of the Confinement
- 15/01/2020 Impact des soins professionnels de longue durée sur le recours à l'aide sociale en Europe

Publications en lien

Internes:

- Thomas RAPP, Quitterie ROQUEBERT, Jonathan SICSIC, Mettre le "value-based aging" au cœur des politiques de dépendance, LIEPP Policy Brief n°53, juin 2021
- Guillaume CHAPELLE, The medium-term impact of non-pharmaceutical interventions. The case of 1918 Influenza in U.S. cities, LIEPP Working Paper n°112, Octobre 2020
- Henri BERGERON, Patrick CASTEL, Etienne NOUGUEZ, An ungovernable tool of government? The problematic use of labels in public health policies, LIEPP Working Paper n°106, February 2020
- Henri BERGERON, Patrick CASTEL, Etienne NOUGUEZ, An ungovernable tool of government? The problematic use of labels in public health policies, LIEPP Working Paper n°106, February 2020
- Etienne NOUGUEZ, Solenne CAROF, At the Boundaries of Food and Medicine: The Genesis and Transformation of the 'Functional Food' Markets in France and Europe, LIEPP Working Paper n°90, Septembre 2019
- Henri BERGERON, Louise LARTIGOT-HERVIER, Patrick HASSENTEUFEL, François ROA BASTOS Evaluation de quatre actions du Plan gouvernemental de lutte contre les conduites addictives (2013-2017), LIEPP Report, janvier 2018

Externes:

- Guillaume DEDET, Lucie KRAEPIEL, Thomas RAPP, Résilience des systèmes de santé européens à la crise de la Covid-19, Premiers retours sur une épidémie, les tribunes de la santé n°68, printemps 2021
- Henri BERGERON, Olivier BORRAZ, Patrick CASTEL, François DEDIEU Covid-19, une crise organisationnelle, Presses de Sciences Po, 2020
- Anne MOYAL, « L'exercice pluriprofessionnel en MSP : une division du travail sous contrôle médical ». Revue française des affaires sociales (1): 103-23, 2020
- Henri BERGERON, Anne MOYAL, Quel avenir pour l'organisation des soins primaires en France? Synthèse du séminaire pluridisciplinaire coordonné par la Chaire Santé de Sciences Po Presses de Sciences Po 2019

DÉCISION MÉDICALE POUR AUTRUI : ÉVALUATION DU DISPOSITIF DE LA PERSONNE DE CONFIANCE

Axe politiques de santé

Maïva ROPAUD



Maître de conférences en Sciences de Gestion au LIRAES (Université de Paris), son programme de recherche actuel est axé sur la prise de décision médicale pour autrui.

Elle est spécialisée en économie du droit, économie de la santé et en recherche sur la consommation.

Carine KHALIL



Maître de conférences en Sciences de Gestion au LIRAES (Université de Paris), ses recherches portent sur les thématiques de transformation

organisationnelle et d'usage et d'appropriation des TIC.

Membres associées :

- Sophie BIENENSTOCK (CES, Université Panthéon-Sorbonne)
- Elisa DARRIET (LIRSA, CNAM)

Le dispositif de la personne de confiance est issu des Lois Kouchner (2002), Leonetti (2005) et Claeys-Leonetti (2016). Il établit que lorsqu'une personne est hors d'état d'exprimer sa volonté, le médecin a l'obligation de s'enquérir de la volonté du patient auprès d'un tiers. En l'absence de directives anticipées, il recueille le témoignage de la personne de confiance ou, à défaut, tout autre témoignage de la famille ou des proches. Cette situation de prise de décision médicale éclairée par autrui est amenée à être de plus en plus présente dans un contexte de vieillissement de la population et de l'accroissement de la présence de troubles cognitifs. Ce projet de recherche a pour objectif l'évaluation des effets du dispositif de la personne de confiance sur la qualité de la prise en charge des patients âgés et dépendants résidant en Ehpad et le bien-être de leurs familles. En effet, l'Ehpad est un terrain majeur de la décision médicale accompagnée par une personne de confiance. En effet, en 2015, 150 000 personnes résidant en Ehpad sont mortes, ce qui représente un quart des décès enregistrés sur l'ensemble du territoire français.

Questions de recherche

Ce projet de recherche explore des pistes insuffisamment explorées au sein de la littérature.

Concernant le profil du patient et de personne de confiance :

- Quel est l'effet des caractéristiques socio-démographiques, telles que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, le statut socio-professionnel, la structure de la cellule familiale, etc. ?

- Lorsqu'il s'agit de décisions médicales, est-ce que l'écart initial d'état de santé entre preneur de décision et bénéficiaire peut influencer les décisions pour autrui ? De quelle façon ?

Concernant les informations accessibles à la personne de confiance :

- Est-ce que le fait d'avoir reçu des directives explicites de la part du bénéficiaire modifie le discours de la personne de confiance auprès du médecin ? Quelles conséquences en tirer pour la politique des directives anticipées ?

- Est-ce que la présence d'ambiguïté, c'est-à-dire d'imprécision sur les probabilités de décès et sur la qualité de vie après traitement, affecte fondamentalement la décision pour autrui ?

Concernant le bien-être du malade :

- Dans quelle mesure cette institutionnalisation de la personne de confiance modifie la qualité de la relation patient-médecin et de la prise en charge du patient âgé et dépendant ?
- Quel bilan est tiré par les soignants et les familles ? Dans quelle mesure ce dispositif institutionnel modifie ou non la production de soins en Ehpad ? Comment les acteurs se sont-ils appropriés ce dispositif ?

Méthodologie

Cette comporte trois volets utilisant des méthodologies distinctes :

- **Un questionnaire en ligne adressé à des aidants familiaux**

Objectif : Collecter les représentations sociales sur le rôle de la personne de confiance émanant des aidants familiaux. Cela permettra de mieux comprendre les savoirs et les croyances des proches de seniors vulnérables sur ce dispositif.

- **Une étude qualitative par entretiens semi-directifs menée auprès de médecins coordonnateurs et de personnel paramédical exerçant en Ehpad.**

Objectifs :

- Explorer l'équivalence, du point de vue des soignants, des concepts d'aidant familial, de personne de référence et de personne de confiance.

- Étudier l'effet de l'institutionnalisation de la personne de confiance sur le dialogue entre soignants et familles.

- Évaluer l'effet différencié de l'institutionnalisation de la personne de confiance selon le type de soins ou la gravité des soins considérés.

- **Une expérimentation est prévue au Laboratoire d'Économie Expérimentale de Paris (LEEP), avec recrutement de binômes liés entre eux par un lien familial.**

Il s'agit de demander aux participants d'effectuer des choix hypothétiques concernant des décisions médicales pour soi et pour autrui.

Objectifs :

- Mesurer l'effet des caractéristiques individuelles et de leurs interactions au sein du couple preneur de décision.

- Mesurer l'effet de l'aversion à l'ambiguïté dans les décisions pour autrui.

- Mesurer l'effet de la présence de directives explicites laissées par le bénéficiaire au preneur de décision.

- Mesurer les règles suivies par les participants ainsi que les raisons les ayant guidées lors de leur décision pour autrui, en utilisant des questions semi-ouvertes en fin d'expérimentation.

Dimension interdisciplinaire

Ce projet implique des chercheuses aux parcours interdisciplinaires, souhaitant valoriser la pluralité de leurs approches.

Cette dimension interdisciplinaire permet d'aborder le sujet sous différents angles (économique, psychologique, juridique, managériale) en nous appuyant sur différentes méthodologies de collecte et d'analyse de données. Ce projet favorise le décloisonnement d'une question - la décision médicale éclairée par la personne de confiance - qui est d'ordinaire traitée par des chercheurs issus du monde médical.

Contribution à l'évaluation des politiques publiques

Ce projet dépasse le clivage entre méthodes quantitatives et qualitatives, afin de mener une évaluation ex-post de la mise en place d'un dispositif national de santé.

Cette évaluation, aux méthodes mixtes et à l'approche pluridisciplinaire, dispose de différents types d'arguments issus de la production de données nouvelles sur la personne de confiance. Le projet adopte en partie une approche longitudinale mise en œuvre ex post. Nous reconstituons après mise en œuvre de la politique la trajectoire et les événements qui ont affecté la situation des individus interrogés. Cette approche permet d'appréhender les effets de la politique publique de manière dynamique.

Équipe de recherche

Alejandra ARBELÁEZ

Assistante de recherche
LIEPP, Sciences Po

Henri BERGERON

Directeur de recherche CNRS
CSO-LIEPP, Sciences Po

Christophe BIROLINI

Docteur
Cerlis, Université de Paris
LIEPP, Sciences Po

Anne BORING

Assistant Professor
Erasmus Univ. Rotterdam
LIEPP, Sciences Po

Matthias BRUNN

Post-doctorant
LIEPP, Sciences Po

Patrick CASTEL

Chargé de recherche
CSO-LIEPP, Sciences Po

Audrey CHAMBOREDON

Assistante de recherche
Univ. of Oxford
LIEPP, Sciences Po

William GENIEYS

Directeur de recherche CNRS
CEE, Sciences Po

Patrick HASSENTEUFEL

Professeur
UVSQ
IEP St-Germain-en-Laye

Ulrike LEPONT

Post-doctorante
UVSQ

Léon MARBACH

Coordinateur de la recherche
LIEPP, Sciences Po

Alice OLIVIER

Maîtresse de conférences
Clerse et Inspé Lille-HDF, Univ. de Lille
OSC, Sciences Po

Agnès VAN ZANTEN

Directrice de la recherche
Directrice de recherche CNRS
OSC-LIEPP, Sciences Po



REF-SANTE

UNE ÉTUDE DE LA RÉFORME DU PREMIER CYCLE DES ÉTUDES DE SANTÉ

La réforme du premier cycle des études de santé, inscrite dans la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, se veut un changement paradigmatique. La PACES mise en place en 2010 et critiquée pour son « gâchis humain » est remplacée par deux nouvelles voies : le Parcours d'Accès Spécifique Santé (PASS) et la Licence avec Accès Santé (L.AS). Fonctionnant sur un mode majeure-mineure, ces formations visent à intégrer davantage de disciplines hors santé et à faciliter les réorientations. En outre, la réforme introduit des examens oraux et supprime le numerus clausus fixé nationalement depuis 1971. Les objectifs explicitement visés sont une meilleure efficacité sociale et institutionnelle pour lutter contre les « déserts médicaux », une diversification des profils des futurs spécialistes de la santé, l'amélioration de la formation pour former des professionnels plus « humains », et la réduction des inégalités.

Volet 1 : La genèse de la réforme

Ce premier volet vise à éclairer la genèse de la réforme en termes de motivation, de problématisation, de décision et, enfin, de mise en œuvre au travers de l'étude de cas d'une université francilienne. En distinguant les niveaux national, régional et local, l'objectif est d'étudier le processus de fabrication de cette politique publique au prisme des transformations plus larges du monde sanitaire et des professions de santé (démographie médicale, nouveaux modes d'organisation et d'exercice, contexte financier). Pour ce faire, la recherche s'appuie notamment sur une revue de la littérature (textes législatifs, débats parlementaires, rapports, articles scientifiques) et sur une série d'entretiens avec des acteurs clés de la réforme.

Les premiers résultats mettent en avant que la particularité du projet de loi était sa co-construction entre deux ministères : celui de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) et son bureau « formation en santé », des syndicats étudiants et de la conférence des doyens de médecine. Cela représente un cadre tripartite particulièrement fort. Ainsi, le gouvernement mène les négociations en essayant de nouer des alliances avec les étudiants ou les doyens. Cela explique que la loi finalement votée représente un compromis et, plus concrètement, un modèle hybride qui se situe entre deux logiques opposées concernant la conception des études de santé : une première logique qui conçoit les études de santé (et en particulier celles de médecine) comme une formation professionnalisante, et une seconde logique qui est celle d'une « licence santé » et d'un modèle de « LMD santé » d'après le processus de Bologne.

En outre, cette réforme est caractérisée par des négociations entre représentants de l'Etat (gouvernement-cabinet de la ministre MESRI) et son bureau « formation en santé », des syndicats étudiants et de la conférence des doyens de médecine. Cela représente un cadre tripartite particulièrement fort. Ainsi, le gouvernement mène les négociations en essayant de nouer des alliances avec les étudiants ou les doyens. Cela explique que la loi finalement votée représente un compromis et, plus concrètement, un modèle hybride qui se situe entre deux logiques opposées concernant la conception des études de santé : une première logique qui conçoit les études de santé (et en particulier celles de médecine) comme une formation professionnalisante, et une seconde logique qui est celle d'une « licence santé » et d'un modèle de « LMD santé » d'après le processus de Bologne.

Volet 2 : La mise en œuvre et la réception de la réforme et ses effets sur les inégalités

Ce volet analyse la façon dont la réforme est perçue par les universités, les étudiants et leurs parents, ainsi que par les intermédiaires (institutionnels et marchands) entre l'offre et la demande. Il étudie aussi les stratégies que ces acteurs déploient pour s'adapter aux nouvelles contraintes et opportunités dont la réforme est porteuse. Il s'intéresse ainsi à la co-production de la réforme par l'ensemble des acteurs impliqués dans sa mise en œuvre. Le volet vise enfin à appréhender les effets de la réforme sur les parcours d'études, depuis les inégalités d'accès en PASS/L.AS et jusqu'au classement dans les filières MMOPK.

L'enquête s'appuie sur une méthodologie mixte. Une première partie qualitative repose sur l'analyse ethnographique de la première année académique de lancement des formations PASS et L.AS dans une université francilienne. Outre l'observation des enseignements et des réunions académiques, une groupe de 40 étudiants est suivi par entretiens individuels répétés au long de leur scolarité. Ce terrain est complété par des entretiens avec des parents ainsi qu'avec des personnels administratifs et enseignants, des étudiants tuteurs et des responsables de prépas privées. Enfin, l'orientation des lycéens est étudiée au travers de l'observation de salons post-bac et de journées portes ouvertes. Une seconde partie quantitative est consacrée à l'exploitation de données permettant de reconstituer le parcours des étudiants de cette université. Trois



Dans le film « Première année » (2018), Vincent Lacoste et William Lebghil incarnent deux étudiants préparant l'ancien concours de PACES. (© Denis Manin / 31 Juin Films)

sources sont utilisées : des données Parcoursup (analyse des candidatures), des données de scolarité (analyse des résultats aux examens), et des données d'enquête par questionnaires.

Dans la lignée des travaux fondateurs des sociologues Becker et Merton, les premières analyses montrent que les études de santé sont une expérience de socialisation des individus à la fois comme étudiants en santé et comme futurs praticiens. L'université est une institution « enveloppante » qui émet des messages non seulement intellectuels mais aussi sur la gestion de soi (conception du temps, du travail, de la réussite et de l'échec, du bien-être). Le tutorat étudiant, en particulier, joue un rôle prépondérant dans la construction de cette culture commune. Par ailleurs, la recherche montre que la plus grande fragmentation des parcours étudiants engendrée par la réforme perpétue et en même temps crée de nouvelles représentations sociales des différentes filières et disciplines de santé.

Volet 3 : L'impact de la réforme sur les inégalités de genre

Malgré la féminisation du secteur de la santé, des inégalités persistent dans la répartition des femmes et des hommes dans chaque spécialité médicale. L'objet de ce volet est d'étudier les choix de spécialisation des femmes dans les études de santé afin de mieux comprendre ces inégalités sur le marché du travail. Les analyses s'appuient sur les données Parcoursup et lettres de motivation des candidats et candidates, ainsi que sur deux enquêtes par questionnaire menées dans une université francilienne.

Premièrement, nous constatons qu'un pourcentage plus élevé de femmes ont fait des stages au lycée dans des secteurs où les femmes sont surreprésentées en France. Deuxièmement, nous observons que davantage d'hommes font état d'expériences personnelles dans leur lettre de motivation, alors que plus de femmes déclarent avoir fait au moins un bénévolat avant leur entrée à l'université. Finalement, des différences femmes-hommes sont observées dans les aspirations professionnelles, mais elles sont moins marquées que celles observées parmi les personnes déjà insérées sur le marché du travail français en santé.

Un mécanisme sous-jacent potentiel pour expliquer ces différences de genre réside dans les croyances sur et la perception de la compétition. Notre étude vise ainsi à mieux comprendre pourquoi les femmes apprécient moins la compétition et explorer comment ces différences pourraient avoir un impact sur les aspirations professionnelles.



AXE POLITIQUES SOCIO-FISCALES



AXE ÉVALUATION DES POLITIQUES SOCIO-FISCALES

Co-directeurs :

Clément CARBONNIER



Professeur d'économie à l'Université Paris 8, chercheur au Laboratoire d'économie Dyonisien (LED) et chercheur affilié à la Chaire en fiscalité et finances publiques, Université de Sherbrooke (Canada). Clément Carbonnier étudie l'impact de la fiscalité sur les comportements des agents économiques.

Nathalie MOREL



Assistant Professor en Science Politique à Sciences Po (LIEPP/CEE), spécialiste des politiques sociales en Europe. Ses travaux portent sur les politiques d'investissement social, les politiques de soutien aux emplois domestiques et le care.

Michaël ZEMMOUR



Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Ses recherches portent sur l'économie politique du financement de l'Etat social.

Membres associés :

- Sonja AVLIJAS
- Julien BLASCO
- Pierre BLAVIER
- Montserrat BOTEY
- Guillaume CHAPELLE
- Emanuele FERRAGINA
- Elvire GUILLAUD
- Jeanne LAZARUS
- Bruno PALIER
- Thomas RAPP
- Muriel ROGER
- Eric René TIENCHEU
- Camille URVOY
- Etienne WASMER

L'axe s'intéresse aux dispositifs sociaux (prestations sociales) et fiscaux (prélèvements obligatoires), avec une attention spécifique portée aux dépenses fiscales ou « socio-fiscales » (c'est-à-dire les dispositifs de dérogations aux prélèvements obligatoires). Les travaux précédents ont mis en évidence la nécessité d'analyser conjointement les dépenses directes (transferts, subvention), et les dépenses socio-fiscales pour mieux évaluer les effets des politiques publiques. Les travaux de l'axe visent ainsi à multiplier les points de vue pour fournir à terme une évaluation complète, interdisciplinaire et comparative de ces dispositifs.

Si ces questions sont abordées en premier lieu à partir du cas de la France les projets de l'axe visent à élargir la focale en procédant à des travaux comparatifs au niveau européen. Il s'agit notamment d'analyser les raisons et les conséquences du recours à l'outil fiscal et plus généralement aux politiques « incitatives » en termes de redistribution, de soutien politique, et de gouvernance, et d'intégrer cette dimension à la compréhension des transformations de l'Etat social.

Trois grands chantiers d'intervention

Les travaux de l'axe ouvrent des perspectives sur la contribution des politiques socio-fiscales aux dynamiques longues d'évolution de l'Etat providence ainsi qu'à la stratégie économique française. Ils s'articulent autour de trois grands chantiers :

1. Liens entre fiscalité et redistribution
2. Etude d'impact sur les dispositifs socio-fiscaux dans différents secteurs en France: il s'agit d'évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre au regard des objectifs poursuivis mais également d'évaluer le coût d'opportunité de ces politiques, et d'analyser les choix politiques derrière ces politiques
3. Le recours aux dispositifs socio-fiscaux comme instrument de réforme de la protection sociale: des nouvelles dimensions d'étude telles que le genre et l'âge devraient venir nourrir les réflexions au sein de l'axe.

Principaux projets de l'axe

The World Politics of Social Investment (WOPSI)

Ce projet a pour but d'évaluer les conditions politiques permettant le développement de politiques d'investissement social en Europe, Amérique Latine et Asie de l'est au travers de trois questions : qu'est-ce qui explique le contenu de l'agenda de l'investissement social, comment les conflits politiques autour de l'investissement social se calquent sur d'autres lignes de conflits et de clivages et quelles coalitions politiques supportent ou préviennent le tournant vers l'investissement social?

Trajectoires de pauvreté : profils, déterminants et conséquences. Perspectives française et européennes (TPFE)

Ce projet de recherche vise à actualiser et enrichir la connaissance des dynamiques de pauvreté, exploitant l'enquête de Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie (SRCV, INSEE), son volet européen (EU-SILC), et l'échantillon démographique permanent (EDP). Plus précisément, il s'agit de mieux comprendre les phénomènes de pauvreté passagère, récurrente et persistante dans une perspective comparative au sein de l'Union européenne. Cette recherche doit permettre d'appréhender les formes de trajectoires de pauvreté – monétaire et en conditions de vie – en distinguant celles durables et intenses (cumul des difficultés) à celles de plus courte durée. Sont aussi abordés les ordres de grandeur, les déterminants et les conséquences de ces différentes trajectoires de pauvreté. Ceci devrait permettre de produire un état des lieux empiriquement étayé des trajectoires de pauvreté à l'époque contemporaine, et déboucher sur différentes orientations de politiques publiques en la matière.

Des politiques sociales égalitaires ? Des principes à la réalité de l'exercice professionnel - Colloque international

Depuis 2015, des chercheuses émanant de diverses universités et écoles supérieures, dans l'ensemble de la francophonie se sont rassemblées pour initier une série de colloques sur la thématique « genre et travail social ». Deux saisons ont déjà eu lieu et permettent de faire fonctionner un réseau international sur ces enjeux. La troisième édition vise à approfondir la question des effets des politiques sociales dites égalitaires, qui cherchent à contrecarrer les inégalités de genre. Il s'agit ici d'interroger les processus concrets qui, dans l'exercice professionnel du travail social, conduisent à des traitements différenciés (re)producteurs de discriminations de genre. Les contributions s'intéressent aux formes de l'intervention sociale, elles peuvent porter sur les aspects d'essentialisation inhérents à certains dispositifs des politiques sociales, sur les mécanismes quotidiens ou routiniers de reproduction de représentations genrées ou sur les discriminations induites par certaines pratiques dans le cadre de la mise en œuvre des politiques sociales. Les présentations peuvent questionner diverses politiques sociales dans des contextes sociaux, historiques et géographiques eux-aussi divers.

Family Policies, Female Participation and inequalities

Ce projet évalue l'impact des politiques de garde d'enfants sur les inégalités d'accès à ces services et leurs conséquences en termes d'inégalités socioéconomiques d'accès au marché du travail ainsi que sur les inégalités de niveau de vie des mères.

Prélèvement obligatoire, services sociaux et redistribution

Le projet propose dans un premier travail, une clarification conceptuelle des différentes configurations du couple prélèvement/prestation. L'enjeu est de proposer des outils simples permettant d'expliciter les différentes formes que peut prendre la notion de « contributivité » (de l'affiliation, à la neutralité actuarielle, en passant par la « capacité contributive », ou encore la notion de revenu assurable), avec une attention singulière portée au cas de la CSG.

Un second travail empirique analysera dans quelle mesure les caractéristiques (mode de financement et type de prestations) de différents dispositifs (assurance chômage, RSA, et assurance frais de soin), déterminent ou non l'acceptabilité de ces dispositifs par les ménages.



Evènements associés à l'axe

- **13 mai 2020:** European Welfare states during and after the Covid crisis avec la participation de Waltraud Schelkle (European Institute and LSE), Anke Hassel (Hertie School of Governance), Anton Hemerjck (European University Institute) et Bruno Palier (Sciences Po).
- **7 mai 2020 :** Séminaire « Universalité et sélectivité dans les programmes sociaux » avec la participation d'Alain Noël, Université de Montréal

Principales publications

- Julien BLASCO, Elvire GUILLAUD, Michaël ZEMMOUR, La TVA réduit-elle l'efficacité des systèmes socio-fiscaux de redistribution? *LIEPP Policy Brief* n°51, Mars 2021.
- Clément CARBONNIER, Imposition jointe des revenus et emploi des femmes mariées : estimation à partir du cas français, *Revue Economique*, 72-2, Mars 2021, 894-924.
- Bruno PALIER, Pourquoi les personnes occupant un emploi « essentiel » sont-elles si mal payées ? , *LIEPP Working Paper* n°116, Décembre 2020.
- Emanuele FERRAGINA, Zachary PAROLIN Care Earnings in the United States and European Union: The Role of Social Policy and Labour Market Institutions , *LIEPP Working Paper* n°115, Décembre 2020.
- Clément CARBONNIER, Complementarity Between Low- and High-Skilled Workers and the Employment Impact of Tax versus Human Capital Policies, *Annals of Economics and Statistics* (138), 2020, 49-76.
- Emanuele FERRAGINA, Family Policy and Women's Employment Outcomes in 45 High-Income Countries: A Systematic Qualitative Review of 238 Comparative and National Studies, *Social Policy & Administration*, 2020.
- Elvire GUILLAUD, Matthew OOLCKERS, Michaël ZEMMOUR, Four Levers of Redistribution: The Impact of Tax and Transfer Systems on Inequality Reduction, *Review of Income and Wealth* 66(2), 2020, 444-466.

Axe politiques socio-fiscales

Clément CARBONNIER



Co-directeur de l'axe politiques socio-fiscales du LIEPP. Professeur d'économie à l'Université Paris 8, chercheur au

laboratoire d'économie dyonisien (LED) et chercheur affilié à la Chaire en fiscalité et finances publiques, Université de Sherbrooke (Canada). Clément Carbonnier étudie l'impact de la fiscalité sur le comportement des agents économiques.

Emanuele FERRAGINA



Professeur associé de sociologie à l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC), Sciences Po et Associate Member au Department of

Social Policy and Intervention de l'Université d'Oxford. Emanuele Ferragina s'intéresse à l'économie politique de l'Etat Providence, aux déterminants individuels et macro du capital social et de la participation sociale, et aux usages innovants de la méthode comparative.

Equipe de recherche :

- Julien BLASCO
- Montserrat BOTEY
- Esme LILLYWHITE
- Edoardo MAGALINI
- Teva MARESCAUX

FAMILY POLICIES, FEMALE PARTICIPATION AND INEQUALITIES

Ce projet évalue l'impact des politiques de garde d'enfants sur les inégalités d'accès à ces services et leurs conséquences en termes d'inégalités socioéconomiques d'accès au marché du travail ainsi que sur les inégalités de niveau de vie des mères.

Cadre théorique et questions de recherche

Une récente revue de la littérature sur le sujet (Ferragina, forth) - couvrant 238 études d'économie, de sociologie, de science politique et de démographie sur 45 pays - montre que malgré un nombre d'articles important sur le sujet, d'importantes zones d'ombre persistent.

L'objet de ce projet est de contribuer à lever une part de celles-ci. En particulier, nous nous attacherons à documenter la manière dont les politiques fiscales ainsi que les politiques familiales interagissent avec les inégalités socioéconomiques et les partages genrés des tâches à l'intérieur des foyers pour façonner des inégalités croisant les aspects socioéconomiques et de genre dans l'accès au marché du travail.

Cette question sera abordée sous plusieurs angles, matérialisés par **quatre work package** (WP) :

- Le premier – WP1 – concerne l'analyse descriptive sur longue période de l'évolution conjointe des politiques redistributives et familiales ainsi que des compositions familiales et des participations féminines au marché du travail selon les catégories socioprofessionnelles. Ceci permettra de dessiner la contribution de ces facteurs à l'évolution des inégalités sociales et de revenu depuis les années 1970.
- Le second – WP2 – s'attache à décrire de manière précise les barrières à l'accès aux modes de gardes collectifs dans le département français de la Seine-Saint-Denis.
- Le troisième – WP3 – teste l'éventuelle causalité entre les politiques familiales et les différences de participation féminine au marché du travail en France.
- Le quatrième – WP4 – teste l'éventuelle causalité entre les politiques familiales et les différences de participation féminine au marché du travail en Italie.

Ce projet constitue la continuation et l'approfondissement dans un cadre interdisciplinaire des travaux théoriques et empiriques développés, notamment pas les deux porteurs du projet, dans des cadres disciplinaires : la sociologie et la science politique pour le premier et l'économie pour le second. En effet, l'analyse des inégalités socioéconomiques liées aux caractéristiques de l'emploi féminin, en relation avec les politiques de garde d'enfants, nécessite une approche interdisciplinaire et le croisement de différentes méthodologies.

Méthodologie et hypothèses

Pour traiter cette problématique, les différents Work Packages sont basés sur des approches et des méthodologies différentes.

- ❖ Le **premier work package** – WP1 – base son travail sur l'analyse de données longitudinales représentatives des ménages français depuis 1970 jusqu'à 2018. Ces données, nouvellement mises à disposition à la suite d'un travail de mise en cohérence [Blasco et Picard, 2019], sont issues d'appariement entre des données d'enquêtes sur le profil sociodémographique des ménages (composition familiale, profession, statut d'activité) et de données fiscales et sociales sur les revenus (revenus d'activité, retraites, impôts, prestations sociales).
- ❖ Le **deuxième work package** – WP2 – croiera les approches quantitatives et qualitatives en se focalisant sur le cas des crèches du département de la Seine-Saint-Denis (93), caractérisé par un haut niveau de pauvreté des populations et une volonté politique d'accroître la capacité d'accueil des jeunes enfants, notamment à destination des familles les plus modestes.

❖ Le **troisième work package** – WP3 – se base sur une analyse quantitative à partir des modules mode de garde des enquêtes emploi de 2005, 2010 et 2018. Des questions sur les utilisations effectives des différents modes de garde et ses raisons (problème d'horaire, de coût, de possibilité effective d'obtenir une place ou de volonté d'offrir un certain type de garde à ses enfants) seront croisées avec les caractéristiques sociodémographiques et géographiques des parents, ainsi que leur activité – en termes de métier, de temps de travail, de rémunération...

❖ Le **quatrième work package** – WP4 – s'attache à mesurer comment les caractéristiques socioéconomiques des ménages influencent la manière dont les mères accèdent aux modes de garde en Italie, et les conséquences que cela a sur leur participation au marché du travail. L'analyse sera menée grâce aux enquêtes européennes sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) de 2004 à 2017.

Dimension interdisciplinaire

Le projet dans son ensemble est interdisciplinaire dans le sens où la problématique se trouve être une question particulièrement étudiée à la fois par les littératures d'économie, de science politique et de sociologie. L'intérêt de ce projet est qu'il permet de faire discuter ces littératures, notamment en abordant des questions façonnées dans certaines disciplines et en les interrogeant avec les outils méthodologiques développés dans d'autres. Ceci est d'autant plus crucial que si la revue de littérature (Ferragina, forth.) a montré que les différentes disciplines des sciences sociales avaient fortement investi ce champ d'études, elles l'avaient fait en s'ignorant réciproquement, passant à côté d'une part de la connaissance qui nécessite au contraire un dialogue interdisciplinaire.

Contribution à l'évaluation des politiques publiques

Chaque partie de ce projet, ainsi que la discussion finale entre les résultats, participe directement de l'évaluation des politiques familiales.

- Le WP1 permettra de mesurer l'impact genré sur les inégalités de longue période des politiques familiales et redistributives.
- Le WP2 s'appuie directement sur l'évaluation de politiques locales. Avec un objectif de restructurer la structure horaire de l'accueil de la petite enfance, le département de la Seine-Saint-Denis a opéré un recensement des crèches selon leur couverture géographique.
- Le WP3 permettra de mesurer des effets globaux sur l'accès aux services de garde d'enfants et les conséquences sur le marché du travail de la stratégie globale de garde d'enfants en France. En effet, celles-ci n'a pas été homogène dans l'espace ni le temps, mettant parfois plus de poids sur l'accueil en gardes collectifs avec prise en charge différenciée des coûts et modes de sélections complexes des enfants, ou parfois au contraire sur le subventionnement public de garde privées, voire individuelles.
- Le WP4 doit permettre d'accroître les connaissances des décideurs publics quant aux politiques visant à réduire les inégalités de genre sur le marché du travail. Ceci est particulièrement important dans l'actualité italienne, où les principaux investissements publics sont actuellement évalués dans le cadre du fonds d'investissement européen pour le plan de relance.

Socio-fiscal Policies Research Group

Project team:

Bruno PALIER



Bruno Palier is Director of research in Political Science at CEE, Sciences Po and former director of LIEPP (2014-2020).

Trained in social science, he has a PhD in Political science, and is a former student of Ecole Normale Supérieure. Currently, he conducts various comparative projects on welfare reforms in Europe.

Sonja AVLIJAŠ



Sonja Avlijaš is Research Associate at LIEPP, Wayne Vuchinich Fellow at Stanford University, and 2020-2022 Marie Skłodowska-Curie

Fellow at Belgrade University's Faculty of Economics. She holds a PhD from the London School of Economics and Political Science. Her research focuses on the impact of economic restructuring on labour markets and welfare states in Eastern and Western Europe.

WHICH POLICIES FOR THE DEVELOPMENT OF KNOWLEDGE-INTENSIVE JOBS?

How does job upgrading take place in the era of technology-driven, knowledge-intensive growth? Can government policy affect how knowledge-intensive employment is generated in an economy? If yes, which institutional and policy mechanisms are used, i.e. which knowledge-intensive growth strategies (or policy mixes) do countries pursue? How have countries which have been particularly successful in catching up via innovation driven expansion of the knowledge economy used government policy to navigate these policy goals? Can we identify different strategies among them? Policies of newcomer countries – Korea, Finland, Ireland and Estonia – are of particular interest for this project because they have been catching up with the more advanced economies through high growth in knowledge-intensive sectors.

These questions are of high policy relevance since a key strategic aim of EU member states is to boost creation of high-wage knowledge-intensive jobs. The aim of this project is to throw light on policy packages, i.e. policy mixes, and identify functional complementarities between institutions that facilitate job upgrading in the knowledge economy.

Four country cases

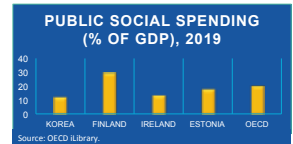
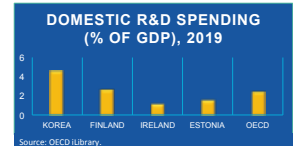


Drivers of innovation

Policy focus on internationalization of innovative domestic companies

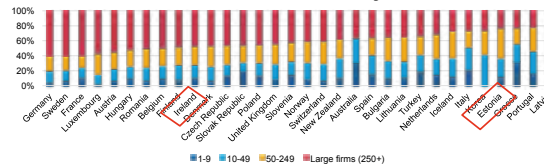
Policy focus on foreign direct investment as source of innovation

Fiscal policy



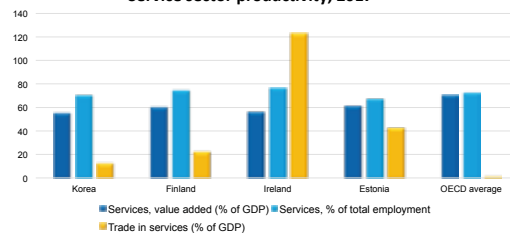
Selected labour market indicators

Share of employment in total business economy by firm size (no. of employees), 2018 or last available year



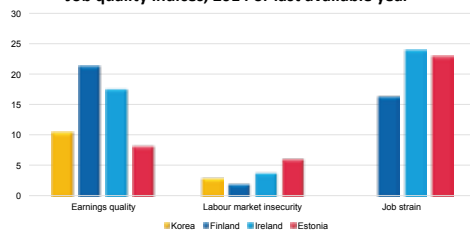
Source: OECD Structural and Demographic Statistics (SIC Rev.4)

Service sector productivity, 2017



Source: World Bank indicators.

Job quality indices, 2014 or last available year



Source: OECD.Stat (from ILOSTAT database). Note: No job strain data available for Korea.

Key findings

- Korea** – Innovation policy focus on manufacturing *chaebols* (large business groups). SMEs in the less productive service sector, where most people are employed (dualized LM). Government support to SMEs abundant, but not focused on innovation – serves to replace the social safety net. Innovation policy not focused on the service economy.
- Finland** – Innovation as a public good, along with social investment. Innovation support for both large firms and SMEs in manufacturing and services, employment is evenly split between the two. Larger firms are more innovative and internationalized.
- Ireland** – Innovation via large MNCs (ICT / fintech) through attractive tax policy and business deregulation. Exclusion of SMEs from innovation policy. Employment evenly split between large firms and SMEs (dualized LM). Liberal WS.
- Estonia** – Innovation via FDI and domestic SMEs (esp. ICT unicorns). Specialisation in exports of dynamic services. World leader in connection of both SMEs and large firms with global innovation networks. Most employment in SMEs. Social investment and safety nets constrained by fiscal and social attractiveness to attract FDI.

Which policies?

The following policies are identified as the most relevant and their interdependencies are explored:

- Innovation policies
- Industrial policies and SME development
- Tax and competition policies
- Public procurement
- Wage bargaining
- Human capital and welfare state

DYNAMIQUES DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA À PARIS

Axe politiques socio-fiscales

Équipe de recherche :

Muriel ROGER

Professeure des universités, chercheuse au Centre d'économie de la Sorbonne à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheuse affiliée au LIEPP. Ses thématiques de recherche s'inscrivent dans le champ de l'économie de la protection sociale.

Michaël ZEMMOUR

Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, co-directeur de l'axe politiques socio-fiscales du LIEPP. Ses recherches portent sur l'économie politique du financement de l'Etat social.

Melika BEN SALEM

Professeure des universités à l'Université Paris-Est Marne la Vallée, chercheuse associée à la Paris School of Economics (PSE). Ses recherches portent sur l'économie du développement.

Aurélien BOYER

Assistant de recherche sur ce projet. Étudiant en master spécialisé en Méthodes Quantitatives pour la Décision Économique et Financière à l'ENSAE.

Partenaires :

Caisse d'Allocations Familiales de Paris



Mairie de Paris



Afin de mieux comprendre et de mieux anticiper les dynamiques des bénéficiaires du RSA à Paris, le projet de recherche vise à mieux comprendre les flux d'entrée et de sortie dans le dispositif du RSA parisien. La recherche vise à dresser une typologie des profils de bénéficiaires, à décrire l'évolution du recours au RSA pour chacun de ces profils dans le contexte de la crise et chercher des éléments objectifs pour chacun des profils sont corrélés à une augmentation des entrées ou des sorties dans les dispositifs. L'étude pourra ainsi produire une présentation hiérarchisée de différents indicateurs sur lesquels la collectivité peut s'appuyer pour anticiper l'évolution du recours au RSA par ces différents publics à moyen terme. Une analyse plus précise est envisageable en tirant partie des nouvelles données du fichier ENIACRAMS construits par la DREES, mais à un horizon temporel plus lointain compte tenu de la date de mise à disposition des données de l'année 2020.

Présentation du projet

La stratégie de recherche consiste à tirer parti des données disponibles pour mieux comprendre et anticiper les trajectoires vers le RSA selon différents types de profils. En effet, les évolutions des flux d'entrée au RSA sont le reflet d'un effet de composition des contributions de différents groupes : personnes en fin de droits au chômage ; entrées directes de personnes issues de l'indépendance ou de l'auto-entreprenariat, jeunes atteignant 25 ans, etc. Le stock des allocataires dépend aussi des sorties dont il va falloir mesurer les évolutions sur la période récente, l'ensemble des flux ayant été fortement impactés par la crise sanitaire.

Le résultat recherché est une liste d'indicateurs que la Ville pourrait suivre pour anticiper les entrées et sorties dans le dispositif du RSA.

Protocole de recherche

Le protocole de recherche peut être présenté en deux parties avec un prolongement envisageable :

1. Analyse de la dynamique du nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle Emploi

➤ **Bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle Emploi** : A priori, les allocataires du RSA inscrits à Pôle emploi (de l'ordre de 40% des bénéficiaires du RSA au niveau national, de l'ordre de 38000 individus en août 2020 à Paris, pour 68000 foyers allocataires à Paris le même mois), constitue une fraction minoritaire mais significative de la population des allocataires. De plus, c'est une population pour laquelle les informations agrégées (statistiques du marché du travail), et micro (données de la Ville de Paris et de Pôle emploi), pourraient permettre de mieux comprendre et anticiper les trajectoires avant l'entrée dans le dispositif du RSA.

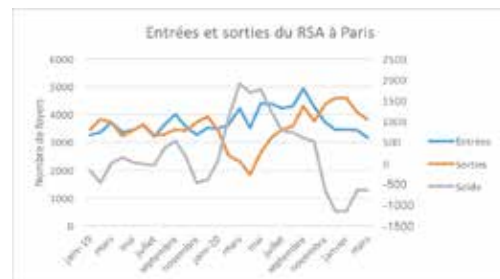
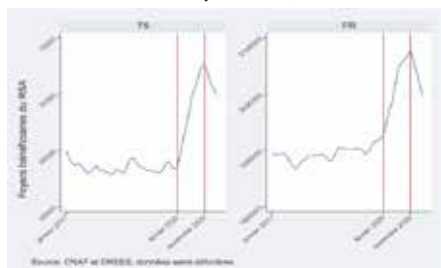
La stratégie consiste à :

- Rechercher des indicateurs avancés de la tendance des entrants (par exemple est-ce que la durée moyenne d'indemnisation chômage, les entrées/sorties du chômage, ou les entrées à l'ASS un mois donné, permettent d'anticiper les évolutions du nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle emploi les mois qui suivent...)
- Comprendre comment évolue la part des bénéficiaires inscrits à Pôle emploi en fonction de la conjoncture
- Sur la base de ces éléments, lister les indicateurs avancés facilement accessibles qui pourraient alimenter un tableau de bord pour anticiper des tendances.

➤ **Autres bénéficiaires du RSA** : La crise sanitaire a entraîné l'inscription au RSA de populations normalement absentes du dispositif comme les auto-entrepreneurs, certains indépendants ou les intérimaires. Des premiers articles portant sur ce constat commencent à être publiés et à donner des chiffres de ces évolutions. En parallèle du travail quantitatif effectué sur les bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle emploi, nous ferons une revue de la littérature déjà existante sur le sujet afin de préparer les travaux de la seconde étape du projet.

- ❖ Le résultat de cette partie sera notamment d'indiquer si les deux groupes de bénéficiaires du RSA suivent une évolution commune, ou des évolutions divergentes et de caractériser rétrospectivement ces dynamiques.

Évolution du nombre de foyers au RSA, Paris et France



Source: CAF de Paris.

Lecture: de février à juin 2020, l'augmentation du nombre de ménages au RSA provient d'un nombre atypiquement faible de sorties du dispositif, et de mai à octobre d'un nombre d'entrées atypiquement haut. De novembre 2020 à mars 2021, la baisse du nombre de foyers bénéficiaires s'explique par un niveau atypiquement faible des entrées, sans doute dû aux dispositifs extraordinaires de gestion de la crise.

2. Mener une étude approfondie des bénéficiaires du RSA

Pour préciser l'analyse menée en première partie, l'analyse de micro-données doit permettre d'étudier les profils individuels des allocataires du RSA.

➤ **Bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle Emploi** : Cette partie consiste à mener l'étude des trajectoires individuelles : trajectoire dans l'emploi et au chômage, trajectoire à Pôle emploi (quelle part d'allocataire est inscrite à Pôle emploi préalablement à la demande de RSA ?, depuis combien de temps ?...), et dans le RSA (entrée, sortie, montant).

➤ **Autres bénéficiaires du RSA** : Comme la précédente, cette partie consiste à mener l'étude des trajectoires individuelles. Les travaux seront effectués sur les données de la base Allstat Fr2 portant sur les allocataires des CAF complétées de l'information sur la date de début d'activité et l'activité professionnelle antérieure afin d'identifier les différents groupes qui composent les allocataires au RSA en fonction de statut de provenance. Ces informations seront mises à notre disposition par la CAF de Paris.

- ❖ La combinaison des résultats obtenus sur les bénéficiaires du RSA inscrits à Pôle Emploi et sur les autres bénéficiaires permettra de proposer un outil de prévision des dépenses s'appuyant sur un modèle de mélange qui rendra compte des effets de composition et des différences dans les tendances des dépenses des différents groupes de population au RSA.

3. Une étude plus précise dans un horizon plus long est envisageable comme prolongement

L'échantillon national interrégimes d'allocataires de compléments de revenus d'activité et de minima sociaux (ENIACRAMS), produit par la DREES permettrait de construire de manière plus précise une typologie complète, une analyse des trajectoires, et un outil de projection des évolutions des populations au RSA.

Axe politiques socio-fiscales

Porteurs du projet :

Pierre BLAVIER

Chargé de recherche CNRS au Clerse, Université de Lille. Ses axes de recherche sont la sociologie économique, budgets de famille, chômage et emploi ainsi que les relations professionnelles et les mouvements sociaux.

Jeanne LAZARUS

Chargée de recherche CNRS au Centre de Sociologie des Organisations (Sciences Po-CNRS). Ses recherches portent sur les relations des individus avec les institutions financières. Elle s'intéresse principalement à la façon dont les États organisent les marchés des produits financiers à destination des particuliers.

Équipe de recherche:

- Julien BLASCO
- Clément CARBONNIER
- Nicolas DUVOUX
- Michaël ZEMMOUR

TRAJECTOIRES DE PAUVRETÉ : PROFILS, DÉTERMINANTS ET CONSÉQUENCES

PERSPECTIVES FRANÇAISE ET EUROPÉENNES

Ce projet de recherche vise à actualiser et enrichir la connaissance des dynamiques de pauvreté, exploitant l'enquête de Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie (SRCV, INSEE), son volet européen (EU-SILC), et l'échantillon démographique permanent (EDP). Plus précisément, il s'agit de mieux comprendre les phénomènes de pauvreté passagère, récurrente et persistante dans une perspective comparative au sein de l'Union européenne. Cette recherche doit permettre d'appréhender les formes de trajectoires de pauvreté – monétaire et en conditions de vie – en distinguant celles durables et intenses (cumul des difficultés) à celles de plus courte durée. Sont aussi abordés les ordres de grandeur, les déterminants et les conséquences de ces différentes trajectoires de pauvreté. Ceci devrait permettre de produire un état des lieux empiriquement étayé des trajectoires de pauvreté à l'époque contemporaine, et déboucher sur différentes orientations de politiques publiques en la matière.

Questions de recherche

Ce projet de recherche porte sur les trajectoires de pauvreté - en termes monétaires et en conditions de vie - et vise à investiguer **dans quelle mesure la pauvreté est durable/épisodique/jamais connue et quels sont les déterminants de ces trajectoires** à la fois conjoncturels (séparation, perte d'emploi, endettement ...) et structurels (diplôme, statut d'occupation du logement, ...). Il vise à mieux connaître à la fois les fluctuations des revenus et de suggérer des aides publiques adaptées à cette composition de la pauvreté (ordres de grandeur) selon quelle est persistante ou transitoire.

La définition de la pauvreté elle-même pourra se trouver enrichie par cette recherche. La sociologie de la pauvreté a montré que les catégories de mesure de la pauvreté sont le fruit d'une histoire politique et militante qu'elles nourrissent en retour (Viguié, 2020). Le caractère interdisciplinaire de cette recherche permettra d'enrichir les questionnements sur la mesure de la pauvreté et de multiplier les angles de son analyse.

Méthodologie et hypothèses

Il existe un enjeu au sujet de la modélisation des trajectoires de pauvreté puisque la littérature mobilise une assez large variété de méthodes : modèles de panel (Fall et al., 2010 ; Missègue et al., 2012 ; Lollivier, Verger, 2005), de durée (Andriopoulou et al., 2016), d'« event history » (Steele, Goldstein, Browne, 2004 ; Manzoni, 2012), de classes latentes (Vandecasteele, 2009), ou même de chaînes de Markov.

En l'état, aucune ne semble l'emporter sur les autres, elles ont chacune leurs avantages et leurs inconvénients. La principale distinction concerne les techniques plus descriptives versus modèles économétriques, bien que cette opposition soit discutable. Les premières permettent de mieux « voir » les données, ce qui rend les trajectoires plus concrètes mais peut nuire à la montée en généralité, alors que les secondes sont plus inférentielles, testant des hypothèses, mais au prix d'une plus grande prise de distance vis-à-vis des trajectoires observables (modèles abstraits).

L'objectif du projet est donc d'**articuler analyses de séquences et modélisations de transition d'entrée et sortie de pauvreté**. Cette étude permettra ainsi une meilleure compréhension de la pauvreté et d'éventuelles spécificités de la situation française, en particulier en ce qui concerne certaines franges de la population.

D'après nos analyses exploratoires, une part non-négligeable de ménages français est susceptible de connaître un ou des épisodes de pauvreté passagère (quelques mois, une année), sans pour autant être dans des dynamiques de pauvreté durables telles qu'elles avaient pu être identifiées dans les années 1990 (Paugam, 1991 ; Castel, 2006).

État d'avancement du projet

Un premier document de travail a été produit avec trois parties :

1. présenter des éléments de problématisation, en s'appuyant sur une revue de la littérature des recherches sur pauvreté saisie de manière longitudinale,
2. « mettre à plat » le volet longitudinal des données SRCV, c'est-à-dire à explorer la constitution du panel : comment est-il constitué ? Quels en sont les effectifs ? De quel ordre de grandeur est l'attrition ? Dans quelle mesure a-t-elle été sélective ?
3. aborder l'étude des trajectoires de pauvreté proprement dite (formes, ordres de grandeur, modélisation des transitions d'entrée et sortie).

Dimension interdisciplinaire

Le projet est foncièrement interdisciplinaire car la thématique se situe à la croisée de la sociologie et des sciences économiques, avec de solides contributions des deux disciplines, qui dialogueront tout au long du processus de recherche.

Ce projet d'étude a pour but de faire dialoguer les différentes littératures disciplinaires afin de mieux comprendre les trajectoires des ménages en lien avec la pauvreté.

- En amont du travail statistique, la mise en discussion de ces approches et problématiques issues de différentes disciplines permettra de façonner les questions de recherche qui seront testées sur les bases de données longitudinales.
- En aval du travail statistique, l'interprétation des résultats puisera des modèles explicatifs dans ces différents corpus théoriques et permettra en retour de les enrichir.

Contribution à l'évaluation des politiques publiques

Le projet contribue à l'évaluation des politiques publiques car étonnamment les trajectoires de pauvreté ne sont pas encore très bien connues, comme en témoigne l'actuel développement d'une littérature internationale à ce sujet.

Or notre approche empirique vient nuancer l'idée d'une pauvreté qui serait nécessairement durable et profonde avec un cumul de difficultés sociales. Celle-ci existe et focalise l'attention des politiques publiques contemporaines de lutte contre la pauvreté, mais cela ne doit pas faire oublier qu'il existe aussi des formes de pauvreté moins longues. Pour autant, ces dernières ne sont pas sans conséquence pour les individus concernés, notamment en termes d'inégalités de genre.

Établir un meilleur état des lieux quantifié du continuum qui relie ces deux formes de la pauvreté jettera un nouveau regard sur les politiques publiques dans ce domaine.

SciencesPo

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES



PROJETS HORS AXE



www.sciencespo.fr/liepp

BETTER ALONE? EVIDENCE ON THE COSTS OF INTERMUNICIPAL COOPERATION

Clémence TRICAUD



Assistant Professor in economics at UCLA Anderson, and Research Affiliate of the Centre for Economic Policy Research. PhD from CREST-Ecole Polytechnique.

Research interests: public economics, political economy, urban economics and applied microeconomics.

Publications

Articles:

Pons, V., Tricaud, C. (2018). Expressive voting and its cost: Evidence from runoff with two or three candidates. *Econometrica*, 86(5), 1621-1649.

Working papers:

Tricaud, C. (2021). Better Alone? Evidence on the Costs of Intermunicipal Cooperation

Pons, V., Tricaud, C. (2020). The Large Effects of a Small Win: How Past Rankings Shape the Behavior of Voters and Candidates. *NBER Working paper* n°26599.

While central governments encourage intermunicipal cooperation to achieve economies of scale, municipalities are often reluctant to integrate. This paper provides new evidence on the factors explaining municipalities' resistance by exploiting a 2010 reform in France that forced non-integrated municipalities to enter an intermunicipal community. Using a difference-in-differences strategy, I assess the causal impact of integration on resisting municipalities. Comparing the effects with what experienced municipalities that instead chose to integrate before the law, I can identify the local consequences explaining why resisting municipalities opposed integration in the first place. I first find that municipalities forced to integrate experienced a 12.5 percent increase in the number of building permits delivered per year. This impact is driven by high-demand urban municipalities, consistent with NIMBYism explaining their resistance to integration. Second, I find that rural municipalities ended up with fewer public service facilities within their territory. Additional results suggest that these costs are sufficiently high to offset the benefits of integration in terms of better access to public transport and higher fiscal revenues.

Institutional setting

Intermunicipal cooperation in France

France is divided into about 36,000 municipalities which makes it the most fragmented European country. In the 1970's, the French government tried but failed to merge municipalities. Instead, it promoted the creation of intermunicipal communities (IC), allowing neighboring municipalities to jointly finance and provide public services. Municipalities share two main policies, over which losing autonomy can be costly. First, ICs are in charge of urban planning and thus decide where and how much to build in each member municipality. Second, ICs decide over the location of public service facilities.

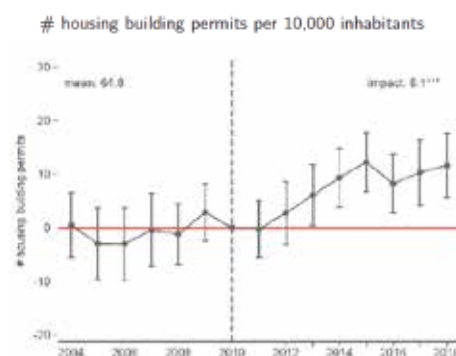


The 2010 law
In 2010, a new law passed requiring all municipalities to be part of an intermunicipal community. It forced the 5% isolated municipalities (~1,600) to enter an IC. The map below shows the geographic distribution of municipalities: the ones in red are the municipalities forced to enter an IC in 2010, municipalities in blue were instead already part of an IC in 2010, and the gray areas are municipalities excluded from my sample (law exceptions in particular).

Empirical strategy

Difference-in-Differences

I compare before and after 2010, municipalities forced to integrate (treatment group) to municipalities already part of an IC before the law (control group). Under the common trend assumption, any changes in trajectory between these two groups after 2010 can be interpreted as the causal impact of forced integration on treated municipalities. The absence of pre-trends in the graphical evidence provides support for the identification strategy.



Main results – urban planning

Municipalities forced to enter an IC experienced an increase of 12.5% in the number of building permits delivered per year, on average. Supporting the fact that this is a cost of integration, I show that municipalities that instead voluntarily integrated did not experience a similar increase in their housing supply following integration. Hence, only municipalities that did not want to join an IC faced a large increase in construction. Moreover, the impact is driven by densely-built and high-demand municipalities, and is the strongest for urban municipalities located in the core of their urban area, the closest to the employment center (+38,3%). In contrast, the impact on housing is not stronger for municipalities whose neighbors are more different (in terms of income for instance), nor for municipalities where the share of homeowners is particularly large. Altogether, these results suggest that NIMBYism ("Not In My BackYard") accounts best for urban municipalities reluctance to integrate.

Conclusion

This paper provides evidence that opposition to integration is driven by actual consequences of integration, beyond political or ideological considerations. Given that most forms of integration imply sharing urban planning policies and public services, these findings could help policymakers implement consolidation policies more effectively. This paper also stresses the consequences of changing the scale of the decision making. In particular, I show that transferring housing and zoning policies to a higher level helps overcome housing regulations.

A Cross-verified Database of Notable People, 3500BC-2018AD

Project team:

Palaash BARGHAVA



Palaash Barghava is a graduate student in the department of Economics at Columbia University. His research interests are geared towards exploring

the influence of networks, culture and non-standard economic preferences on individual labour outcomes and aggregate institutions.

Jean-Benoît EYMÉOUD



Jean-Benoît Eyméoud is an Economist at Banque de France and fellow at LIEPP. He received his PhD in 2018 from Sciences Po under the supervision of Etienne

Wasmer. His research lies in urban and political economics with a focus on housing, labor and discrimination issues.

Olivier GERGAUD



Olivier GERGAUD is a senior professor of Economics at KEDGE Business School. His main research interests are Economics of Pro-social Behavior, Cultural Economics

Celebrities), Restaurant and

Wine (Economics, Environmental Economics, Behavioral Finance (Hedge Funds, Betting) and Sports Economics (Cycling, Football).

Morgane LAOUËNAN



Morgane Laouénan is a CNRS researcher at the Centre d'Economie de la Sorbonne and co-director of the LIEPP discrimination and category-based policies research group. She is specialized in Labor

Economics and Applied Microeconomics. Her research focuses on discrimination in labor markets.

Guillaume PLIQUE



Guillaume Plique joined the Medialab (Sciences Po) in 2013 as Research Engineer. He assists social sciences

researchers with the

lab's various projects and help them regarding methodology.

Etienne WASMER



Etienne Wasmer is Professor of Economics at New York University Abu Dhabi (NYUAD). He was co-director of LIEPP between 2011 and 2017.

His main research interests lie in labour economics, macroeconomics, search theory and urban economics.

We add to the literature on notable individuals by collecting first a massive amount of data from various editions of Wikipedia and Wikidata along with deduplication techniques; and then using these partially overlapping sources to cross-verify each retrieved information. This strategy results in a cross-verified database of 2.3 million individuals, including a third who are not present in the English edition of Wikipedia. We adopt a social science approach: data collection is driven by specific social questions on gender, economic and cultural development and quantitative exploration of cultural trends.

Context

A new strand of literature has emerged that attempts to build the most comprehensive and accurate database of notable individuals. Two recent projects by Schich et al. (2014) and Yu et al., (2016) particularly influenced our work.

We collect a massive amount of data from various editions of Wikipedia and Wikidata. Using deduplication techniques, we cross-verify each retrieved information. For some variables, Wikipedia adds 15% more information when missing in Wikidata. We find very few errors in the part of the database that contains the most documented individuals but nontrivial error rates in the bottom of the notability distribution, due to sparse information and classification errors or ambiguity.

Data collection

We consider two main sources of information: Wikidata and Wikipedia (7 language editions).

Wikipedia: we analyze the source code of each Wikipedia biography to extract the following information: birth and death (date and location), main occupations, gender and citizenship.

Wikidata: we use the "instance of humans" category to figure out a sample of individuals in this universe. We collect the same information as in Wikipedia along with the Q code (identifier) of the individual.

Merging: we use this feature to improve the reliability of each information extracted from both sources. We develop and use a series of algorithms to i) come up with a relevant sample of humans, ii) eliminate duplicate biographies, iii) detect systematic errors contained either in Wikipedia or Wikidata and correct them.

Domains of influence

Discovery/Science

- Academia (research, historian, scientist, academic, ...)
- Explorer (engineer, explorer, inventor, sailor, pioneer, ...)

Culture

- Core (actor, writer, painter, singer, music, ...)
- Periphery (journalist, architect, designer, presenter, ...)

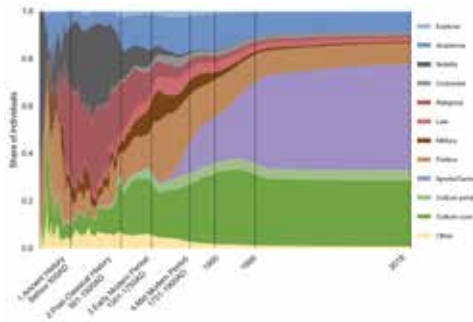
Leadership

- Politics (politician, activist, trade unionist, etc.)
- Military (military, officer, commander, soldier, army, etc.)
- Law (lawyer, diplomat, judge, jurist, civil service)
- Nobility (aristocrat, noble, king, sovereign, monarch, etc.)
- Religious (priest, prelate, rabbi, missionary, bishop, etc.)
- Corporate leadership (business, entrepreneur, bank, etc.)

Sports/Games

Other: Worker (farmer, librarian, musher, ...) + Family (son, wife, father,...) + Misc. (esperantist, criminal, philanthropist,...)

Share of individuals, breakdown by domain of influence



Language groups

English language : individuals with at least one biography in the English edition of Wikipedia;

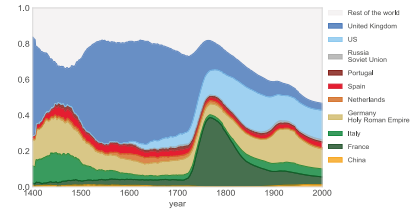
Western non-English : individuals with a Wikipedia biography in at least one of the Western languages but absent from the English edition.

Western, non-English editions are dominated by Culture and Politics and individuals from continental Europe (mostly Germany, France and Sweden) while the English edition is dominated by Sports, Culture and UK and US citizens.

Documenting key historical periods

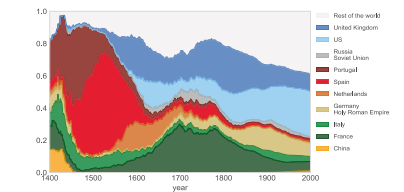
French and American Revolution (category: "politics")

The share of French and US politicians has been rising in a significant way around and after the end of the 18th century (creation of the new independent nation of the USA, French revolution)



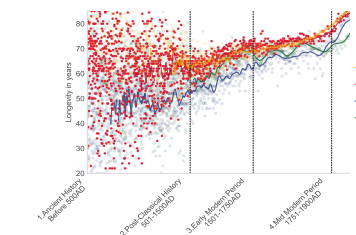
Age of discovery & European exploration (category: "explorer, inventor, developer")

It illustrates the end of the Chinese exploration period which lasted until the 15th century followed by the European age of discovery and explorations conducted by Portugal and Spain in the 15th and 16th centuries.



Median longevity...

... is lower for individuals in military and nobility, compared to academia and religion. Concerning nobility, the death of noble children drives down the median life expectancy of this category.



Covariance matrix ellipses and barycenters of birth places (Before 500AD to 1751-1900)



ÉTUDIER LES INTERACTIONS ENTRE LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Responsables du projet :

Guillaume CHAPELLE

Guillaume est Professeur Assistant à l'Université de Cergy-Pontoise où ses recherches portent principalement sur l'économie urbaine, l'économie du logement et l'évaluation des politiques publiques.

Jean-Benoît EYMEOUD

Titulaire d'un doctorat en économie de Sciences Po, Jean-Benoît est économiste à la Banque Centrale du duché de Luxembourg. Il est spécialiste de l'économie du travail, l'économie urbaine et l'utilisation des données massives.

Julien PASCAL

Titulaire d'un doctorat en économie de Sciences Po, Julien est économiste à la Banque Centrale du duché de Luxembourg. Il est spécialiste de l'économie du travail et a réalisé plusieurs études sur le fonctionnement des marchés immobiliers.

Morgan UBEDA

Ayant effectué une thèse en économie urbaine à l'Université de Lyon sous la direction de Pierre Philippe Combes, Morgan est post doctorant au LIEPP et spécialiste de la modélisation économétrique du fonctionnement des agglomérations.

Le LIEPP et la Société du Grand Paris ont signé un nouvel accord visant à approfondir les résultats d'une étude précédente (Bono et al. 2017). Dans ce nouveau volet de l'étude, deux dimensions seront approfondies. Une première partie visera à comprendre comment l'amélioration des infrastructures de transport peut diminuer le salaire de réserve des salariés et ainsi augmenter l'offre de travail. Ces résultats seront ensuite combinés dans un modèle plus global afin de mesurer l'impact net d'une infrastructure telle que le Grand Paris Express à la fois sur l'offre et la demande de travail. La seconde partie visera à étudier la dynamique des villes afin de comprendre comment l'élasticité de l'offre de logement influera sur les dynamiques de croissances urbaines générées par ces nouvelles infrastructures de transport.

Contexte

Le Grand Paris Express

La puissance publique a entrepris de créer un ambitieux réseau de transport, le Grand Paris Express (GPE) qui reliera les nouveaux pôles économiques, les aéroports, les gares de TGV et le centre de l'agglomération parisienne.

Impact attendu sur le marché de l'emploi

D'un point de vue économique, le GPE devrait favoriser les économies d'agglomération et donc la productivité des entreprises en accentuant la concentration des agents économiques sur le territoire. Il devrait également réduire le salaire de réserve des travailleurs en réduisant leurs coûts de transport. Ainsi, le GPE pourrait améliorer le fonctionnement du marché du travail et générer de nouveaux emplois. L'impact de l'amélioration des infrastructures de transport et la baisse des coûts de transport sur la demande de travail et la productivité des entreprises a fait l'objet du précédent rapport. En revanche leur impact sur l'offre de travail émanant des salariés est moins connu. Il est également difficile d'anticiper la manière avec laquelle ces deux effets peuvent se conjuguer.

Le défi du logement

Par ailleurs, si une amélioration des infrastructures de transport peut se traduire par un regain d'attractivité de la ville et une croissance de sa population, ces dynamiques peuvent être freinées par une augmentation des prix de l'immobilier. Ainsi, la capacité du GPE à stimuler la croissance d'une agglomération telle que l'Île de France dépend également de l'élasticité de l'offre de logement. Cette étude vise à approfondir nos connaissances sur l'élasticité de l'offre de logement francilien afin d'en déduire les implications sur les effets attendus du GPE.

Comprendre l'impact du GPE sur l'offre de travail

Dans ce nouveau volet, il s'agira d'endogénéiser le salaire de réserve des travailleurs afin que leur décision de travailler dépende des coûts de transport. Deux approches seront poursuivies :

D'une part, l'expérience naturelle étudiée dans Pascal (2021) offre à la fois une source d'identification et un cadre théorique afin de comprendre la réponse des salariés à une diminution des coûts de transport. Nous étendrons donc ce modèle au cas du GPE.

D'autre part, il s'agira d'intégrer dans le modèle d'équilibre urbain développé dans Ubeda (2021) la décision des travailleurs de travailler en fonction des caractéristiques de leur lieu de vie. L'intégration de ce modèle de décision dans un modèle urbain plus standard permettra de modéliser l'impact net d'une baisse des coûts de transport sur l'agglomération sur l'emploi en prenant à la fois en compte son impact sur les entreprises et donc l'offre de travail et sur le salaire de réserve des salariés et donc sur la demande de travail.

Estimer l'élasticité de l'offre de logement francilien et modéliser les dynamiques de transition

Le modèle développé dans Chapelle, Wasmer et Bono (2021) avait mis en lumière le fait que l'impact sur l'emploi d'une infrastructure telle que le GPE dépendait cruciallement de la réaction du marché du logement à l'amélioration de son attractivité. Dans cette étude nous poursuivrons les estimations menées par Chapelle et Eyméoud (2018) afin d'estimer l'élasticité de l'offre de logement de la région francilienne. Ces estimations seront par la suite intégrées dans un modèle de stock flow afin de comprendre et de simuler les dynamiques de transition.

Références

- Bono, Pierre-Henri, Guillaume Chapelle, Camille Urvoy, Florian Oswald et Etienne Wasmer. 2017. *Impact du Grand Paris Express sur le marché du travail et le marché du logement*. Rapport technique.
- Chapelle, Guillaume, et Jean-Benoit Eyméoud. 2018. *The housing supply elasticity and the cost of agglomeration*. Rapport technique. mimeo.
- Chapelle, Guillaume, Etienne Wasmer et Pierre-Henri Bono. 2021. "An urban labor market with frictional housing markets: theory and an application to the Paris urban area". *Journal of Economic Geography* 21 (1) : 97-126.
- Pascal, Julien. 2021. "Spatial equilibrium and commuting costs". *Sciences Po mimeo*.
- Ubeda, Morgan. 2021. "Local Amenities, Commuting Costs and Income Disparities Within Cities". GATE, Université de Lyon, mimeo.

SciencesPo

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES



DOCTORANTS, POST-DOCTORANTS



LIEPP_ScPo

www.sciencespo.fr/liepp

Post-doctorant

Alexis AULAGNIER



Alexis Aulagnier est docteur en sociologie (CSO/LIEPP). Il est post-doctorant au Centre Émile Durkheim (IEP de Bordeaux).

Il travaille avec Andy Smith et Daniel Compagnon sur le projet Apclimter, qui s'intéresse à l'échelon local des politiques climatiques et environnementales.

Bibliographie

Bergeron, H., Castel, P., Dubuisson-Quellier, S., Lazarus, J., Pilmis, É.N. et O., 2018. *Le biais comportementaliste*. Presses de Sciences Po.

Bosc, C., Arrignon, M., 2020. *Les transitions agroécologiques en France: enjeux, conditions et modalités du changement*. Presses universitaires Blaise Pascal.

Cornu, P., 2014. *La recherche agronomique française dans la crise de la rationalité des années soixante-dix: terrains et objets d'émergence de la « systémique agraire »*. Histoire de la recherche contemporaine. La revue du Comité pour l'histoire du CNRS 154-166.

Dubuisson-Quellier, S., 2016. *Gouverner les conduites*. Presses de Sciences Po.

Frickel, S., Gibbon, S., Howard, J., Kempner, J., Ottinger, G., Hess, D.J., 2010. *Undone Science: Charting Social Movement and Civil Society Challenges to Research Agenda Setting*. Science, Technology, & Human Values 35, 444-473.

Guichard, L., Dedieu, F., Jeuffroy, M.-H., Meynard, J.-M., Reau, R., Savini, I., 2017. *Le plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France: décapage d'un échec et raisons d'espérer*. Cahiers Agricultures 14002.

Levidow, L., Pimbert, M., Vanloqueren, G., 2014. *Agroecological Research: Conforming—or Transforming the Dominant Agro-Food Regime?* Agroecology and Sustainable Food Systems 38, 1127-1155.

Méthodologie

Une approche par l'instrumentation de l'action publique à un niveau national : un intérêt pour les instruments mis en œuvre dans l'objectif de réduire la consommation de pesticides et la succession de ces instruments.

Entretiens semi-directifs

Entretiens menés avec l'ensemble des parties prenantes engagées dans le plan.

Observation

Observation de groupes de travail gérés par l'administration ou le cabinet du ministère de l'Agriculture, comités d'experts...

Travail d'archives

Mobilisation de littérature grise et d'archives administratives dans un souci de reconstitution de séquences longues.

Des « systèmes » insaisissables ? Tensions épistémiques au sein d'un plan de réduction de la consommation de pesticides

En 2008 a été lancé en France suite au Grenelle de l'Environnement le plan Ecophyto. Ce plan visait à réduire de 50% en dix ans la consommation de pesticides dans l'agriculture française. Dix ans après sa mise en place, les résultats ambitieux ne sont pas au rendez-vous puisque la consommation de pesticides a globalement augmenté sur le territoire français. Malgré cet échec, ce plan apparaît comme un laboratoire des politiques agricoles à partir du moment où elles répondent à des injonctions environnementales, et non plus à un impératif de productivité et de modernisation. Il met notamment en jeu des transformations dans le recours de l'action publique à la recherche agronomique.

Une impossible instrumentation des approches systémiques ?

L'histoire du plan Ecophyto est traversée par une tension entre deux approches de la discipline agronomique, porteuses de prescriptions très différentes en matière de gouvernement de l'agriculture :

- Des approches « analytiques », dans lesquelles l'exploitation et la pratique agricole sont décomposées en différents facteurs à étudier (la plante, le sol, la pratique de l'agriculteur). On peut agir sur ces facteurs considérés isolément les uns des autres.
- Des approches « systémiques », dans lesquelles l'accent est mis sur les interactions entre ces facteurs. C'est sur l'exploitation prise comme un système qu'il faut agir. Cette approche de l'agronomie a été développée en contestation de la modernisation agricole dans les années 1970 entre l'Institut national de recherche agronomique (INRA) et l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (INA-PG) (Cornu, 2014)

Les approches systémiques occupent une place importante dans les premiers temps du plan, notamment dans le cadre d'un travail d'expertise commandé par le ministère de l'Agriculture à l'INRA dans l'objectif qui légitime les objectifs du plan (Ecophyto R&D, 2010). Les conclusions de cette étude, qui mobilise les connaissances de disciplines diverses (agronomie, sciences humaines, phytopathologie) sont sans appel : pour atteindre les objectifs du plan, des transformations systémiques des exploitations sont nécessaires.

Alors que la mobilisation de telles approches est affirmée, cette centralité est remise en cause quelques années après le lancement du plan avec un intérêt marqué des pouvoirs publics pour des leviers d'action éloignés des prescriptions systémiques :

- Développement et diffusion des solutions de biocontrôle, qui sont des produits commerciaux qui viennent se substituer aux pesticides
- Promotion de pratiques économes standardisées via un enrôlement des distributeurs de pesticides (dispositif dit des Certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques (CEPP))



Ce revirement est attribué par les défenseurs des approches systémiques à un manque de volontarisme politique, voire à une capture de l'action publique par des intérêts privés (Guichard et al., 2017). Ces chercheurs font de la non-instrumentation des approches systémiques le symptôme d'un manque d'ambition et de combativité des pouvoirs publics. L'observation de la mise en œuvre de ces instruments révèle une situation plus nuancée.

- Alors même que la promotion de méthodes de biocontrôle comme stricts substituts aux pesticides est mise en avant dans un premier temps par les pouvoirs publics, on assiste à une volte-face dans la communication du ministère, qui lie l'usage de ces solutions à de nécessaires transformations systémiques dans les exploitations (Blanchet et al. 2016)
- Les experts engagés dans la construction du dispositif des CEPP portent la nécessité d'engager un travail de reconception des systèmes, alors que cet instrument a pour objectif la diffusion de pratiques économes standardisées.

On assiste à un « éternel retour » des ambitions systémiques, portées au sein même d'instruments qui ne s'inscrivent pas à l'origine dans ces approches. L'enjeu est alors de mieux comprendre pourquoi est-ce que les connaissances systémiques peinent à être instrumentées

Pour une étude des « affinités électives » entre connaissances et exercice de l'action publique

La mobilisation de deux ensembles de littérature permet de venir éclairer les mécanismes qui permettent de mieux saisir la disqualification des connaissances systémiques dans le cadre du plan Ecophyto :

- Un ensemble de travaux expliquent les phénomènes de « production d'ignorance » en déplaçant le regard des stratégies intentionnelles vers des facteurs structurels (Frickel et al., 2010). Ces travaux mettent en avant le rôle des routines administratives, des contraintes organisationnelles dans l'invisibilisation de connaissances.
- Des travaux en sociologie de l'action publique documentent les rapports d'affinité entre des politiques publiques et le recours à des corpus scientifiques. Le recours croissant aux sciences comportementales dans l'action publique a été expliqué par la vision individualisante voire dépolitisante des problèmes publics dont sont porteuses ces connaissances (Bergeron et al., 2018). Les travaux sur le gouvernement des conduites montrent comment la réduction de l'action des individus à des conduites économiques qu'il devient possible d'orienter fonctionne comme une ressource dans la fabrique des politiques publiques (Dubuisson-Quellier, 2016).

Tout au long de l'histoire du plan Ecophyto, deux points de friction récurrents permettent de mieux comprendre la difficulté à instrumenter les connaissances systémiques :

1. La réduction de l'action de l'agriculteur à des pratiques économes. Les approches analytiques sont porteuses d'une possibilité : l'identification de pratiques économes à l'efficacité considérée « toutes choses égales par ailleurs ». Les agronomes systémiques, à des degrés divers, refusent de discrétiser l'action des agriculteurs. Ils mettent l'accent sur l'interaction entre pratiques et mettent en avant la difficulté à évaluer et assurer l'efficacité d'une pratique hors d'un contexte culturel. La mobilisation d'approches analytiques forme une ressource argumentative importante pour les pouvoirs publics dans un contexte d'opposition. Elle leur permet notamment de formuler des « promesses technologiques » (Joly, 2013) ou de réactiver un imaginaire diffusionniste de la recherche agronomique publique. Alors que le plan est régulièrement attaqué par ses opposants pour son manque de réalisme, la représentation de la pratique contenue dans les approches analytiques offre un appui de taille pour les acteurs en charge du plan.

2. La place accordée aux intermédiaires des politiques agricoles. Les approches analytiques produisent une vision minimaliste du rôle des intermédiaires, qui apparaissent comme des prescripteurs de solutions de substitution ou de pratiques économes standardisées. Les approches systémiques s'appuient sur une représentation plus complexe du rôle de ces intermédiaires. Ils doivent être des conseillers d'excellent niveau, en mesure de porter des transformations systémiques par un accompagnement serré de l'agriculteur. L'état des relations entre les acteurs en charge du plan et les intermédiaires rend difficile les coopérations dans lesquelles s'incarnent les connaissances systémiques. D'une part, les rapports avec les représentants des intermédiaires du service public (chambres d'agriculture) sont tendus. D'autre part, on constate une absence historique de coopération avec les intermédiaires du secteur privé (distributeurs) et une méconnaissance des interactions entre ces professionnels et les agriculteurs. Enfin, des transformations organisationnelles ont lieu à partir de la fin des années 2000 au sein du ministère de l'Agriculture et de ses services en région qui distendent les liens avec l'ensemble de ces intermédiaires. Alors que les approches systémiques nécessitent des coopérations étroites avec les intermédiaires des politiques agricoles, celles-ci son difficilement envisageables pour les acteurs administratifs en charge du plan.

En identifiant les « affinités électives » ou *a contrario* les zones de friction qui s'expriment à l'interface des sciences et de leurs usages politiques, l'ambition est de ne pas naturaliser une impossibilité du recours aux connaissances systémiques. En développant une approche compréhensive de l'action publique, l'objectif est de mieux comprendre une tension qui traverse le champ intellectuel de l'agroécologie (Levidow et al., 2014 ; Arrignon et Bosc, 2020) et de documenter les mécanismes qui expliquent la difficile instrumentation de ces connaissances.

ORGANISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ FRANÇAIS ET GESTION DE CRISE SANITAIRE

Post-doctorante

Anne MOYAL



Docteure en sociologie
Post-doctorante affiliée au Centre de Sociologie des Organisations (CSO) et au LIEPP.

Parcours académique :

- Thèse de Sociologie, IEP de Paris (2021)
- Master 2, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (2012)
- Master 2, Sciences Po Paris, Collège & École de la communication (2011)

Expériences professionnelles :

- 2012-2015 : Consultante spécialisée dans l'organisation du système de santé, cabinet Acsantis
- 2011-2012 : Consultante junior en politiques publiques, cabinet Dual-Conseil

Publications :

- Moyal Anne (2020), L'exercice pluriprofessionnel en MSP : une division du travail sous contrôle médical, *Revue française des affaires sociales*, 1, 103-123.
- Moyal Anne (2019), Rationalisation des pratiques professionnelles en maisons de santé pluriprofessionnelles : le paradoxe d'un exercice libéral sous contraintes, *Revue française de science politique*, 69(5), 821-843.
- Moyal Anne, Bergeron Henri (2019), *Quel avenir pour l'organisation des soins primaires en France ?*, Presses de Sciences Po (en ligne).

Les travaux d'Anne Moyal portent sur le système de santé français, à la fois sur son organisation – fruit de logiques politiques, institutionnelles et professionnelles ancrées dans le temps long – et sur les effets récents et actuels de la crise sanitaire du Covid-19.

Organisation des soins et rationalisation des pratiques professionnelles dans le secteur ambulatoire libéral

Anne a soutenu une thèse en 2021 s'intitulant « Une liberté sous contraintes ? Rationalisation des pratiques des professionnels libéraux de soins primaires en Maisons de Santé Pluriprofessionnelles en France » (sous la direction d'Henri Bergeron, directeur de recherche CNRS).

Cette thèse étudie les effets d'un **nouvel instrument incitatif et contractuel** d'organisation du secteur ambulatoire libéral, les Maisons de Santé Pluriprofessionnelles (MSP). Introduites par la loi HPST de 2009, ces organisations qui regroupent des professionnels libéraux médicaux et paramédicaux, sont présentées par l'État et une part croissante de professionnels libéraux comme une des principales réponses au **problème des « déserts médicaux »** en France, car elles permettent d'attirer de jeunes médecins généralistes sur des territoires sous-dotés et de faciliter les transferts de tâches vers d'autres professionnels.

Cette thèse montre que si l'instrument MSP participe d'un **mouvement général d'encadrement et de rationalisation des pratiques professionnelles**, il est **approprié et décliné localement par les professionnels de santé** – au premier rang desquels les médecins généralistes. À travers une analyse sociologique qualitative aux niveaux national et local, dans 6 MSP, la thèse démontre que **les professionnels de santé libéraux parviennent à maintenir leur autonomie en s'appropriant les nouvelles procédures de rationalisation**, non seulement pour en limiter la contrainte mais aussi pour en faire une nouvelle ressource permettant de faire évoluer les pratiques. Elle analyse par ailleurs que le contexte organisationnel crée des **situations de coopération inédites** entre professionnels médicaux et paramédicaux qui s'accompagnent d'une **reconfiguration des territoires professionnels dans les organisations**.



CrisOrg : Organisations en crise et Covid-19



Contexte : Dans le cadre de l'appel à projets recherche-action sur le Covid-19 de l'ANR, le projet CrisOrg propose d'étudier, aux échelons national et local, les effets de la crises sanitaire sur différentes organisations qui participent à la prise en charge et au suivi des patients Covid, au suivi des patients non-Covid et à la prévention et la protection de la population plus largement.

Cette recherche est portée par Olivier Borraz (directeur de recherche CNRS) et regroupe 12 chercheurs du CSO, du LATTs, de l'IRDES, du laboratoire Triangle et de l'Université de Strasbourg, dont deux post-doctorantes (Servane Gueben-Veniere et Anne Moyal).

Méthodologie : Enquête qualitative par entretiens semi-directifs et analyse documentaire auprès de trois ensembles d'organisations (1/ gouvernement et administrations centrales, 2/ institutions régionales et locales, 3/ acteurs de terrain) ; analyse du réseau d'acteurs impliqués dans la gestion de crise.

Avancement : L'enquête a démarré en mars 2021 et s'étendra sur 12 mois. Les premiers résultats seront partagés ultérieurement.

ESSAYS ON THE ECONOMICS OF DEMOCRACY

Doctoral student

Edgard DEWITTE



I am a PhD Candidate in Economics at *SciencesPo Paris*, working under the supervision of Julia Cagé, and affiliated to the LIEPP "Evaluation of Democracy" research group.

My thesis, *Essays on the Economics of Democracy*, explores issues at the crossroad of Political Economy and Economic History.

Before trying to be an economist, I graduated with a MA in Anthropology from the *London School of Economics*; and with a triple BA (Business Engineering, Philosophy, Anthropology) from the *Université Libre de Bruxelles*.

Behind this ambiguous title, my thesis regroups different projects that have in common the creation and econometric analysis of large historical databases, in order to improve our understanding of modern western democracies. Who selects into politics and why? How does money influences electoral outcomes? How are political misperceptions formed? How can coercive political authorities harm the development of ideas? Bringing these topical questions into a long-run perspective is not only informative on purely descriptive aspects, it also provides interesting historical experiments that can be exploited to identify new causalities.

Money and Identity in Modern British Politics (with Julia Cagé)

The UK is one of the oldest and most stable democratic system of western countries. In this project, we rely on the wealth of archival sources around it to build a new exhaustive dataset of UK General Election candidates' campaign spending, electoral results and biographical characteristics from 1857 to 2017.

In a first paper, we ask whether changing media technologies and electoral environments impacted patterns of campaign spending, and its correlation with electoral results. The answer is yes: on the former, we document a strong substitution from paid staff to advertising material over time. On the latter, we estimate that the correlation between spending and votes varied substantially during the XXth century, and show that it has been positively impacted by the introduction of local media technologies like radio and broadband Internet. These results push for more contextualization in the design of campaign finance regulations.

In a second paper, we investigate the causes and consequences of the unequal descriptive representation our data unveils. In particular, we show that, since the 2010 election, turnout is lower when candidates differ more from their electorate in terms of education and occupation status, while the opposite was true for most of the XXth century. This echoes qualitative accounts of a new popular demand for better representation, and might explain why we observe that candidates from new parties, such as UKIP, are closer to their electorate in terms of these descriptive dimensions.



The Historical Roots of Climate Change Denial in the US



Countless elements of our democracies rely on the information and beliefs citizens hold. In the US, more than a third of the population do not believe in human-made Climate Change, and this share seems to remain stable over the years. In this project, I investigate whether historical factors could explain these patterns of denial.

Using data on oil & gas exploration over the XXth century, I present evidence that long-term exposure of a community to fossil fuel extraction negatively impacted current levels of climate change beliefs – even more so than contemporaneous production and employment. I use the natural experiment of the so-called "fracking revolution" to confirm that short term variations seem to have little impact on beliefs. On the contrary, historical exposure to other forms of "resource abundance", as understood by historians of the Frontier, could have participated in shaping individual environmental beliefs.

In parallel, I dig into the "supply-side" factors of denial, and in particular the efforts of interest groups to cast doubts on climate science. Using data on local newspapers content over time, I intend to test whether this disinformation was powerful enough to bend American opinion against the scientific consensus. Conversely, I will estimate whether positive information shocks, such as Al Gore "Inconvenient Truth", can improve the public understanding and beliefs about this consensus.

Science under the Italian Inquisition (with Francesco Drago & Roberto Galbiati)

Studying democratic institutions is sometimes done by looking at contexts in which they are lacking. Were the spread of new ideas be forbidden, for instance through authoritarian coercive institutions, would it slowdown the development of scientific knowledge? In this paper, we study this question in the context of the Counter-Reformation in early modern Europe.

As Reformation ideas spread all across the continent, Pope Paul III issued in 1542 a bull that initiated a central, repressive Inquisition, which progressively spread to all states of the Italian peninsula. Using geolocalized data on the birth place and occupation of all "notable" individuals of the time (i.e. all those whose biography have been recorded), we show across a series of empirical strategies that it led to a dramatic decrease in the number of scientists, while leaving other occupations untouched. Using individuals' migration patterns and family linkages, we show evidence of both deterrence and socialization mechanisms. To quantify the relative importance of these different factors, we then develop a conceptual framework of career decisions of creative individuals, which we will structurally estimate. We will then study how it reallocated talents across Europe, and contributed to the historical trajectories of its different polities.



Doctorant

Eric René TIENTCHEU



Doctorant en science politique à l'université Paris 2 Panthéon Assas (CERSA) et Sciences Po. Affilié au LIEPP.

Il prépare une thèse sous la direction d'Yves Surel, professeur Université Paris 2 Panthéon Assas et Bruno Palier, directeur du LIEPP.

Bibliographie

Mullier, P., Palier, B., & Surel, Y. (2005). L'analyse politique de l'action publique. Confrontation des approches, des concepts et des méthodes. *Revue française de science politique*, 55(1), 5-6.

Gérard, M. (2001). Les politiques d'insertion. Une contribution paradoxale à la déstabilisation du marché du travail. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1, 136-137.

Le Pendeven, B., Nico, Y., & Gachet, B. (2015). Social Impact Bonds : un nouvel outil pour le financement de l'innovation sociale. *Notes de l'Institut de l'entreprise*.

Palier, Bruno. (2016). L'investissement social: une orientation pour repenser et réformer la protection sociale. In *Quelle(s) protection(s) sociale(s) demain ?*, 275 – 95. Paris : Dalloz.

Rouban, L. (2004). Les paradoxes de l'Etat postmoderne. *Cités*, (2), 11-22.

LA CONSTRUCTION D'UN ETAT ENTREPRENEUR SOCIAL À TRAVERS LES SOCIAL IMPACT BOND

Une analyse comparée des politiques d'insertion professionnelle en France, Angleterre et Belgique

Dès la fin des années soixante dix, l'Etat providence classique est traversé par une triple crise : une crise financière, une crise de légitimité et une crise d'efficacité.

Cette situation particulière a entraîné une remise en cause profonde de ses principes fondateurs et une volonté des différents Etats concernés de procéder à une réforme profonde des logiques et des propriétés qui organisent et structurent son fonctionnement.

La naissance du contrat à impact social en Angleterre en 2010 et sa diffusion dans les pays de l'OCDE vient répondre à cet impératif. Traversé par les logiques et les pratiques issues du marché, cet instrument introduit le paradigme de l'entrepreneuriat social dans le champ de l'action sociale à travers les politiques de l'emploi et ainsi procéder à un changement institutionnel de l'Etat providence classique en Etat Entrepreneur social.

Objectifs de recherche

Sur la base d'une analyse comparée des politiques de l'emploi mises en œuvre en France, Angleterre et Belgique à travers les contrats à impact social, notre recherche poursuit plusieurs objectifs :

- Questionner le choix opéré par les acteurs programmatiques de mobiliser les contrats à impact social pour financer les politiques sociales ;
- Mettre en évidence le processus de conceptualisation du social impact bond par les *policy designers*.
- Questionner les différences observées sur le design du social impact bond lors de son importation dans les trois pays étudiés.
- Montrer le processus et les modalités de transformation certes limité de l'Etat providence classique en Etat entrepreneur social.
- Procéder à la conceptualisation d'un Etat entrepreneur social qui apparaît comme une nouvelle forme d'Etat providence qui vient compléter la grille analytique proposée par Gosta Esping sur les différents modèles sociaux.
- Mettre en évidence le processus de transfert institutionnel et d'appropriation du social impact bond dans les différents pays observés.

Méthodologie

- Méthode de recherche qualitative : Série d'entretiens semi-directifs sera effectuée auprès des principaux acteurs du dispositif en France, Angleterre et Belgique.
- Méthode comparative Small n studies afin de rendre compte du processus ayant conduit au résultat obtenu sur un nombre limité de cas différents (Yves Surel 2015).
- Cadres théoriques mobilisés : Instrumentation de l'action publique, l'approche programmatique, les travaux de Bruno Palier sur les réformes de l'Etat providence, l'approche néo institutionnelle du changement.

Hypothèses de recherche

Plusieurs hypothèses ont été retenues en fonction des questions de recherche.

- ❖ Sur le questionnement portant sur le choix du social impact nous avons retenu les hypothèses suivantes :
- Le choix de mobiliser les social impact bond pour financer certaines politiques de l'emploi dans les pays étudiés est le résultat d'une volonté des acteurs programmatiques de procéder à une restructuration certes limitée du mode de régulation de l'Etat providence classique qui grâce aux propriétés du dispositif passe d'un Etat centralisé à un Etat mobilisateur de la gouvernance négociée

- Pour faire face aux pressions émanant du contexte économique et social, les acteurs programmatiques des pays étudiés vont procéder au choix du social impact bond pour leur propension à être à la fois innovant et efficace, et dans le but d'accroître leur légitimité en procédant à une mobilisation de l'instrument par un processus d'isomorphisme cognitif et normatif qui se traduit par un transfert politique par négociation d'idées.

- ❖ Également, pour répondre à la question de recherche portant sur le design différencié observé sur le social impact bond dans les trois pays étudiés, l'hypothèse suivante a été retenue :

- Le design différencié des social impact bond observé en France, en Angleterre et en Belgique trouve sa justification à travers le degré de souplesse des institutions coercitives et l'influence qu'exerce la matrice cognitive et normative de l'Etat providence des pays étudiés sur les *policy designers* en orientant leurs choix vers l'adoption d'un modèle de gouvernance de l'action sociale et des outils conformes à leurs propriétés traditionnelles.

- ❖ En ce qui concerne les effets du social impact bond sur l'Etat providence, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Le changement certes limité de l'Etat providence en France, en Angleterre et en Belgique est le résultat de la modification des variables institutionnelles du modèle social des pays étudiés suite à l'introduction des social impact bond dans la sphère sociale

- L'entrée des social impact bond sur l'agenda gouvernemental des trois pays étudiés est due à l'apparition d'une fenêtre d'opportunité qui résulte de la conjonction de l'avènement des partis de gauche au pouvoir, de la mobilisation des acteurs programmatiques et du contexte de crise économique et sociale marqué par la recrudescence du chômage et des restrictions budgétaires.

- Le changement par sédimentation observé en France et en Belgique ou le changement par conversion identifié en Grande Bretagne est le fruit respectif de décisions par consensus ambiguës des acteurs subversifs et des décisions ambiguës par sédimentation des acteurs opportunistes sur l'adoption des social impact bond dans ces différents pays.

THE WORK-CARE NEXUS IN MATURE WELFARE STATES: CONTINUITY AND CHANGE (1990-2020)

Doctoral student

Federico Danilo FILETTI



Federico Filetti is a PhD candidate in sociology affiliated to LIEPP and OSC. His thesis is supervised by Prof. Emanuele Ferragina.

Education

Bocconi University (Milan, Italy) – 2013:
Bachelor of Business and Administration and Management.

Bocconi University (Milan, Italy) – 2016:
Master of Science in Economic and Social Sciences.

Professional experiences

- International IDEA at the United Nations (New York, USA)
- Action Institute (Milan, Italy)

Papers and book chapters

- *Eppur si muove: labour market protection varieties and trajectories of change across 21 high-income countries* (with Emanuele Ferragina). LIEPP working paper n°119
- *Youth minimum income in France, Italy and Spain* (work in progress, with Tom Chevalier, Emanuele Ferragina and Javier Fuentes)
- *Analytical categories to understand labour market reforms* (book chapter, with Alessandro Arrighoni and Emanuele Ferragina)

Other activities

- PhD representative at Sciences Po for the European Graduate Network (EGN)
- Member of the Family Policy Group (Sciences Po, Paris)

The shift from Fordism to the service economy, changes in the social structure and welfare retrenchment all contributed to the rise of new social risks (NSR), exacerbating the difficulties of work-family reconciliation. At the same time, this political economy context contributed to foster a wave of reform aimed at decreasing labour market protection while expanding family policy. The aim of my research is to better understand how mature welfare states adapted to the multifaceted changes occurred over the last three decades along the work-care nexus. The research is structured in three steps. First, using a holistic set of macro-level indicators, it maps the evolution of labour market protection and family policy in 21 OECD countries in 1990 and 2015. Second, through a multidimensional indicator able to capture the intensity and direction of change, it characterizes country's trajectories. Third, to complement and sharpen the findings of the quantitative analysis, it traces the process of labour market and family policy reform implemented in Italy and France since the 1990s.

Research question(s) and argument in brief

Looking at the work-care nexus, how have mature welfare states adapted to the multifaceted changes occurred over the last three decades (i.e.: the rise of New Social Risks)?

VoC and WoW are frameworks customarily used to evaluate similarities and differences in labour market protection and family policy across countries (Hall and Soskice, 2001; Estevez-Abe et al., 2001; Estevez-Abe, 2005; Esping-Andersen, 1990; Thévenon, 2011; Ferragina et al., 2013). Both frameworks trace typical institutional varieties to which countries more or less adhere in function of their levels of labour market protection and family policy. Nevertheless, VoC and WoW conceive institutions as fundamentally stable over-time. Several scholars highlighted the issue of institutional immobility, questioning the inter-temporal validity of both VoC and WoW (see e.g.: Bruff and Horn, 2012; Crouch, 2005; Hanckè et al., 2013; Schneider and Paunescu, 2012; about WoW see Hay and Wincott, 2012). I employ Principal Component Analysis in two time-periods (1990-2015) to answer the first sub-research question:

1. Are VoC and WoW appropriate frameworks to compare labour market protection and family policy in a context of widespread change?

Only few works attempted to bridge the debates on institutional diversity and accounts of change in labour market protection and family policy. In the field of labour market protection, Thelen (2012, 2014) identified three regime-specific liberalisation trajectories. In the family policy debate, Daly and Ferragina (2018) analysed the evolution of family policy in 23 high-income countries since the 1960s. However, both contributions do not provide a systematic evaluation of trajectories of change. On the one hand, Thelen analyses a restricted sample of countries using a limited selection of indicators. On the other, Daly and Ferragina, despite the larger country selection, analyse family policy changes at the aggregate level, and do not account for country (or regime)-specific trajectories. Hence, a more holistic analysis of the evolution of labour market protection and family policy might provide results that do not necessarily conform to previous contributions, leading to the identification of a second sub-research question:

2. How can we characterize country's trajectories of change?

Italy and France experienced similar deterioration of labour market and gender-related outcomes (such as the unemployment rate, the share of temporary and bad-quality contracts and mothers' employment rates), but opposing trajectories of change in labour market protection and family policy. On the one hand, Italy dualised its labour market protection through the harsh deregulation of employment protection for temporary contracts, with all the other dimensions remaining at very low levels. Contextually, family policy, that was residual already in the 1990s, has been only marginally reformed – mainly through the increase in family allowances. On the other hand, France is the only Coordinated country that increased its levels of labour market protection in all the dimensions under consideration. Moreover, the country experienced an expansion in the three family policy dimensions. The third sub-research question proceeds as follows:

3. What mechanisms can explain similar outcome deterioration but opposing labour market protection and family policy trajectories of change in France and Italy?

Mesuring labour market protection

- *Employment protection: EPL for permanent and temporary contracts, the share of workers protected with a collective bargaining agreement and union density.*
- *Unemployment protection and income maintenance: replacement rate and the spending as a % of the country's GDP.*
- *Activation: spending on active labour market policies as a % of the GDP.*
- *Workforce composition: unemployment rate, share of permanent and temporary contracts and involuntary part-time jobs*

Mesuring family policy

- *Leave: length and replacement rate of maternity, paternity and parental leave and the spending on maternity and parental leave as a % of the GDP.*
- *Allowances: replacement rates of universal, tax-based and total childcare benefits and spending on cash benefits and family allowances.*
- *Services: participation rates of children aged 0-2 and 3-5 to ECEC programmes and spending on ECEC and in-kind benefits as a % of the GDP.*
- *Outcomes: share of women employed with part-time and involuntary part-time contracts, and the employment rates of mothers with at least one child under 15 (all mothers and sole mothers).*

Countries under analysis

Quantitative analysis: 21 high-income countries across four welfare regimes. Denmark, Finland, Norway and Sweden (social democratic welfare regime); Austria, Belgium, Germany, France, Netherlands, Switzerland (Christian democratic welfare regime); Greece, Italy, Portugal and Spain (Mediterranean welfare regime); Australia, Canada, Ireland, Japan, New Zealand, the US and the UK (liberal welfare regime).

The process tracing analysis of labour market and family policy reforms includes France and Italy.

Doctorant

Julien BLASCO



Doctorant en Économie à CY Cergy Paris Université sous la direction de Clément Carbonnier. Affilié au LIEPP dans l'axe politiques socio-fiscales.

Thèmes de recherche

Mesure des inégalités, effet redistributif des systèmes socio-fiscaux, indicateurs monétaires et matériels de pauvreté.

Formation

Diplôme d'ingénieur, ENSAE Paris
MSc Data Science, École Polytechnique
MSc Applicable Mathematics, London School of Economics
Diplôme d'ingénieur, ENSTA Paris

Travaux connexes au projet

Measuring Great Poverty in Europe: a Bidimensional Indicator (travail en cours).

Environ 2 millions de personnes en situation de grande pauvreté en France en 2018, avec Sébastien Picard, in "Les revenus et le patrimoine des ménages", édition 2021.

Qui est pauvre en Europe ? Deux figures différentes de la pauvreté, par l'approche monétaire ou par la privation matérielle et sociale, avec François Gleizes, in "La France dans l'Union européenne", édition 2019.

Contact

julien.blasco@sciencespo.fr
<https://julienblasco.cygale.net>



COMMENT DÉFINIR ET MESURER LA GRANDE PAUVRETÉ ?

Dans tous les pays développés, une part significative de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ces personnes ont des situations très hétérogènes en termes de conditions de vie, de bien-être, de persistance de leur situation. Des politiques sociales ciblées sur l'ensemble des personnes pauvres pourraient ainsi ne pas être adaptées à la fraction la plus vulnérable de cette population. Dans ce travail, nous montrons que la mesure des seuls revenus n'est pas suffisante pour identifier les personnes subissant les formes les plus intenses et les plus persistantes de la pauvreté, et proposons un indicateur de grande pauvreté bidimensionnel, combinant faibles revenus et privation matérielle et sociale sévère.

Contexte

La population pauvre est très hétérogène

On dit que des personnes sont pauvres au sens monétaire si leur **revenu** est inférieur à un certain seuil, appelé **seuil de pauvreté**.

Les faibles revenus de ces personnes se traduisent en moyenne par de moins bonnes **conditions de vie**, une **santé** dégradée, un moindre **bien-être**, etc.

Cependant, les situations de ces personnes dites "pauvres" sont **très hétérogènes**:

- Certaines déclarent peu de privations matérielles et sociales dans leur quotidien, d'autres sont en situation de privation sévère.
- Certaines sortent rapidement de la pauvreté, d'autres y restent durablement.

Comment identifier les personnes subissant les formes les plus intenses et les plus persistantes de la pauvreté ?

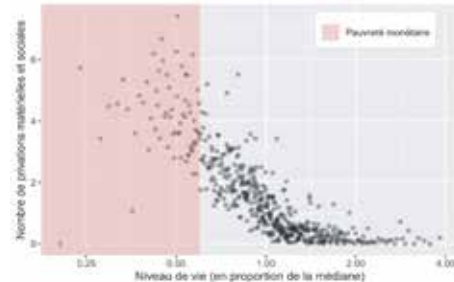
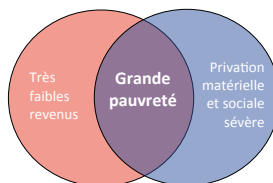


Figure : nombre de privations matérielles et sociales subies selon le revenu. Les personnes pauvres subissent un nombre de privations très variable.

Méthode et données

Un indicateur qui combine des informations sur les revenus et sur les privations



On propose une définition de la grande pauvreté comme la conjonction de deux situations :

- **Très faibles revenus** : le niveau de vie du ménage est inférieur à 50% du niveau de vie médian de la population.
- **Privation matérielle et sociale sévère** : la personne déclare ne pas pouvoir accéder à un ensemble de biens et services de la vie quotidienne, comme maintenir son logement à bonne température ou s'acheter des vêtements neufs. Elle cumule au moins **7 privations parmi une liste de 13 éléments** préalablement définis.

On utilise le dispositif européen **EU-SILC** (Statistics on Income and Living Conditions), et plus particulièrement son volet français **SRCV** (Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie).

Résultats

Un indicateur bidimensionnel est plus adapté pour mesurer les situations de grande pauvreté

Les personnes qui cumulent des faibles revenus et des privations matérielles et sociales sévères ont une situation plus homogène et plus difficile que les autres personnes pauvres :

- Elles sont plus souvent au **chômage**, en situation de **s'endetter**, avec un faible **bien-être**
- Elles ont **moins de ressources complémentaires** au revenu (patrimoine, aides d'autres ménages, possibilité d'auto-consommer)
- Elles **restent plus durablement** dans l'un ou l'autre des états de pauvreté

Ces caractéristiques sont beaucoup plus homogènes et sévères que celles des personnes qui ont de très faibles revenus mais ne sont pas en privation matérielle et sociale sévère.

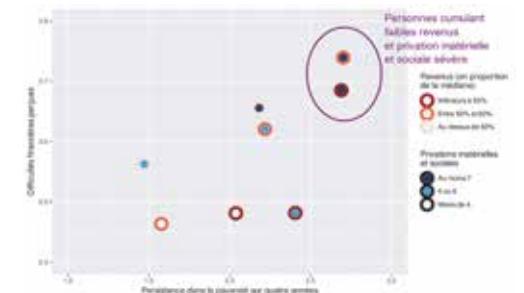


Figure : proportion de personnes en grande difficulté financière et persistance moyenne dans la pauvreté, selon le groupe de revenus et de privation matérielle et sociale.

La grande pauvreté en France et en Europe

2% de la population en France est en situation de grande pauvreté selon l'indicateur décrit précédemment. Ces personnes appartiennent à la fois aux 7% de la population aux très faibles revenus, et aux 7% en situation de privation matérielle et sociale sévère.

La France est dans une position médiane au sein de l'Union Européenne. Certains pays d'Europe du Nord ont quasiment éradiqué la grande pauvreté, tandis qu'elle est de loin la plus fréquente en Europe du Sud et de l'Est, particulièrement en Bulgarie et en Roumanie.

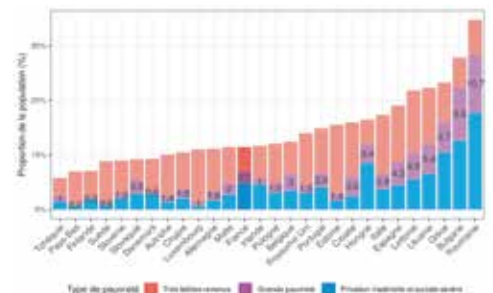


Figure : proportion de la population en situation de très faibles revenus, de privation matérielle et sociale sévère, ou les deux (grande pauvreté)

Doctorante

Mathéa BOUDINET



Diplômée du master de recherche en sociologie à Sciences Po, Mathéa Boudinet obtient un contrat doctoral à l'Observatoire Sociologique du Changement en 2019,

pour réaliser sa thèse sous la direction de Anne Revillard. Elle est rattachée à l'OSC et au LIEPP.

Elle participe également au projet « Handicap, genre et précarité professionnelle » dirigé par Anne Revillard et financé par la FIRAH et l'AGEFIPH.

PARCOURS PROFESSIONNELS DES FEMMES HANDICAPÉES EN FRANCE AU PRISME DE LA RÉCEPTION DE L'ACTION PUBLIQUE

La thèse propose d'expliquer la marginalisation des femmes handicapées sur le marché du travail en emploi, à partir de leur réception des politiques publiques relative à leur parcours professionnel. Ce travail de doctorat contribue aux travaux en sociologie de l'emploi, du handicap, et du genre ainsi qu'aux études sur la réception de l'action publique par ses ressortissant·es.

Etat des lieux

En 2016, le Défenseur des droits consacre un rapport entier sur l'emploi des femmes handicapées (Défenseur des droits, 2016). Les auteur·e·s constatent que cette population est particulièrement marginalisée sur le marché du travail et dans l'emploi, que ce soit par rapport aux hommes handicapés ou par rapport à la population valide, sexes confondus. Selon Barhoumi (2017), en 2015, le taux d'emploi des personnes disposant d'une reconnaissance administrative de leur handicap était de 42% pour les femmes et de 44% pour les hommes. En comparaison, le taux d'emploi de l'ensemble des femmes était de 68%. De plus, les emplois des femmes handicapées sont concentrés dans les secteurs moins qualifiés et moins bien rémunérés (Jolly, 2000; Barnes et Mercer, 2005). Ces éléments laissent supposer que les femmes handicapées sont doublement pénalisées sur le marché du travail. Ces personnes, de par leur statut de femme et leur statut de personne handicapée, auraient un "*double désavantage*" (Ravaud et Ville, 2003).

Ma thèse a pour ambition de mieux comprendre cette double marginalisation, en étudiant les parcours biographiques de femmes handicapées au prisme de la réception de l'action publique. En effet, les politiques publiques cadrent les expériences des personnes handicapées qui en sont les cibles (Engel et Munger, 2003; Revillard, 2017). Analyser les parcours professionnels nécessite donc de s'intéresser aux dispositifs d'action publique visant les personnes handicapées.

Méthodes

La thèse combine des méthodes qualitatives et quantitatives. Partant de la méthode développée par Revillard (2018), la thèse s'axera sur des entretiens biographiques portant sur l'ensemble du parcours de vie, sans préjuger de la présence ou de l'importance de dispositifs d'action publique. Cette méthode permettra d'identifier, à partir de l'expérience vécue des personnes, les instruments ayant eu une influence sur leurs trajectoires professionnelles.

Ce volet qualitatif est complété par une exploitation de l'enquête Emploi de l'INSEE, pour établir des statistiques descriptives sur la situation des femmes handicapées sur le marché de l'emploi et en emploi. Différentes variables seront analysées, notamment en termes d'inactivité, de sous-emploi, de types de statuts en emplois (contrat précaire ou non, PCS, position dans l'organisation).

Premiers résultats qualitatifs

- Les femmes handicapées font face à de **nombreux obstacles en termes d'insertion professionnelle**. Ces obstacles se situent tant dans leur accompagnement par les structures du service public de l'emploi, dans les candidatures, que dans les entretiens d'embauche et les expériences professionnelles concrètes. Ces difficultés doivent notamment être analysées en termes d'inaccessibilité et de discriminations.
- **Les allocations en lien avec le handicap et l'emploi sont perçues différemment en fonction de la classe sociale et du moment de survenue du handicap. Les revenus tirés des allocations sont par contre, de manière générale, considérés comme moins légitimes que ceux liés à l'emploi.**
- Les situations professionnelles des femmes handicapées doivent être analysées au prisme de la **division sexuée du travail**. Comme pour les femmes en population générale, le cadre du couple hétérosexuel entraîne une **répartition inégale des tâches domestiques et des soins aux enfants**. Ces pauses dans le parcours professionnel ont conduit à une **dépendance économique au conjoint** et aux allocations versées par l'État, sans cotisations sociales. Certaines ont témoigné avoir effectué un soutien à l'activité de leur conjoint, sans pour autant être rémunérées. Le fait de travailler gratuitement pour l'entreprise du conjoint, en plus des tâches domestiques, conduit ces femmes à ne pas pouvoir envisager et se consacrer à la recherche d'emploi.
- Si les expériences de sexisme ou de racisme sont mentionnées dans les entretiens, **les femmes interrogées ne considèrent dans l'ensemble que ce n'est pas le genre ou la race qui a joué dans leurs difficultés sur le marché du travail, mais bien le handicap.**

Bibliographie

- BARHOUMI, Mériam. Travailleurs handicapés : quel accès à l'emploi en 2015 ? *DARES Analyses*. 2017, vol.32. p. 1-10.
- BARNES, Colin et Geof MERCER. Disability, work, and welfare: challenging the social exclusion of disabled people, *Work, Employment and Society*. 2005, vol.19 n° 3. p. 527-545.
- Défenseur des droits. L'emploi des femmes en situation de handicap. Analyse exploratoire sur les discriminations multiples. 2016.
- ENGEL, David M. et Frank W. MUNGER. *Rights of inclusion: law and identity in the life stories of Americans with disabilities*. Chicago: University of Chicago Press. 2003. 281 p. (Chicago Series in Law and Society).
- JOLLY, Debbie. A Critical Evaluation of the Contradictions for Disabled Workers Arising from the Emergence of the Flexible Labour Market in Britain, *Disability & Society*. 2000, vol.15 n° 5. p. 795-810.
- RAVAUD, Jean-François et Isabelle VILLE. Les disparités de genre dans le repérage et la prise en charge des situations de handicap, *Revue française des affaires sociales*. 2003, vol.1-2. p. 225-253.
- REVILLARD, Anne. Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants, *Revue Française de Science Politique*. 2018, vol.68 n° 3. p. 469-491.
- REVILLARD, Anne. La réception des politiques du handicap : une approche par entretiens biographiques, *Revue française de sociologie*. 2017, vol.58 n° 1. p. 71.

THE ROLE OF CASEWORKERS IN THE LABOR MARKET INTEGRATION OF YOUNG UNEMPLOYED: EVIDENCE FROM FRANCE

Doctoral student

Jérémy HERVELIN



PhD, research fellow of the *Sécurisation des parcours professionnels* chair.

Pierre VILLEDIEU



PhD student at Sciences Po Paris, Department of Economics, affiliated to the French labor ministry (Dares) and LIEPP

About 13% of young people aged 15–29-year-old were not in employment, education, or training (NEET) in OECD countries in 2019. As a part of the public employment services, the *Mission Locales* agencies are specially dedicated to young people who face major labor market integration issues in France. We propose to use the quasi-random allocation of caseworkers to youths to study how caseworkers can affect the future trajectories of young unemployed. Preliminary evidence show that caseworkers with higher placement rates in a formalized job search assistance program positively affect the employment outcomes of youths: top tercile caseworkers are found to increase youths' total number of days of employment by about 7.5 days one year after their first meeting with a youth, which corresponds to a 9% increase.

Background

About 1,000,000 young people are NEET in France. They are less often graduated and live more often with their parents than non-NEET counterparts. They represent about 13% of 16-25-year-old youths and 28% of those who left school. The Ministry of Labor indicates that young NEETs, who were in contact with the public employment service, were more often in employment than those who were not (Reist, 2020).

The *Missions Locales* (ML), as part of the French public employment services, are specially dedicated to young people who face labor market integration issues. There are about 436 agencies spread across France and 13,600 caseworkers. They are mainly providing a labor market related assistance, but they can also provide a broader social assistance related to health, administrative or housing issues. A natural question is to what extent caseworkers impact youths' professional trajectories ?

Empirical strategy

Caseworkers' assignment

To measure the influence of caseworkers, we use their propensity to enroll young people in a formalized program called PACEA (*Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie*). Our identification strategy relies on two main conditions: 1) the assignment of caseworkers to youths is quasi-random with respect to youths' characteristics; and 2) caseworkers systematically differ in their propensity to enroll new youths into the PACEA program. Our analysis focuses on one of the main *Mission Locale* in France for which empirical evidence as well as background information support both conditions (N = 5423).

Caseworkers' Fixed Effects

To construct our caseworkers fixed effects, we follow the methodology initiated by Dahl et al. (2014). Let's consider:

$$E_i = C_{iat} + \gamma X_{iat} + \epsilon_{iat}$$

where:

- $E_i = 1$ if youth i has been enrolled in the PACEA program.
- X_{iat} include agency and month fixed effect related to youth i first meeting.
- C_{iat} is the caseworker fixed effect.

The quasi-random allocation of caseworkers – within agency and month – implies that $\epsilon_{iat} | X_{iat} \perp C_{iat}$. We can then compute aggregated leave-one-out caseworker fixed effects.

$$C_{ij} = \frac{1}{n_{jQ}-1} \left(\sum_{i' \in I_{jQ}(i' \neq i)} E_{i'} - E_i^* \right) \text{ where } E_i^* = E_i - \hat{\gamma} X_{iat}$$

with n_{jQ} denoting the number of youths who had a first meeting with caseworker j in quarter Q and I_{jQ} is the associated set of youths.

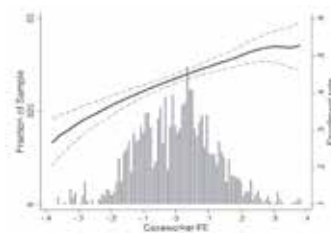


Fig 1. Predictive power of caseworkers' fixed effects

Note: Figure 1 presents the distribution of our caseworkers-by-quarter fixed effects. The solid black line results from a local linear regression of actual enrollment rate on caseworkers fixed effects. The positive relationship is positive and statistically significant: a one standard deviation increase in caseworker fixed effect is associated with a 4.2 %p increase in the enrollment rate.

Results

Figure 2 present an event-study-like analysis where we estimate the differential in the number of days of employment between youths who have been assigned to a caseworker in the top tercile of fixed effects distribution and youths assigned to a caseworker in the bottom tercile.

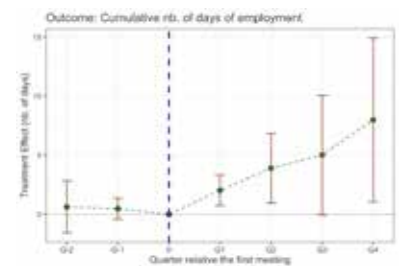


Fig 2. Effect of being assigned to a caseworker in the top tercile of fixed effects distribution (vs. bottom tercile)

Note: Green dots represent point estimates and red error bars represent the associated 95% confidence intervals.

On average, one year after the first meeting, when assigned to a caseworker in the top tercile, youths have worked about 7.5 additional days, which corresponds to a 9% increase compared to youths assigned to caseworkers who lies in the bottom tercile of fixed effects distribution. Heterogeneity analysis shows that positive effects are mostly encountered by young males with low educational background.

Caseworkers' profile

On average, the statistical analysis indicates that above the median caseworkers are younger, more often females, perform fewer individual meetings and animate more collective workshops than below the median caseworkers. Figure 3 also indicates that caseworkers' connectedness – the number of youths they have in common with other caseworkers – does not seem to relate with caseworkers' fixed effects.



Fig 3. Caseworkers network in 2016

Note: Nodes represent caseworkers. The bigger the node the more youths a caseworker has interviewed in 2016. Blue, green and red nodes represent caseworkers at the 1st, 2nd and 3rd tercile of fixed effects distribution, respectively. Two caseworkers are related by the number of youths with whom they both had at least one meeting, the darker the edge the higher the number of youths.

Discussion

- Our preliminary evidence support the fact that caseworkers can significantly affect youths' trajectories on the labor market.
- Results are in line with related literature on caseworkers' effects that exhibit differentiated effects according to caseworkers' characteristics/strategies (Behncke et al., 2010; Huber et al., 2017).
- We still need to understand more about the reasons that makes some caseworkers more successful than others: in particular, how much of this effect is due to the entry in program itself and to other caseworker's characteristics, correlated with our fixed effects.

Le LIEPP est une plateforme de recherche de Sciences Po financée dans le cadre du programme "Investissements d'avenir" de l'Agence Nationale de la Recherche. Créé en 2011, ce laboratoire se redéploie à partir de 2020 en partenariat avec Université de Paris.

L'ensemble des projets menés au LIEPP bénéficient du soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir dans le cadre du LabEx LIEPP (*ANR-11-LABX-0091, ANR-11-IDEX-0005-02*) et de l'IdEx Université de Paris (*ANR-18-IDEX-0001*).

www.sciencespo.fr/liepp

